

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 01097
Numéro SIREN : 320 252 489
Nom ou dénomination : Bpifrance

Ce dépôt a été enregistré le 09/06/2022 sous le numéro de dépôt 10725

Bpifrance

COMPTES INDIVIDUELS PUBLIABLES

AU 31 DECEMBRE 2021

- Bilan publiable
- Hors-bilan publiable
- Compte de résultat publiable

Bilan publiable de Bpifrance

(en millions d'euros)

ACTIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Caisse, banques centrales		8 600,4	7 819,2
Effets publics et valeurs assimilées	6	10 084,7	9 630,8
Créances sur les établissements de crédit	3	840,6	835,1
- A vue		538,9	554,9
- A terme		301,7	280,2
Opérations avec la clientèle	4	39 944,3	40 285,2
- Créances commerciales		88,4	123,4
- Autres concours à la clientèle		33 932,5	34 593,0
- Comptes ordinaires débiteurs		5 923,4	5 568,8
Obligations et autres titres à revenu fixe	6	6 737,2	5 062,0
Actions et autres titres à revenu variable	6	154,4	929,0
Participations et autres titres détenus à long terme	7	46,1	49,5
Parts dans les entreprises liées	7	21 490,9	18 495,4
Crédit-bail et location avec option d'achat	5	5 899,2	5 992,0
Location simple	5	167,7	194,7
Immobilisations incorporelles	9	158,6	128,7
Immobilisations corporelles	9	25,5	26,0
Capital souscrit non versé		0,0	0,0
Actions propres	8	64,1	42,3
Aides au financement de l'innovation	10	551,5	672,2
Autres actifs	11	728,7	794,2
Comptes de régularisation	12	452,8	413,7
TOTAL DE L'ACTIF		95 946,7	91 370,0

Bilan publiable de Bpifrance

(en millions d'euros)

P A S S I F	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales		0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit	13	21 487,2	18 887,0
- <i>A vue</i>		106,8	107,1
- <i>A terme</i>		21 380,4	18 779,9
Opérations avec la clientèle	14	2 441,8	3 012,6
- <i>A vue</i>		244,5	229,5
- <i>A terme</i>		2 197,3	2 783,1
Dettes représentées par un titre	15	36 227,9	36 128,1
- <i>Titres du marché interbanc. & titres de créances négociables</i>		4 963,4	4 486,3
- <i>Emprunts obligataires</i>		31 264,5	31 641,8
Autres passifs	16	3 705,1	1 785,8
Comptes de régularisation	17	2 524,8	2 159,7
Provisions	18	633,9	684,5
Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel	19	18,9	19,7
Fonds de garantie publics	20	5 025,4	4 806,7
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	21	1 266,5	1 365,0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		235,2	235,2
Capitaux propres hors FRBG	22	22 380,0	22 285,7
- <i>Capital souscrit</i>		5 440,0	5 440,0
- <i>Primes d'émission et de fusion</i>		15 674,0	15 674,0
- <i>Réserves</i>		236,0	236,0
- <i>Provisions réglementées, subventions d'investissement</i>		101,6	77,3
- <i>Report à nouveau</i>		861,1	906,3
- <i>Résultat de l'exercice</i>		494,5	-47,9
- <i>Acomptes sur dividendes</i>		-427,2	0,0
TOTAL DU PASSIF		95 946,7	91 370,0

Hors-Bilan publiable de Bpifrance

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2021	31/12/2020
Engagements donnés	25		
- <i>Engagements de financement</i>			
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		20,0	10,0
. Engagements en faveur de la clientèle		8 462,2	7 897,6
- <i>Engagements de garantie</i>			
. Engagements d'ordre d'établissements de crédit		0,0	0,0
. Engagements d'ordre de la clientèle		12 701,2	12 891,2
- <i>Engagements sur titres</i>			
. Titres achetés avec faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements donnés		0,0	0,0
Engagements reçus	25		
- <i>Engagements de financement</i>			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		916,7	4 946,9
- <i>Engagements de garantie</i>			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		786,7	913,3
- <i>Engagements sur titres</i>			
. Titres vendus avec la faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements reçus		0,1	0,1

Compte de résultat publiable de Bpifrance

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	27	1 207,9	1 192,5
Intérêts et charges assimilées	28	-510,5	-505,7
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	29	1 208,1	1 192,7
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	30	-1 165,6	-1 185,1
Produits sur opérations de location simple	29	82,0	87,1
Charges sur opérations de location simple	30	-82,0	-83,1
Revenus des titres à revenu variable	31	424,3	302,6
Commissions (produits)	32	17,3	19,9
Commissions (charges)	32	-1,4	-1,8
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	33	4,8	5,6
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	34	-41,7	-104,9
Autres produits d'exploitation bancaire	35	115,4	80,9
Autres charges d'exploitation bancaire	36	-68,3	-63,7
PRODUIT NET BANCAIRE		1 190,3	937,0
Charges générales d'exploitation	37	-530,5	-500,6
Dotations aux amortis. et aux dépréc. sur immob. incorporelles et corporelles		-43,9	-38,7
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		615,9	397,7
Coût du risque	38	-51,2	-378,9
RESULTAT D'EXPLOITATION		564,7	18,8
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	39	-6,7	0,2
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		558,0	19,0
Résultat exceptionnel		0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	42	-39,2	-80,5
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		-24,3	13,6
RESULTAT NET		494,5	-47,9

Bpifrance

ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS PUBLIABLES

AU 31 DECEMBRE 2021

Annexe Comptable

● Note 1 - Règles de présentation et d'évaluation.....	1
● Note 2 - Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture.....	12
● Note 3 - Créances sur les établissements de crédit	14
● Note 4 - Opérations avec la clientèle - Actif	15
● Note 5 - Opérations de crédit-bail et location simple	17
● Note 6 - Portefeuille titres	18
● Note 7 - Participations et autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées.....	20
● Note 8 - Actions propres	22
● Note 9 - Immobilisations incorporelles et corporelles	23
● Note 10 - Aides au financement de l'innovation	23
● Note 11 - Autres actifs	24
● Note 12 - Comptes de régularisation – Actif.....	24
● Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit.....	25
● Note 14 - Opérations avec la clientèle – Passif	26
● Note 15 - Dettes représentées par un titre	26
● Note 16 - Autres passifs.....	27
● Note 17 - Comptes de régularisation – Passif	27
● Note 18 - Provisions	28
● Note 19 - Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel	28
● Note 20 - Fonds de garantie publics	29
● Note 21 - Ressources nettes d'intervention à l'innovation	39
● Note 22 - Variation des capitaux propres	40
● Note 23 - Contre-valeur en euros des opérations en devises.....	40
● Note 24 - Tableau de flux des dépréciations et des provisions.....	41
● Note 25 - Engagements de hors-bilan.....	42
● Note 26 - Opérations en devises et instruments financiers à terme.....	45
● Note 27 - Intérêts et produits assimilés	47
● Note 28 - Intérêts et charges assimilées	47
● Note 29 - Produits sur opérations de crédit-bail et location simple	48
● Note 30 - Charges sur opérations de crédit-bail et location simple.....	48
● Note 31 - Revenus des titres à revenu variable.....	48
● Note 32 - Commissions.....	49
● Note 33 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	49
● Note 34 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	49
● Note 35 - Autres produits d'exploitation bancaire	50
● Note 36 - Autres charges d'exploitation bancaire	50
● Note 37 - Charges générales d'exploitation	51
● Note 39 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	53
● Note 40 - Passage entre le résultat social et le résultat financier	54
● Note 41 - Principaux soldes intermédiaires de gestion financiers.....	54
● Note 42 - Situation fiscale	55
● Note 43 - Information sectorielle	56
● Note 44 - Activités pour compte de tiers.....	57
● Note 45 - Effectifs	59
● Note 46 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration	59

● Note 1 - Règles de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

1.1 Présentation des comptes

● Bilan

- Les créances et dettes rattachées sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.
- Le portefeuille titres est ventilé en fonction de la nature des titres qui le composent : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable. Sa ventilation par finalité économique (transaction, placement, investissement) fait l'objet de la note 6.2.
- Les actifs subordonnés sont reportés, selon leur nature, soit dans les créances sur les établissements de crédit, soit dans les créances sur la clientèle, soit dans le poste « Obligations et autres titres à revenu fixe ».
- Les créances douteuses sont inscrites selon leur nature dans les postes d'actif auxquels elles se rattachent pour leur montant net de dépréciations.
- Au passif, les dépôts de garantie à caractère mutuel sont intégrés au poste « Dettes subordonnées ».
- La rubrique « Capitaux propres hors FRBG » regroupe les postes « capital souscrit », « primes d'émission et de fusion », « réserves », « provisions réglementées et subventions d'investissement », « report à nouveau », « résultat de l'exercice » et « acomptes sur dividendes ».
- Les subventions d'équipement perçues au titre des opérations de crédit-bail figurent dans la rubrique "Autres passifs".

● Compte de résultat

La présentation du compte de résultat s'appuie sur 5 soldes intermédiaires de gestion: le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

Les composantes significatives du compte de résultat sont décrites dans les notes 27 à 42.

1.2 Principes et méthodes comptables

- **Risque de crédit**

Le classement des opérations de crédit s'appuie sur la notion de risque de crédit avéré. Le risque est avéré dès lors qu'il est probable qu'une partie des sommes dues par une contrepartie ne sera pas perçue et que cette probabilité de perte est associée à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie, laquelle se traduit par un risque de non recouvrement ;
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Une distinction est faite entre les encours sains, restructurés, douteux et douteux compromis.

Encours sains

Les opérations de crédit non génératrices d'un risque avéré sont reconnues comme des encours sains.

Encours restructurés

Les créances dites restructurées sont définies comme étant des créances détenues sur des contreparties qui ont connu des difficultés financières telles que l'établissement a été amené à revoir les caractéristiques initiales de la créance.

Encours douteux

Les opérations de crédit génératrices d'un risque avéré sont des encours douteux. Pour une même contrepartie, la totalité des opérations de crédit sera classée par "contagion" en encours douteux.

Les opérations de crédit deviennent compromises si les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et si le passage en perte à terme est envisagé (cf note 4).

Les événements qui peuvent conduire au déclassement en encours douteux compromis sont notamment :

- la déchéance du terme ;
- la résiliation du contrat ;
- la clôture des relations avec le client.

Un an après la classification en encours douteux, l'encours de crédit est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. L'existence de garanties est prise en compte pour la qualification des encours compromis.

Les encours douteux compromis sont identifiés au sein des encours douteux.

Lorsque le caractère irrécouvrable des encours est confirmé, ces actifs sont passés en perte.

Segmentation des encours

La nature de l'activité de l'établissement conduit à segmenter les encours par :

- durée résiduelle ;
- secteur d'activité ;
- grands types de contrepartie.

Dans le cadre de sa politique commerciale, de sa politique de sélection et de son contrôle des risques, Bpifrance utilise un système de notation interne.

Dépréciations affectées à des créances douteuses de la clientèle

Les dépréciations affectées à des créances douteuses sont portées en déduction des postes d'actif correspondants.

Les provisions que Bpifrance a estimées nécessaires à la couverture des engagements douteux sont inscrites au passif du bilan.

Le montant des dépréciations sur crédits à moyen et long terme et autres créances adossés ou non à des fonds de garantie, est déterminé au fil de l'eau, créance par créance, après analyse de la perte estimée à partir des récupérations probables, garanties incluses, actualisées au taux d'intérêt d'origine du crédit.

A la date d'arrêté, l'encours net de dépréciation est égal au plus bas entre le coût historique et la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie attendus au titre des intérêts, du remboursement du capital et de la valeur des garanties.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque. L'augmentation de la valeur comptable liée au passage du temps est inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciations des engagements de garantie donnés et des aides à l'innovation

Concernant les engagements de garantie donnés, la dépréciation correspond à la perte en capital ainsi qu'aux intérêts contractuels couverts par les fonds de garantie. La perte en capital est évaluée à partir d'une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles. Ces dépréciations n'impactent pas le compte de résultat ; elles sont imputées sur les fonds de garantie.

Concernant les aides à l'innovation, les dépréciations sont estimées individuellement. Ces dépréciations n'impactent pas le compte de résultat ; elles sont imputées sur les fonds de garantie.

Provisionnement collectif dynamique

Depuis 2000, les encours sains des prêts à la clientèle font l'objet d'un provisionnement. La méthodologie d'estimation appliquée a été revue à deux reprises : en 2007 lors du passage aux normes IFRS des comptes consolidés, ainsi qu'en 2018 lors de l'entrée en vigueur d'IFRS 9.

L'existence d'un risque de crédit sur un ensemble homogène de créances donne lieu à l'enregistrement d'une provision, sans attendre que le risque ait individuellement affecté une ou plusieurs créances.

La méthodologie mise en place par Bpifrance repose principalement sur l'analyse des notations internes du portefeuille. Le modèle d'estimation des provisions collectives s'appuie sur des simulations de scénarii stochastiques qui associent à chaque contrepartie une date éventuelle de défaut et un taux de perte en cas de défaut.

La provision collective est comptabilisée au passif du bilan. A mesure que les risques surviennent, des dépréciations pour créances douteuses sont comptabilisées et portées en déduction des encours compromis, la provision collective étant reprise corrélativement.

- **Remboursements anticipés des prêts accordés à la clientèle**

Bpifrance enregistre directement en résultat les indemnités de remboursement anticipé des prêts accordés à la clientèle, à la date de réalisation.

- **Opérations de crédit-bail et assimilées**

Bpifrance exerce une activité de crédit-bail mobilier, de location financière et de crédit-bail immobilier dont une partie résiduelle est soumise au régime SICOMI.

Dans les comptes sociaux, ces opérations apparaissent au bilan dans les rubriques « crédit-bail et location avec option d'achat » et « location simple » et au compte de résultat dans les rubriques « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées », « charges sur opérations de crédit-bail et assimilées » et « produits sur opérations de location simple », « charges sur opérations de location simple ».

Les immobilisations données en crédit-bail ou en location sont portées au bilan social pour leur valeur d'achat, laquelle, pour le crédit-bail immobilier, comprend les frais d'acquisition, le coût de la construction et le prix d'achat du terrain.

L'amortissement comptable, lequel s'inscrit dans la double limite de l'amortissement fiscalement autorisé et de la dotation linéaire minimale, est calculé élément par élément, à l'exception des terrains qui ne font pas l'objet d'amortissement.

Lors du passage en douteux d'un contrat, si la valeur estimée des récupérations probables est inférieure à la valeur comptable de l'immobilisation, la différence fait l'objet d'une dépréciation inscrite dans le Produit Net Bancaire.

Les indemnités de résiliation contractuelles sont comptabilisées en « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées ». Les dépréciations destinées à couvrir les indemnités dues sont également enregistrées dans ce poste.

A cette présentation sociale est associée une présentation financière, laquelle traduit la substance économique des opérations. Les loyers sont ventilés, d'une part en intérêts et d'autre part, en amortissements du capital appelés amortissements financiers.

Au bilan financier apparaît l'encours financier égal à la valeur brute des immobilisations diminuée des amortissements financiers et des dépréciations financières.

Au compte de résultat financier apparaissent :

- dans le Produit Net Bancaire : les intérêts inclus dans les loyers courus de l'exercice et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers sains ;
- dans le coût du risque : les variations des dépréciations financières et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers douteux.

Les données financières sont retracées dans les notes 5, 40 et 41.

• **Opérations sur instruments financiers**

Opérations de bilan

Le portefeuille est composé de valeurs mobilières, de bons du Trésor, d'autres titres de créances négociables et d'instruments du marché interbancaire.

En fonction de la finalité économique recherchée et des risques qui leur sont attachés, les titres sont classés en quatre portefeuilles qui font l'objet de règles de comptabilisation spécifiques :

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ;
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de teneur de marché ;
- soit acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille ;
- soit l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Ils sont enregistrés à leur date d'acquisition pour leur prix d'achat frais exclus, intérêts courus inclus. A chaque date d'arrêté comptable, ils sont réévalués au prix du marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé dans le Produit Net Bancaire.

Titres de placement

Ce portefeuille est composé de titres qui ne peuvent être inscrits parmi les titres de transaction, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

Les différences entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement sont étalées sur la durée de vie résiduelle de ces titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêté des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe destinés à être détenus durablement, en principe jusqu'à l'échéance.

Ces titres sont financés par des ressources affectées ou sont couverts en taux. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus. L'écart constaté entre ce prix et la valeur de remboursement est étalé actuariellement sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. A la date d'arrêté comptable, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf éventuel risque de contrepartie.

Au cas où certains de ces titres viendraient à être cédés avant leur échéance pour un montant significatif, l'ensemble du portefeuille serait déclassé en titres de placement pour l'exercice en cours et les deux exercices suivants, sauf exceptions prévues par les textes.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les titres acquis de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion. L'activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant à l'établissement une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées. Entrent dans cette catégorie les titres détenus dans le cadre d'une activité de capital-risque ; ces titres sont comptabilisés, selon leur nature, dans les rubriques « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable ».

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Ils font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation qui affecte le Produit Net Bancaire.

Opérations de pension

Les titres reçus en pension livrée sont portés à l'actif dans un compte représentatif de la créance ainsi générée. Les produits correspondants sont enregistrés en Produit Net Bancaire.

Les titres donnés en pension livrée génèrent une dette inscrite au passif. Ils sont maintenus dans leur portefeuille d'origine et continuent d'être évalués selon les règles applicables à ce portefeuille.

Opérations de hors-bilan

Ces opérations sont recensées sur la base du montant notionnel et de la valeur de marché des contrats et sont distinguées selon leur finalité économique (cf. note 25).

Les résultats afférents à ces opérations sont constatés dans le Produit Net Bancaire.

Les opérations de couverture constituent l'essentiel des opérations négociées :

- les produits et les charges relatifs aux instruments financiers à terme destinés à couvrir, de manière identifiée dès l'origine, un élément ou un ensemble d'éléments homogènes (micro couverture¹) sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges constatés sur les éléments couverts ;
- les produits et les charges liés aux instruments permettant d'ajuster les caractéristiques des ressources aux besoins définis dans le cadre de la gestion globale des positions de taux d'intérêt ou de devises (macro couverture²) sont comptabilisés prorata temporis dans le Produit Net Bancaire.

En cas d'annulation de contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises conclus au titre de la gestion globale des positions de taux, les soultes reçues ou versées sont étalées sur la durée de vie résiduelle du contrat annulé.

En ce qui concerne les opérations constitutives de positions ouvertes isolées :

- les opérations négociées sur un marché organisé ou assimilé sont évaluées à chaque date d'arrêté comptable. Les gains ou pertes correspondants affectent directement le Produit Net Bancaire ;
 - les résultats des opérations négociées sur un marché de gré à gré sont enregistrés selon la nature des instruments, soit au dénouement des contrats, soit prorata temporis. Les pertes latentes constatées à la date d'arrêté affectent le Produit Net Bancaire.
- **Titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme**

Ces titres sont inscrits au prix d'acquisition, frais exclus.

Participations, parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont des valeurs donnant des droits dans le capital d'une entreprise. Leur possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise qui les détient, soit parce qu'elle permet d'exercer une influence notable sur la société émettrice, soit parce qu'elle est l'expression d'une relation de partenariat.

Ces titres sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Celle-ci peut notamment être déterminée en fonction de la valeur de marché, de la valeur d'actif net, des perspectives d'activité de la société émettrice, des perspectives de réalisation, de la conjoncture économique. Si cette valeur est inférieure à leur valeur comptable, les titres font l'objet d'une dépréciation constatée en « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

¹ opérations en devises (contrats d'échange de devises et/ou de taux).

² En macro couverture sont recensées les opérations sur instruments fermes ou conditionnels de taux d'intérêts et de devises mises en place dans le cadre de la gestion globale des positions de Bpifrance.

Autres titres détenus à long terme

Il s'agit d'investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence sur la gestion de celle-ci en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus. Ces titres sont évalués selon la méthode retenue pour les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

• Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont des actifs amortissables ou non amortissables desquels l'entreprise attend des avantages économiques futurs.

L'amortissement d'une immobilisation est la répartition systématique de son montant amortissable en fonction de son utilisation.

La dotation aux amortissements se trouve dans le poste "Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles" du compte de résultat.

Les amortissements dérogatoires résultant de l'application du Code Général des Impôts sont enregistrés dans la rubrique "Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées" du compte de résultat.

• Fonds de garantie et ressources nettes d'intervention à l'innovation

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, l'Etat met à la disposition de Bpifrance des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part.

Les ressources accordées par l'Etat figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés par ces activités d'intérêt économique général sont :

- à l'actif, les aides au financement de l'innovation (cf. note 10) et les dotations à recevoir (cf. note 11) ;
- au passif, les fonds de garantie (cf. note 20) et les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 21) ;
- au hors-bilan, les garanties données (cf. note 25).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dette puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le groupe, ils sont classés au passif du bilan dans des rubriques spécifiques intitulées « Fonds de garantie publics » et « Ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

Ils sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 20.2 et 21.2, ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est regroupé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

- **Fonds pour Risques Bancaires Généraux**

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est doté à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des charges et à des risques de nature exceptionnelle relevant de l'activité bancaire.

- **Opérations en devises**

Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au cours en vigueur à la date d'arrêt des comptes.

Les différences résultant de la réévaluation des positions de change sont constatées dans le Produit Net Bancaire.

- **Intérêts et Commissions**

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus.

Les commissions et frais de dossier, s'ils sont non significatifs, ne donnent pas lieu à étalement.

- **Charges d'emprunts**

Les frais d'émission et les primes de remboursement ou d'émission sont étalés sur la durée de l'emprunt. La charge en résultant est constatée dans le Produit Net Bancaire.

La charge annuelle d'intérêts des emprunts à taux progressif ou à coupon unique est comptabilisée sur la base du taux de revient actuariel de l'emprunt.

- **Situation fiscale**

Bpifrance est la société mère du groupe d'intégration fiscale comprenant les sociétés Bpifrance Investissement, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Bpifrance Courtage et Auxifinances. Bpifrance est bénéficiaire de l'économie globale d'impôt, produit ou charge, réalisée par le groupe d'intégration fiscale du fait de l'application du régime de l'intégration.

- **Engagements en matière de retraite et autres engagements sociaux**

Avantages postérieurs à l'emploi

Ils recouvrent les indemnités de fin de carrière, les compléments de retraite bancaire et les frais de santé postérieurs à l'emploi.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

- Régime à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations définies (en charge) à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel pendant les périodes considérées.

- Régime à prestations définies

Les obligations, couvertes par un contrat d'assurance, sont évaluées selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation (taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit).

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédit projetées). La comptabilisation des obligations tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des obligations et des éléments actuariels.

Les charges relatives aux régimes à prestations définies sont constituées du coût des services rendus de l'année, des intérêts sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies (au taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit), des cotisations aux régimes de l'employeur et des prestations payées.

Les éventuels écarts actuariels (réévaluations), les rendements des actifs du régime (hors intérêts) et les conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes sont comptabilisés en résultat.

Autres avantages à long terme

- Prime de médaille d'honneur du travail

Les salariés du groupe se voient octroyer des primes pour l'obtention de médailles d'honneur du travail. Ces engagements sont provisionnés sur la base de l'accord signé le 15 décembre 2011.

- Retraite complémentaire

L'accord professionnel AFB du 13 septembre 1993 sur la réforme des régimes de retraite de la profession bancaire s'applique au personnel de Bpifrance. Le paiement d'un complément de pension bancaire et d'abattements non pris en charge par les caisses d'accueil au titre des droits acquis par ce personnel au 31 décembre 1993 est assuré par un fonds de réserve dont le montant est suffisant pour couvrir les besoins.

- Départs anticipés

Au titre des départs anticipés, Bpifrance est engagé vis-à-vis de son personnel. Ces engagements sont provisionnés.

Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles de mortalité se basent sur les tables statistiques de mortalité publiques.

Les modalités de rotation de l'emploi (turnover) évoluent principalement en fonction de l'âge du salarié à partir de données statistiques historiques.

Le taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, a été déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Les hypothèses économiques concernant le taux annuel de progression des salaires et le taux de revalorisation des engagements de médaille du travail font également partie des hypothèses actuarielles.

- **Note 2 - Faits significatifs de l'exercice et évènements postérieurs à la clôture**

2.1 Faits significatifs de l'exercice

2.1.1 Impact de la crise sanitaire

L'exercice 2020 a été marqué par une crise sanitaire sans précédent liée à la Covid-19. Cette pandémie a continué d'affecter les activités économiques et sociales en 2021, même si ses répercussions économiques ont été globalement plus mesurées.

Investi d'une mission d'intérêt général de financement et de développement des entreprises, en appui des politiques publiques, Bpifrance est pleinement engagé dans le soutien des entreprises françaises pendant cette période.

Comme en 2020, le contexte économique impose l'application d'ajustements méthodologiques au modèle de calcul de la provision collective de Bpifrance. Des ajustements sectoriels ont donc été réalisés sur les entreprises du tourisme, de l'industrie et des énergies photovoltaïques. Bpifrance a également comptabilisé un ajustement sur les entreprises ayant bénéficié d'un PGE, afin de tenir compte de la capacité de ces dernières à rembourser leurs dettes.

2.1.2 Souscription à l'augmentation de capital de Bpifrance Participations

Le 17 décembre 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire de Bpifrance Participations décidait et fixait les conditions et modalités d'une augmentation de capital à concurrence de 2 389 770 390 euros, par l'émission de 362 635 871 actions d'une valeur nominale de 6,59 euros et création d'une prime d'émission globale de 610 229 610 euros.

Le 19 mai 2021, Bpifrance a souscrit intégralement aux 362 635 871 actions nouvelles, pour un prix de souscription total de 3 000 000 000 euros, libéré en numéraire à hauteur de 1 207 672 208 euros.

2.2 Evènements postérieurs à la clôture

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a entraîné une instabilité des marchés financiers et de l'économie en général, ainsi que la mise en œuvre de sanctions par la communauté internationale.

Du fait de sa vocation à financer principalement les entreprises françaises, les expositions directes du groupe Bpifrance sur la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont très limitées, de l'ordre de 10 M€. Ces 10 M€ se décomposent environ pour moitié en risque net d'expositions liées à des crédits export finançant des acheteurs ukrainiens dans le cadre du soutien apporté par Bpifrance aux exportateurs français. Le reste concerne des positions en capital prises par une filiale de Bpifrance Participations dans trois entités russes non visées à date par des sanctions européennes ou américaines. Cependant, ces opérations en capital ont été réalisées aux côtés d'un partenaire russe, visé à présent par des sanctions européennes et américaines. Bpifrance a pour objectif de sortir au plus vite de ce partenariat et/ou des actifs russes, dans le respect des sanctions applicables.

L'impact de cette crise sur l'économie, dont nous ne pouvons mesurer à ce jour les effets de façon certaine et définitive, pourra avoir des conséquences sur l'activité, la rentabilité voire la solvabilité des entreprises clientes ou investies. Les entretiens récemment réalisés avec les contreparties significatives de Bpifrance ne font pas ressortir d'enjeux critiques pour elles à ce

stade, susceptibles de générer des provisions et/ou des dépréciations particulières des actifs de Bpifrance au 31/12/2021.

En outre, il convient de rappeler que le groupe Bpifrance comprend l'entité juridique Bpifrance Assurance Export, qui agit au nom, pour le compte et sous le contrôle de l'Etat français au regard du soutien des exportations françaises. A ce titre, cette entité est impliquée dans la négociation, la mise en œuvre et le suivi de ces soutiens publics aux exportations françaises. Ces expositions, directement portées par l'Etat (et non sur le bilan de Bpifrance), représentent un peu plus de 580 M€ sur la Russie et environ 1,1 Md€ sur l'Ukraine.

- **Note 3 - Créances sur les établissements de crédit**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes à vue et prêts au jour le jour	538,9	554,9
Comptes et prêts à terme	301,5	280,0
Prêts subordonnés	0,0	0,0
Titres reçus en pension	0,0	0,0
Créances douteuses		
. <i>Montant brut</i>	0,0	0,0
. <i>Dépréciations</i>	0,0	0,0
Montant net créances douteuses	0,0	0,0
Créances rattachées	0,2	0,2
Total (*)	840,6	835,1
(*) dont prêts de refinancement de filiales ou participations	288,4	242,0

Ventilation des encours sains (hors créances rattachées) selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Encours sains	561,4	22,2	111,2	145,6
	840,4			

● **Note 4 - Opérations avec la clientèle - Actif**

Cette note décrit les opérations de prêt moyen long terme et de financement des créances court terme.

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Créances commerciales	88,4	123,4
Comptes ordinaires débiteurs (hors AFT)	24,6	19,4
Crédits de trésorerie	2 126,2	3 367,4
Crédits à l'équipement	15 613,8	16 065,4
<i>dont crédits restructurés</i>	350,5	212,9
Comptes ouverts auprès de l'Agence France Trésor	5 894,6	5 545,0
Crédit export	584,5	441,1
Autres crédits et prêts subordonnés	14 512,4	13 733,5
<i>dont crédits restructurés</i>	257,8	168,0
Prêts à la clientèle financière	18,8	14,6
Créances douteuses		
. <i>Montant brut (1)</i>	2 035,4	1 692,8
. <i>Dépréciations</i>	-480,8	-367,3
. <i>Fonds de garantie affectés appelables (2)</i>	-514,8	-418,6
Montant net créances douteuses	1 039,8	906,9
Créances rattachées	41,2	68,5
Total (3)(4)	39 944,3	40 285,2
(1) A vant déduction des garanties é ventuelles		
(2) Ce poste représente les dépréciations constituées sur les fonds de garantie		
(3) Compte non tenu de la pro visio n collective figurant au passif du bilan		
(4) Dont créances éligibles auprès de l'Euro système (BCE)	9 222,4	7 945,1

Le montant global des créances douteuses est ventilé comme suit :

(en millions d'euros)	Encours douteux	Encours douteux compromis	TOTAL
Encours	412,5	1 622,9	2 035,4
Dépréciations	0,0	-480,8	-480,8
Fonds de garantie affectés appelables	-280,8	-234,0	-514,8
Montant net	131,7	908,1	1 039,8

Ventilation des encours (hors créances rattachées) au 31 décembre 2021

- Selon la durée restant à courir

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Encours sains	7 805,9	5 618,7	16 528,0	8 910,7
	38 863,3			

- Par secteurs d'activité économique

(en millions d'euros)	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	TOTAL
Encours sains	3 536,0	8 522,0	23 695,0 (*)	1 220,0	1 890,3	38 863,3
Encours douteux	213,0	554,0	1 084,0	80,4	104,0	2 035,4
Dépréciations	-70,0	-120,0	-253,0	-16,8	-21,0	-480,8

(*) Dont 5 894,6 millions d'euros auprès de l'Agence France Trésor

- Par grands types de contrepartie

(en millions d'euros)	Administrations centrales	Ets de crédit	Institutions non Ets de crédit	Entreprises	Clientèle de détail	TOTAL
Encours sains	6 481,4	3,6	1 013,8	31 363,3	1,2	38 863,3
Encours douteux	7,0	0,0	54,5	1 973,9	0,0	2 035,4
Dépréciations	0,0	0,0	0,0	-480,8	0,0	-480,8

Titrisation

Au cours de l'exercice 2019, Bpifrance a titrisé 2 001 millions d'euros de prêts moyen long terme à la clientèle (PLMT). En novembre 2021, l'encours titrisé est rechargé à hauteur de 1 461 millions d'euros.

Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du Fonds Commun de Titrisation (FCT) auquel les créances ont été cédées. Cette opération permet de convertir les prêts cédés en titres éligibles aux opérations de refinancement à long terme de la BCE (TLTRO) et de bénéficier ainsi de coûts de refinancement avantageux.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent à l'actif du bilan, au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 3 450 millions d'euros au 31 décembre 2021 (1 988 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Une seconde opération de ce type a été réalisée sur l'exercice 2020 et concerne 2 002 millions d'euros de prêts sans garantie (PSG).

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 2 002 millions d'euros au 31 décembre 2021 (2 002 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Afin d'optimiser le traitement opérationnel de son offre digitale de prêts à destination des TPE et PME, Bpifrance titrise l'ensemble des prêts Rebond distribués via sa plateforme digitale. Ici encore, Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du FCT.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 238 millions d'euros au 31 décembre 2021 (190 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Bpifrance titrise selon le même schéma l'ensemble de son offre digitale de Prêts d'Honneur, lancée à destination des porteurs de projets accompagnés par les réseaux d'accompagnement.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 57 millions d'euros au 31 décembre 2021 (12 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Bpifrance conservant par le biais de ses souscriptions l'ensemble des risques et avantages sur ces crédits, les opérations ne sont pas déconsolidantes comptablement. Les FCT sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Bpifrance.

● Note 5 - Opérations de crédit-bail et location simple

Flux enregistrés au cours de l'exercice 2021

(en millions d'euros)	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobiliers	TOTAL
Montant brut des immobilisations au 31/12/2020	7 572,8	3 648,5	11 221,3
Entrées	648,8	566,7	1 215,5
Sorties	-469,4	-563,1	-1 032,5
Montant brut des immobilisations au 31/12/2021	7 752,2	3 652,1	11 404,3
Amortissements cumulés au 31/12/2021	-2 472,6	-2 253,6	-4 726,2
Dépréciations cumulées au 31/12/2021 (*)	-892,9	-2,4	-895,3
Fonds de garantie affectés cumulés au 31/12/2021	-7,8	-3,1	-10,9
Montant net des immobilisations au 31/12/2021	4 378,9	1 393,0	5 771,9
Créances nettes	181,5	113,5	295,1
Sous Total	4 560,4	1 506,5	6 066,9
Réserve latente	48,7	465,7	514,4
Encours financier net au 31/12/2021	4 609,1	1 972,2	6 581,3
(*) Dont - Provisions Art. 64 du Régime Sicomi	-3,8	0,0	-3,8
- Provisions Art. 57	-861,7	0,0	-861,7

- Note 6 - Portefeuille titres

6.1 Flux enregistrés au cours de l'exercice 2021

(en millions d'euros)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2020	9 630,8	5 077,1	929,8
Entrées	1 139,7	4 875,5	55,1
Sorties	-649,9	-3 194,0	-829,8
Amortissement des surcotes/décotes	0,0	0,0	0,0
Variation des créances rattachées	-12,8	-0,4	0,0
Montant brut au 31/12/2021	10 107,8	6 758,2	155,1
Dépréciations cumulées au 31/12/2021 (*)	-23,1	-21,0	-0,7
Montant net au 31/12/2021	10 084,7	6 737,2	154,4

(*) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Le tableau ci-dessous détaille la partie des titres détenus en emploi des fonds de garantie :

(en millions d'euros)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2021	18,6	27,2	155,1
Créances Rattachées au 31/12/2021	0,0	0,1	0,0
Dépréciations cumulées	0,0	-1,6	-0,7
Montant net au 31/12/2021	18,6	25,7	154,4

Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	TOTAL
Effets publics et valeurs assimilées	0,0	431,4	5 681,9	3 908,0	63,4	10 084,7
Obligations et autres titres à revenu fixe	4,0	1,5	287,6	6 440,4	3,7	6 737,2
	4,0	432,9	5 969,5	10 348,4	67,1	16 821,9
	16 754,8					

6.2 Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(en millions d'euros)	31/12/2021					31/12/2020	
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		TOTAL	TOTAL
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés		
Placement	2 349,0	833,7	5 757,8	154,4	0,0	9 094,9	7 788,2
Investissement	7 735,7	145,7	0,0	0,0	0,0	7 881,4	7 833,6
Total	10 084,7	6 737,2	(*)	154,4		16 976,3	15 621,8

(*) Dont : - Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : 0,0
- Titres émis par d'autres émetteurs : 6 737,2 millions

Au 31 décembre 2021, 13 020,06 M€ de titres sont donnés en pension livrée contre 13 266,78 M€ au 31 décembre 2020 (montants exprimés en valeur nette comptable).

Les titres de placement ne font l'objet d'aucune dépréciation au titre du risque de contrepartie

6.3 Transferts entre portefeuilles et cession de titres d'investissement avant échéance

Au cours de l'exercice, il n'y a eu ni transfert de titres entre portefeuilles, ni cession significative de titres d'investissement avant échéance.

6.4 Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	9 139,7	9 114,4	-25,3	-44,8	19,6
Titres d'investissement (*)	7 881,4	8 242,8	361,4		

(*) Les titres du portefeuille d'investissement, principalement des OAT, participent à la gestion globale des positions de liquidité et de taux d'intérêt de l'Etablissement avec un objectif général de couverture des risques. Ils permettent notamment de satisfaire les besoins de titres résultant du processus de sécurisation des opérations interbancaires et des systèmes d'échange.

- **Note 7 - Participations et autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées**

7.1 Flux enregistrés au cours de l'exercice 2021

(en millions d'euros)	Participations	Autres titres détenus à long terme	Parts dans les entreprises liées
Montant brut au 31/12/2020	14,1	36,6	18 495,6
Entrées et autres mouvements (1)	0,0	0,0	3 000,0
Sorties et autres mouvements	-3,9	-0,6	0,0
Variation des créances rattachées	0,0	0,0	-4,5
Montant brut au 31/12/2021	10,2	36,0	21 491,1
Dépréciations cumulées au 31/12/2021	0,1	0,0	-0,2
Montant net au 31/12/2021 (2)	10,3	36,0	21 490,9
(1) Cf. Note 2.1.2 faits significatifs			
(2) Dont : - Titres cotés	0,0	0,0	0,0
- Titres non cotés	10,2	35,9	21 490,9

7.2 Participations et filiales

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Informations financières									
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA hors taxes ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A- Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 10% du capital de la société										
1. Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
	SIREN	Adresse								
AUX-FINANCES	352780605	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	57 168	57 168	12 149	-	13 974	2 390	2 500
Bpifrance Régions	319 997 466	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	99,99%	9 797	9 797	2 448	-	6 219	2 970	-
SCI TOPOR MONTAUBAN	340905389	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	270	45	156	-	-	81	-
SCI BPIFRANCE	380974089	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	105	105	12 157	-	24 459	364	-
BPIFRANCE COURTAGE	351596572	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	3 034	3 034	-	-	8 854	1 454	1 198
FCT BPIFRANCE SME 2019-1		27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	58	58	11 150	-	1 256	5 156	-
FCT BPIFRANCE SME 2020-1		27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	95	95	4 200	-	7 208	4 456	-
BPIFRANCE PARTICIPATIONS	509 584 074	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	21 375 378	21 375 378	-	-	9 718	506 044	350 000
BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT	815 276 308	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	30 000	30 000	-	-	48 202	3 229	3 000
2. Participations (10 à 50% du capital détenu)										
	SIREN	Adresse								
ALSABAIL	718 504 004	7, place Sébastien Brant, 67000 STRASBOURG	40,7%	5 365	5 365	266 458	-	5 669	1 957	115
CNRS INNOVATION	388 461 154	83, bld Exelmans, 75016 PARIS	30,4%	343	343	-	-	9 074	237	-
IFCIC	327 821 609	46, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS	25,5%	3 160	3 160	-	-	5 939	1 636	-
S.I.A.G.I.	775 691 074	2, rue Jean-Baptiste Pigalle, 75009 PARIS	15,4%	4 165	4 165	-	-	10 894	882	-
SEML CORREZE EQUIPEMENT	502.687.817	9, rue René et Emile Fages 19 000 TUILLE	10,7%	200	123	-	-	410	24	-
SOGAMA	352 086 003	75 Rue Saint-Lazare, 75008 Paris	40,9%	8 630	8 630	-	-	1 369	10	-
B- Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 10% du capital de la société										
1. Filiales non reprises au paragraphe A										
a. Filiales françaises (ensemble)										
b. Filiales étrangères (ensemble)										
2. Participations non reprises au paragraphe A										
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)										
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)										

7.3 Opérations avec les entreprises liées et les participations

(en millions d'euros)

CREANCES	31/12/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit	268,8	245,9
Clientèle	39,8	30,2
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 465,7	4 004,5
DETTES		
Etablissements de crédit	106,8	106,8
Clientèle	0,0	0,0
Dettes représentées par un titre	24,1	20,1
Dettes subordonnées	0,0	0,0
ENGAGEMENTS DONNES		
<i>Engagements de financement</i>		
- Etablissements de crédit	20,0	10,0
- Clientèle	0,0	0,0
<i>Engagements de garantie</i>		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	1 176,3	1 205,8
<i>Engagements sur titres</i>		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	0,0	0,0

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

● Note 8 - Actions propres

(en millions d'euros)

	31/12/2021			31/12/2020		
	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres de placement	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres immobilisés	2 198 615	64,1	64,1	1 450 880	42,3	42,3
Total	2 198 615	64,1	64,1	1 450 880	42,3	42,3

Valeur nominale de l'action : 8 euros

● **Note 9 - Immobilisations incorporelles et corporelles**

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles		
		Terrains et Constructions		Autres
		d'exploitation	hors exploitation	
Montant brut au 31/12/2020	381,4	42,7	0,6	44,9
Acquisitions	163,6	6,0	0,0	5,1
Sorties	-112,4	-15,6	-0,1	-5,1
Montant brut au 31/12/2021	432,6	33,1	0,5	44,9
Amortissements cumulés au 31/12/2021	-274,0	-18,9	-0,4	-33,7
Montant net au 31/12/2021	158,6	14,2	0,1	11,2
Total	158,6	25,5		

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement annuel calculé selon le mode linéaire pour les immeubles et le mobilier et dégressif pour le matériel informatique en fonction de leur durée de vie, soit :

- Logiciels : de 1 à 5 ans
- Immeubles : de 25 à 55 ans
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans
- Matériel informatique : 4 ans

Le montant des amortissements dérogatoires s'élève à 24,3 M€ au 31 décembre 2021.

● **Note 10 - Aides au financement de l'innovation**

(en millions d'euros)

Fonds	Montants bruts sains	Montants bruts douteux	Dépréciations	Fonds de garantie affectés	TOTAL 31/12/2021	TOTAL 31/12/2020
Aides à l'innovation - ISI (*)	358,3	225,7	0,0	-223,6	360,4	468,2
PMII - ISI 2008 (*)	14,4	189,4	0,0	-189,1	14,7	80,8
FRGI (*)	19,1	5,0	0,0	0,0	24,1	27,9
DEEP TECH Fonds Innovation Industrie	47,2	0,0	0,0	0,0	47,2	23,0
Aides sur financement partenaires	29,9	39,1	0,0	0,0	69,0	71,6
FNI-FISO (*)	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,7
FGI PIA4 AGI (*)	22,6	0,1	0,0	-0,1	22,6	0,0
FII AI COEFF (*)	13,0	0,0	0,0	0,0	13,0	0,0
Total	505,0	459,3	0,0	-412,8	551,5	672,2

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AII, Agence pour l'Innovation Industrielle

FRGI : Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation

FNI-FISO : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

FGI PIA4 AGI : Aides Guichet à l'Innovation

FII AI COEFF : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie de l'Aide à l'Innovation à coefficient

- **Note 11 - Autres actifs**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Marges de garantie versées sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	126,9	205,5
Primes sur instruments conditionnels achetés	0,0	0,0
Subventions à recevoir sur opérations de crédit-bail	1,1	1,7
Dotations à recevoir sur fonds de garantie	99,7	203,7
Dotations à recevoir sur financement d'aides à l'innovation	66,6	100,0
Dotations à recevoir prêts bonifiés	59,3	95,0
Créances fiscales	175,5	81,0
Autres débiteurs divers	199,2	106,9
Comptes de stocks et emplois divers	0,4	0,4
Total	728,7	794,2

- **Note 12 - Comptes de régularisation – Actif**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs à l'encaissement	1,2	1,6
Comptes d'ajustement d'opérations de hors-bilan en devises (1)	14,6	0,0
Frais d'émission sur emprunts à étaler	19,5	20,4
Primes d'émission sur emprunts à étaler	62,4	74,7
Charges diverses constatées d'avance	179,9	132,3
Produits à recevoir sur instruments financiers à terme (2)	84,7	79,7
Produits à recevoir sur opérations de crédit-bail	3,4	3,5
Prélèvements en instance sur crédits moyen et long terme	7,4	8,2
Commissions de garantie EPIC Bpifrance à étaler	13,5	19,5
Autres	66,2	73,8
Total	452,8	413,7

(1) Dans ce poste sont enregistrés les écarts de réévaluation des opérations de hors-bilan mises en place à des fins de couverture des opérations de bilan

(2) Ces produits représentent essentiellement le cumul du différentiel positif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt

● **Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	106,8	107,1
Emprunts au jour le jour	0,0	0,0
Emprunts à terme	363,3	834,7
. dont ressources Livret Développement Durable (LDD)	300,0	750,0
. dont emprunts KfW et BDCE	35,6	51,1
Refinancement auprès de la BCE (TLTRO III)	20 800,0	14 800,0
Titres donnés en pension livrée (1)	435,3	3 216,3
Dettes rattachées (2)	-218,2	-71,1
Total	21 487,2	18 887,0
(1) Dont - Effets publics - Obligations et autres titres à revenu fixe	435,3 0,0	3 216,3 0,0
(2) La rémunération d'une partie des dettes envers les établissements de crédit est à taux négatif		

Ventilation des dettes (hors dettes rattachées) selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)			
D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
544,4	10 019,7	11 133,8	7,5
21 705,4			

- **Note 14 - Opérations avec la clientèle – Passif**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Emprunt auprès de l'EPIC Bpifrance	841,6	1 346,0
Dépôts de garantie	1 037,3	985,8
Comptes ordinaires créditeurs (*)	244,5	229,5
Avance Actionnaire Etat : Fonds de Garantie à Capital Préservé	202,6	202,6
Fonds reçus en instance d'affectation		
. Financement court terme	65,4	161,0
. Crédits à moyen et à long terme	49,8	73,3
Autres sommes dues	0,6	14,4
Total	2 441,8	3 012,6
(*) Dont EPIC Bpifrance	1,1	27,7

Ventilation des comptes créditeurs de la clientèle selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)			
D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
505,0	326,5	1 308,5	301,8
2 441,8			

- **Note 15 - Dettes représentées par un titre**

Ventilation des encours selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Dettes rattachées	TOTAL
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	3 121,3	1 851,2	0,0	0,0	-9,1	4 963,4
Emprunts Obligataires	200,0	3 257,0	16 365,0	11 311,0	131,5	31 264,5
Total	3 321,3	5 108,2	16 365,0	11 311,0	122,4	36 227,9

● **Note 16 - Autres passifs**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Versements à effectuer sur titres non libérés (*)	1 792,3	0,0
Dettes fiscales et sociales	164,7	114,8
Marges de garantie reçues sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	177,7	150,7
Primes sur instruments conditionnels vendus	42,4	39,0
Avances preneurs	287,7	260,6
Subventions d'équipement sur opérations de crédit-bail	19,0	22,5
Fournisseurs de crédit-bail	57,5	53,0
Autres créditeurs divers opérations de crédit-bail	10,8	0,5
Clients commissions de garantie perçues d'avance	-0,2	-0,5
Contentieux à payer sur fonds de garantie	725,6	790,9
Dotation enveloppe prêts bonifiés	193,9	198,6
Autres créditeurs divers	233,5	152,0
Avances diverses	0,2	3,7
Total	3 705,1	1 785,8

(*) cf. note 2.1.2

● **Note 17 - Comptes de régularisation – Passif**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations Prêt Participatif de Développement à étaler	300,5	253,0
Comptes d'ajustement d'opérations de hors-bilan en devises (1)	0,0	20,4
Soulttes liées à des opérations de négociation ou résiliation de contrats d'échange de taux d'intérêt	4,8	8,9
Autres produits constatés d'avance	292,2	333,7
Charges à payer sur instruments financiers à terme (2)	55,5	53,9
Provisions pour congés payés	42,3	37,4
Loyers de crédit-bail comptabilisés d'avance	73,7	70,9
Subventions à verser sur aides à l'innovation	91,4	75,8
Commissions de garantie constatées d'avance	453,7	442,3
Comptes d'attente Innovation	14,5	14,5
Trésorerie pour compte de tiers	689,0	381,3
Divers	507,2	467,6
Total	2 524,8	2 159,7

(1) Dans ce poste sont enregistrés les écarts de réévaluation des opérations de hors-bilan mises en place à des fins de couverture des opérations de bilan

(2) Ces charges représentent essentiellement le cumul du différentiel négatif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt.

- **Note 18 - Provisions**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Provisions pour risques de crédit	535,7	634,1
Provisions pour engagements sociaux (*)	25,3	25,3
Provisions liées à l'activité innovation	9,5	9,5
Autres	63,4	15,6
Total	633,9	684,5

(*) Les indemnités de fin de carrière sont couvertes par un contrat d'assurance dont l'actif s'élève à 29,9 M€.

- **Note 19 - Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Fonds de réserve (*)	11,7	12,5
Dépôts de garantie à caractère mutuel	7,2	7,2
Dettes rattachées	0,0	0,0
Total	18,9	19,7

(*) Ce fonds de réserve a été constitué par les actionnaires de l'ex OSEO garantie et a pour vocation d'assurer la couverture des prêts garantis qui lui sont adossés. Son remboursement est subordonné à une décision des actionnaires.

● **Note 20 - Fonds de garantie publics**
20.1 Situation comptable des fonds de garantie

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotation 2021	Remboursement et re-déploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
Fonds de réserve								
FONDS DE RESERVE	617 966	0	-2 653	22 44	617 558	0	0	617 558
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	262 960	0	-1 574	93 8	262 324	0	0	262 324
AFT (Agence France Trésor)								
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	-14 846	0	0	50 9	-14 336	5 855	-41	-8 522
TEXTILE	28	0	0	-1 8	10	0	0	10
CREATION PME ET TPE	535 184	0	-59 464	-5 383	470 337	2 854 83	25 840	7 816 59
PRÊT A LA CREATION D'ENREPRISE (PCE)	5 959	0	0	131	6 090	53	0	6 143
TRANSMISSION PME ET TPE	262 217	0	-21 713	-2 932	237 573	13 03 80	14 426	3 823 79
RENFORCEMENT STRUCT.FIN PME TPE	-2 205	0	0	-33 9	-2 544	127 44	110	10 310
RTCC	10 165	0	0	96 2	11 126	11 809	172	23 10 8
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	90 260	0	-28 46 8	16 8	61 961	2 980 6	2 392	94 15 8
RSF RECONVERSION	12 289	0	0	47	12 336	196	2	12 53 4
INNOVATION DES PME ET TPE	2 891 2	0	157 4	85 4	3 134 0	41 186	1 671	74 49 7
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	24 201	0	-12 680	22 7	11 748	25 70	-2 8	14 29 0
INTERNATIONAL COURT TERM	11 107	0	0	1 208	12 315	9 59	-2 6	13 24 8
AFFACTURAGE	7 051	0	0	21 7	7 268	5 95	41	7 904
FASEP	7 120 1	0	6 667	-2 63 7	75 231	25 56	-3	77 7 83
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	107 2	0	0	4	107 6	0	0	107 6
GARANTIE FONDS PROPRES - FBI 2003/2004	78	0	0	0	79	0	0	79
GARANTIE FONDS PROPRES - FBI 2007/2009	70 11	0	0	51	70 61	251	58 4	7 897
GARANTIE FONDS PROPRES - FBI 2010/2012	93 75	0	0	142	95 17	195	4	9 716
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	105 43	0	0	30 8	108 51	10 13	1 880	13 75 5
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	32 970	0	0	-40	32 930	28 36	-13 6	35 630
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORÇAGE	57 130	0	0	-50 10	52 120	12 004	4 611	68 736
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	277	0	0	1	278	0	0	278
BIO TECHNOLOGIE GARANTIE	18 707	0	0	23 4	18 940	251	-5 6	19 13 6
FINANCEMENTS STRUCTURES	3 163 2	0	0	35 7	3 198 9	0	-4 6	3 194 3
CONTRAT DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (RHG)	567 520	0	-22 000	-5 59 6	539 923	12 43 02	27 95 8	692 184
so us-total	1 777 838	0	-13 608 4	-16 535	1 625 219	6 65 044	79 365	2 369 631

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
PPMTR	47562	0	0	-829	46733	8516	138	55387
PRETSVERTS	48911	0	0	1113	50023	1566	-5	51584
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	7741	0	0	48	7790	101	-2	7888
PPD BOIS	7386	0	0	-172	7214	880	0	8095
PRÊT ECOENERGIE (PEE)	23481	0	0	-44	23438	1025	104	24567
PREFINANCEMENT CICE	1038	0	0	4	1042	4	0	1045
PRÊT POUR L'INNOVATION	98173	2500	0	-1459	99214	24584	9542	133340
PRÊT NUMÉRIQUE	36491	0	0	-490	36001	3642	4	39647
PIPC	1065	0	0	552	1616	81	3	1700
SOFRED	9169	0	0	-336	8833	2092	0	10925
PRÊT ROBOTIQUE	33312	0	0	-475	32837	5239	550	38626
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1619	0	0	1	1619	118	0	1737
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	20995	0	0	1017	22012	4785	174	26971
PRÊT MERTZ	29711	0	0	86	29797	3378	1071	34246
PRÊT D'AMORCAGE IMMOBILIER	54024	10730	15420	-4616	75558	11294	15592	102444
PRÊT ENTREPRISES ET QUATRIÈME	2025	0	0	8	2033	59	0	2092
PRÊT CROISSANCE VÉHICULE	4996	0	0	-2778	2218	1098	314	12630
REINFORCEMENT TRESORERIE SECUR ELEVAEE	11308	0	0	705	12013	2327	522	14861
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	59233	0	0	-11545	47688	30486	5753	83927
PRÊT TRIERBOIS	10118	0	0	50	10168	0	54	10222
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	10111	0	0	49	10160	0	69	10229
CREATIK/K2019	28271	0	26871	1885	57027	7295	24085	88407
DEV/K/K2019	297	0	81	554	932	3817	9663	14412
TRANSIK/K2019	21240	0	16621	2145	40006	6743	15864	62612
BNF TRESORIK	1254	0	926	771	2951	3214	2247	8412
INTERDEV/KIK	10	0	4	-165	-150	483	271	604
CREACG	33271	0	27453	3839	64563	15139	42976	122678
CREAENI	4309	0	5140	559	10008	2722	7986	20716
sous-total	607121	13230	92516	-9523	703344	149688	136975	990004

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
TRANSOG	1558	0	1592	164	3345	715	2493	6223
DEVICG	411	0	208	279	898	2647	5615	9460
RTCG	2404	0	455	213	2772	1237	1330	5339
AVANCE+OU TREMER	7450	0	0	101	7550	132	-4	7678
SurgarantieRTTPE-PMECovid19	31771	0	-1066	-3045	27660	3478	19	31658
SurgarantieRTETICovid19	32467	0	-66	280	32381	0	180	32561
SurgarantieLCC TPE-PMECovid19	5910	0	-14	303	6200	0	0	6200
SurgarantieLCCETICovid19	1285	0	19	6	1310	0	1	1311
RTTPE-PMECovid19	7346	0	0	-183	7162	298	22	7483
RTETICovid19	21386	0	51	98	21535	0	27	21562
LCC TPE-PMECovid19	585	0	0	2	587	0	0	587
LCCETICovid19	561	0	-5	-1034	-478	1036	0	558
GarantieAUTOUTPME	111256	0	1426	-6218	106464	14648	1486	122598
GarantieAUTOUTETI	327386	0	-346	-44128	282912	61394	11578	355884
RTAUTOMOBILE	23063	0	0	84	23147	0	0	23147
PRÊT MER TADOME BPIRANCE	10011	0	0	-506	9504	640	805	10949
PRÊT METHANISATION INJECTION	10010	0	0	39	10049	0	44	10093
France NUMERIQUE	25740	0	0	0	25740	0	0	25740
PRÊT EDONOME D'ENERGIE (FD S PEE)	15006	0	10000	33	25039	0	165	25204
PRÊT MER TH	133000	0	0	196	133196	800	1461	148457
PRÊT CROISSANCE RELANCE	45000	0	22000	1060	68060	0	8640	76701
DEVELOPPEMENT RELANCE	0	1806	0	90	1896	183	2390	4469
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	0	616	0	1	616	0	0	616
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT RELANCE	0	213	0	17	230	0	97	327
PRÊT D'HONNEUR RENFORT RELANCE	0	6000	6000	0	12000	0	0	12000
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE RELANCE	0	12500	12500	0	25000	0	0	25000
Création Standant Relance Caspar Cas	0	22491	0	40	22532	0	-1	22530
Création Standant Relance Contrat	0	26924	0	291	27215	67	2017	29299
Transmission Relance	0	24787	0	38	24825	0	-8	24817
Transmission Relance Contrat	0	1554	0	-59	1495	73	81	1649
sous-total	813 006	96 891	52 754	-51 838	910 812	87 348	50 838	1 049 000

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contenu net et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
CréationEx-NihiloRelanceContrat	0	4477	0	0	4477	8	-1	4484
GARANTE DEFONDS PROPRES RELANCE	0	75000	0	29	75029	0	0	75029
GARANTE MERIE	0	12000	0	2	12002	0	5	12007
CréationEx-NihiloRelanceCasparCas	0	3533	0	1	3534	0	0	3534
BEI-E'RT	9	0	0	0	9	0	0	9
PAYSDEL'EST	17	0	0	0	18	0	0	18
PICPME	240	0	0	331	571	624	0	1195
CAPITALDELPTEPRETSPAR TICL	193	0	0	38	230	144	0	374
INSTITUT DES JEUNES ENTREPRENEURS	89	0	0	0	90	12	0	102
REINFORCEMENT TRESORERIEPME-(RTPME)	41527	0	0	47	41574	11456	-64	52966
SUR GARANTIEREINFORCEMENTTRESORPME-(SRTPME)	4855	0	0	1068	5923	5821	-9	11735
REINFORCEMENT TRESORERIEETI-(RTEI)	9985	0	0	723	10708	7152	-208	17662
SUR GARANTIEREINFORCEMENTTRESORETI-(SRTEI)	4816	0	0	-913	3903	20729	-49	24583
LIGNES CREDITCONFIRMEPME-(LCCPME)	1663	0	0	263	1925	3312	-4	5233
SUR GARANTIELIGNES CREDITCONFIRMEPME-(SLCCPME)	1450	0	0	335	1785	5366	-85	7066
LIGNES CREDITCONFIRMEETI-(LCCETI)	95	0	0	52	147	0	-10	137
SUR GARANTIELIGNES CREDITCONFIRMEETI-(SLCCETI)	545	0	0	15	560	417	-71	906
FGKP TRANCHE1	19514	0	0	379	19893	3224	-19	23098
FGKP TRANCHE2	24086	0	0	1887	25972	8157	-76	34053
INTERNATIONAL DEVELOPMENT- I2	3747	0	0	15	3762	1128	-3	4887
FGKP TRANCHE3	60827	0	0	1298	62125	26191	2110	90426
INTERNATIONAL DEVELOPMENT- I3	1800	0	0	-200	1600	3294	49	4943
FGKP TRANCHE4	42660	40	0	1429	44129	44252	16778	105159
INTERNATIONAL DEVELOPMENT- I4	-1623	0	0	769	-854	2474	439	2060
DROM	118773	0	0	2299	121072	37090	-702	157460
sous-total	335268	95050	0	9867	440184	180841	18030	639106

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)								
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	129 665	0	0	-6 136	123 530	5 123	26	128 678
PRÊT TOURISME	99 877	100 000	0	-6 272	193 605	72 70	6 950	207 825
Autres fonds								
BEI-DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDERIDF	1 785	0	0	1	1 785	14	2	1 801
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	5 774	0	0	0	5 774	0	0	5 774
UMM	198	0	-1	0	197	0	0	197
PPD UMM MID-PYRENES	359	0	0	-202	157	993	0	1150
RESEAU ENTREPRENEUR CROISSANCE	1 267	0	-1	-171	1 096	359	16	1 471
UMM MEDITERRANEE	881	0	0	-90	791	109	0	899
UMM LIMPCH	724	0	0	15	739	162	0	902
CC INNOVATION POL	520	0	-9	1	512	230	1	742
BESTIVES TERN	0	0	0	0	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	91	0	-43	20	68	53	0	122
PPD UMM GRAND NORD EST	303	0	0	-161	142	717	0	858
PPD UMM NATIONAL	637	0	0	-111	526	111	0	637
PPD UMM NATIONAL 2	244	0	0	118	361	956	0	1317
UMM FRENCH FAB	1 412	0	0	81	1 494	94	0	1 587
Autres gestions(*)	148 762	5 000	-17 263	-1 328	135 171	0	0	134 567
FONDS DE GARANTIE	4 806 658	310 171	-12 358	-79 082	5 025 389	1 099 112	292 253	6 416 150

(*) Autres gestions : Fonds National Révitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

20.2 Résultat des fonds de garantie au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
Fonds de réserve							
FONDS DERESERVE	2 244	0	0	0	0	0	2 244
FONDS DEMUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	938	0	0	0	0	0	938
AFT (Agence France Trésor)							
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	26	1	-1	-351	-125	-7	509
TEXTILE	0	0	0	18	0	0	-18
CREATION PME ET TPE	4 724	184	19 793	37 103	-247	-6 772	-5 383
PRÊTA LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	22	184	0	25	0	0	131
TRANSMISSION PME ET TPE	1 873	26	10 289	14 323	-185	982	-2 932
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	135	0	113	610	-53	30	-339
RTCE	154	12	94	-554	3	-151	962
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	518	0	2 209	3 575	0	-1016	168
RSF RECONVERSION	47	0	1	1	0	0	47
INNOVATION DES PME ET TPE	309	0	1 311	2 787	-1	-2 020	854
FONDS DE MUTUALISATION	0	0	0	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CTM ET TPE	170	57	411	72	0	339	227
INTERNATIONAL COURT TERME	84	18	184	-706	0	-266	1 208
AFFACTURAGE	40	0	250	43	0	30	217
FASEP	264	0	396	3 295	0	0	-2 637
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	4	0	0	0	0	0	4
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	26	24	0	0	0	0	51
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	35	107	0	0	0	0	142
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2016	43	476	0	211	0	0	308
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	129	66	172	407	0	0	-40
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORÇAGE	236	8	1 876	5 521	0	1 608	-5 010
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	1	0	0	0	0	0	1
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	69	0	79	16	0	-101	234
FINANCEMENT STRUCTURES	115	0	242	0	0	0	357
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (RH5)	2 490	38	18 861	3 057	0	23 929	-5 596
sous-total	11 514	1 151	56 230	69 453	-608	16 585	-16 535

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
PPM TR	213	0	41	240	0	843	-829
PRETS VERIS	187	0	3	-779	0	-144	113
INNOVATION DEVELOPEMENT DURABLE	29	47	3	0	0	27	43
PPD BOIS	29	0	0	134	0	67	-102
PRÊTECO-ENERGIE (PEE)	93	0	75	165	0	47	-44
PRERINANCEMENT OICE	4	0	0	0	0	0	4
PRÊTPOUR L'INNOVATION	448	0	4 090	3 873	0	2 122	-1 459
PRÊTNUMERIQUE	143	0	187	307	0	512	-490
PIPC	6	0	9	0	0	-536	552
SOFRIED	40	0	0	552	0	-106	-336
PRÊTROBOTIQUE	137	0	698	-22	0	1332	-475
PRÊTPOUR L'ECONOMIE SOCIALEET SOLIDAIRE	6	0	2	8	0	1	1
PRÊTCROISSANCE INDUSTRIE	94	783	444	781	0	-478	1017
PRÊTVERT2	119	0	999	150	0	882	86
PRÊTYAMORCAGE INVESTISSEMENT	244	0	3 796	4 948	0	3 708	-4 616
PRÊTENTREPRISES ET QUARTERS	8	0	0	0	0	0	8
PRÊTCROISSANCE AUTOMOBILE	44	0	248	9	0	3 061	-2 778
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVAGE	52	0	212	648	0	-1 089	705
PRÊTCROISSANCE INDUSTRIE 2	371	0	3 498	717	0	14 697	-11 545
PRÊTFLEURIE BOIS	37	0	13	0	0	0	50
PRÊTMETHANISATION AGRICOLE	37	0	12	0	0	0	49
CREATIKK 2019	133	0	6 636	2 996	0	1 888	1 885
DEV KIK 2019	13	0	2 670	553	0	1 576	554
TRANS KIK 2019	105	0	5 235	879	0	2 316	2 145
RENF TRESO KIK	18	0	1 169	414	0	2	771
INTER DEV KIK	1	0	156	0	0	322	-165
CREA CG	174	6	15 056	7 918	0	3 481	3 839
CREA EX NI	25	12	2 778	1 479	0	777	559
sous-total	2 810	848	48 030	25 970	0	35 238	-9 523

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
TRANS CG	8	0	694	116	0	421	164
DEV CG	8	0	2 114	1 010	0	833	279
RT CG	12	0	844	608	0	35	213
AVANCE+OUTREMER	28	0	85	30	0	-18	101
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	15	0	12	1 236	0	1 936	-3 045
Surgarantie RT ETI Covid 19	17	0	163	0	0	0	280
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	22	0	-3	0	0	-284	303
Surgarantie LCC ETI Covid19	5	0	1	0	0	0	6
RT TPE-PME Covid19	27	0	15	0	0	225	-183
RT ETI Covid 19	78	0	20	0	0	0	98
LCC TPE-PME Covid19	2	0	0	0	0	0	2
LCC ETI Covid 19	2	0	0	1 036	0	0	-1 034
Garantie A TOU TPE	435	0	1 097	704	0	7 046	-6 218
Garantie A TOU ETI	1 234	0	7 556	0	0	52 918	-44 128
RT AUTOMOBILE	84	0	0	0	0	0	84
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	37	0	97	0	0	640	-506
PRÊT METHANISATION INJECTION	36	0	3	0	0	0	39
France NUMERIQUE	0	0	0	0	0	0	0
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	18	0	20	0	0	0	33
PRÊT VERT 4	7	0	989	0	0	800	196
PRÊT CROISSANCE RELANCE	9	0	1 052	0	0	0	1 060
DEVELOPPEMENT RELANCE	3	0	270	0	0	183	90
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	1	0	0	0	0	0	1
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT RELANCE	0	0	17	0	0	0	17
PRÊT D'HONNEUR RENFORCEMENT RELANCE	0	0	0	0	0	0	0
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE RELANCE	0	0	0	0	0	0	0
Création Standard Relance Cas par Cas	40	0	1	0	0	0	40
Création Standard Relance Contrat	34	0	324	0	0	67	291
Transmission Relance	36	0	2	0	0	0	38
Transmission Relance Contrat	2	0	12	0	0	73	-59
sous-total	2 379	0	12 577	3 614	0	63 621	-52 281

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	7	0	1	0	0	8	0
GARANTIE FONDS PROPRES RELANCE	12	0	18	0	0	0	29
GARANTIE VERTE	2	0	0	0	0	0	2
Création Ex-Nihilo Relance Caspar Cas	1	0	0	0	0	0	1
BEI- ETAT	0	0	0	0	0	0	0
PAYS DE L'EST	0	0	0	0	0	0	0
PIC PME	4	0	0	-316	-11	0	331
CAPITAL DE VLT ET PRETS PARTICI	1	0	0	-28	-8	0	38
INSTAL DES JEUNES ENTREPRENEURS	0	0	0	0	0	0	0
REINFORCEMENT TRESORERIE PME - (RTPME)	317	0	35	287	0	18	47
SURGARANTIE REINFORCEMENT TRESOPME - (SRT PME)	56	0	8	-962	0	-41	1068
REINFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RTETI)	75	0	47	-254	0	-347	723
SURGARANTIE REINFORCEMENT TRESO ETI - (SRT ETI)	105	0	-10	1010	0	-9	-918
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	19	0	0	-244	0	0	263
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (SLCC PME)	26	0	0	-308	0	0	335
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	1	0	0	-1	0	-49	52
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (SLCC ETI)	4	0	1	0	0	-10	15
FGKP TRANCHE 1	0	0	7	-230	-3	-19	379
FGKP TRANCHE 2	204	0	275	-1276	0	-132	1887
INTERNATIONAL DEVELOPPM ENT - T2	28	0	11	-36	0	60	15
FGKP TRANCHE 3	512	0	1398	754	5	-118	1298
INTERNATIONAL DEVELOPPM ENT - T3	41	0	54	520	0	-224	-200
FGKP TRANCHE 4	546	21	7413	6566	1	-15	1429
INTERNATIONAL DEVELOPPM ENT - T4	20	0	288	701	0	-1162	769
DRGM	654	107	151	-1130	0	-256	2299
sous-total	2 616	128	9 678	5 059	-16	-2 454	9 838

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)							
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	0	3 94	291	9 66	6	0	-6 136
PRÊT TOURISME	0	0	858	50	0	7 080	-6 272
Autres fonds							
BEI- DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES- FEDER IDF	0	0	1	0	0	0	1
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	0	0	0	0	0	0	0
UIMM	0	0	0	0	0	0	0
PPD UIMM M DI-PYRENEES	0	0	0	89	0	113	-202
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	0	0	9	60	0	41	-171
UIMM M EDITERRANEE	0	0	0	53	0	37	-90
UIMM LM PCH	0	0	0	-8	0	-7	15
CCI INNOVATION PDL	0	0	1	0	0	0	1
BEST WESTERN	0	0	0	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DEL'HABILLEMENT	0	0	1	17	0	-35	20
PPD UIMM GRAND NORD EST	0	0	0	62	0	-1	-61
PPD UIMM NATIONAL	0	0	0	0	0	111	-111
PPD UIMM NATIONAL2	0	0	0	202	0	-320	118
UIMM FRENCH FAB	0	0	0	67	0	-148	81
Autres gestions(*)	0	57	2 252	-3 529	2	0	-1 328
FONDS DE GARANTIE	22 536	5 378	13 276	112 090	- 646	121 123	- 79 082

(*) Autres gestions : Fonds National Révitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

● **Note 21 - Ressources nettes d'intervention à l'innovation**

21.1 Situation comptable des fonds de garantie d'intervention

(en millions d'euros)

Fonds	Solde au 31/12/2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde au 31/12/2021	Avances Récupérables Saines	Encours Prêts Innovation Sains
Aides à l'innovation - ISI	915,4	0,0	6,8	-112,9	809,3	358,3	833,3
PMI	105,0	0,0	-20,0	-58,9	26,1	14,4	0,0
FRI2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	19,1	30,0
Transition Agroécologique	0,0	2,4	0,0	-0,1	2,3	0,0	0,0
PIA4 AGI COEF	0,0	121,0	0,0	-31,8	89,2	22,6	289,1
FIIAI	0,0	58,8	0,0	-15,9	42,9	13,0	0,0
Aides sur financement partenaires	242,8	15,2	0,0	-27,3	230,7	29,9	37,8
DEEPTTECH Fonds Innovation Industrie	86,2	0,0	-0,1	-36,3	49,8	47,2	0,0
OUTRE-MER	7,0	4,5	0,0	-3,7	7,8	0,0	0,0
FNI-FSO	8,6	0,0	0,0	-0,3	8,3	0,5	1,0
Total	1 365,0	201,9	-13,2	-287,2	1 266,5	505,0	1 191,2

21.2 Résultat des fonds de garantie d'intervention au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)

Fonds	Subventions	Provisions, pertes et constats d'échecs	Expertises et charges diverses	Produits et charges financiers	Produits et charges divers	Résultat au 31/12/2021
Aides à l'innovation - ISI	-15,6	-99,3	-0,2	0,0	2,2	-112,9
PMI	0,0	-58,9	0,0	0,0	1,0	-58,9
Transition Agroécologique	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
PIA4 AGI COEF	-28,4	-3,1	-0,3	0,0	0,0	-31,8
FIIAI SUB	-15,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,9
Aides sur financement partenaires	-24,3	-2,2	-1,8	0,0	1,0	-27,3
DEEPTTECH Fonds Innovation Industrie	-35,6	0,0	-0,7	0,0	0,0	-36,3
OUTRE-MER	-3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,7
FISO	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,3
Total	-123,6	-164,8	-3,0	0,0	4,2	-287,2

- **Note 22 - Variation des capitaux propres**

(en millions d'euros)	31/12/2020	Affectation du résultat 2020	Autres mouvements	31/12/2021
Capital souscrit	5 440,0	0,0	0,0	5 440,0
Primes d'émission	15 462,0	0,0	0,0	15 462,0
Primes de fusion	212,0	0,0	0,0	212,0
Réserve légale	71,4	0,0	0,0	71,4
Autres réserves	164,6	0,0	0,0	164,6
Provisions réglementées, subventions d'investissement	77,3	0,0	24,3 (1)	101,6
Report à nouveau	906,4	-47,9	2,6 (2)	861,1
Résultat de l'exercice	-47,9	47,9	494,5	494,5
Acomptes sur dividendes	0,0	0,0	-427,2	-427,2
Total	22 285,8	0,0	94,2	22 380,0

(1) Dotation aux amortissements dérogatoires des logiciels

(2) Cf. Note 37.2

Le capital social est composé de 680 millions d'actions ordinaires nominatives, d'une valeur nominale de 8 euros, entièrement libérées.

La majorité du capital doit rester la propriété de l'Etat, d'un établissement public de l'Etat, d'un organisme public ou d'une entreprise publique.

- **Note 23 - Contre-valeur en euros des opérations en devises**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Actif	2,1	2,0
Passif	927,5	367,2

Ces positions nettes de bilan sont couvertes par des opérations de hors-bilan.

● **Note 24 - Tableau de flux des dépréciations et des provisions**

(en millions d'euros)	Dépréciations et Provisions au 31/12/20	Dotations aux dépréciations et provisions	Reprises des dépréciations et provisions disponibles	Reprises des dépréciations et provisions utilisées (1)	Autres variations (2)	Dépréciations et Provisions au 31/12/21	Créances irrécupérables non couvertes par des provisions	Récupérations sur créances amorties	IMPACT SUR LE RESULTAT (3)
Dépréciations et provisions pour créances douteuses et risques de crédit	1 001,5	258,9	210,9	32,5	0,5	1 016,5	5,0	1,8	-51,2
- <i>Dépréciations pour créances douteuses</i>	367,3	204,9	58,3	32,5	0,5	480,9	4,7	1,8	-149,5
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	367,3	204,9	58,3	32,5	0,5	480,9	4,7	1,8	-149,5
. Opérations sur titres et divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- <i>Provision collective pour risques de crédit</i>	632,9	54,0	152,0	0,0	0,0	534,9	0,0	0,0	98,0
- <i>Autres provisions</i>	1,3	0,0	0,6	0,0	0,0	0,7	0,3	0,0	0,3
Autres provisions d'exploitation	50,4	68,2	14,9	5,5	0,0	98,2			
Fonds pour risques bancaires généraux	235,2	0,0	0,0	0,0	0,0	235,2			

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Variations de périmètre, de change et reclassements de provisions

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

- Créances irrécupérables
- + Récupérations sur créances amorties

- **Note 25 - Engagements de hors-bilan**

25.1 Engagements donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
AFT (Agence France Trésor)		
Création des PME et TPE	2 140 931	2 862 146
Transmission des PME et TPE	1 047 020	1 394 798
Renforcement de la structure financière des PME et TPE	163 799	267 875
Innovation des PME et TPE	152 714	162 349
Financement spécifique court terme des PME et TPE	216 603	216 031
Renforcement Trésorerie PME - ETI	6 158	7 079
Surgarantie Renforcement Trésorerie PME - ETI	199	709
Lignes Crédit Confirmé PME TPE - ETI	44	18
Surgarantie Lignes Crédit Confirmé PME TPE - ETI	8	120
FGKP	932 438	1 234 678
FASEP	92 805	90 409
Garantie de fonds propres (hors FEDER IF)	21 241	26 597
Prêt participatif d'amorçage	40	40
Cautions sur projets innovants	0	147
Biotechnologie garantie	8 031	10 145
Financements Structurés	15 683	23 760
PPMTR	24	31
Innovation Développement Durable	628	859
Préfinancement CICE	0	0
Développement des PME et TPE	96	205
Renforcement Trésorerie Secteur Elevage	21 834	26 126
Prêt méthanisation agricole	1 008 720	701 339
CREAT K/K 2019	267 089	319 480
DEV K/K 2019	947 226	709 563
TRANS K/K 2019	87 810	89 579
RENF TRESO K/K	0	0
INTER DEV K/K	16 110	20 674
CREA CG	1 164 699	783 106
CREA EX NI	192 353	107 503
TRANS CG	86 388	50 982
DEV CG	195 043	145 972
RT CG	51 445	53 149
sous-total	8 837 179	9 305 471

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
PIC PME	0	0
Fonds National de Surgarantie RT TPE-PME Coronavirus	11 386	20 467
Fonds National de Surgarantie RT ETI Coronavirus	12 307	16 207
Fonds National de Surgarantie LCC TPE-PME Coronavirus	0	29 376
Fonds National de Surgarantie LCC ETI Coronavirus	1 350	5 568
Fonds National de Garantie RT TPE-PME Coronavirus	1 985	2 719
Fonds National de Garantie RT ETI Coronavirus	1 275	1 415
Fonds National de Garantie LCC TPE-PME Coronavirus	0	3 950
Fonds National de Garantie LCC ETI Coronavirus	0	4 550
Garantie ATOUT PME	0	0
Garantie ATOUT ETI	0	0
RT AUTOMOBILE	0	0
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	0	0
PRÊT METHANISATION INJECTION	0	0
France NUMERIQUE	21	0
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	0	0
PRÊT VERT 4	0	0
PRÊT CROISSANCE RELANCE	1 600	0
DEVELOPPEMENT RELANCE	229 989	0
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	7 146	0
Création Standard Relance Cas par Cas	60 652	0
Création Standard Relance Contrat	151 347	0
Transmission Relance	41 015	0
Transmission Relance Contrat	9 160	0
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	1 686	0
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	3 968	0
GARANTIE VERTE	4 100	0
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	2 782	0
sous-total	541 769	84 252

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)		
France Investissement Garantie	110 806	113 675
Autres fonds		
Garantie de fonds propres (FEDER IDF)	0	0
UIMM	0	10
Autres gestions	1 533 995	1 568 500
DROM		
DROM	19 431	26 758
Engagements fonds de garantie	11 043 180	11 098 666
Engagements douteux fonds de garantie		
	1 658 044	1 792 527
Total engagements des fonds de garantie	12 701 224	12 891 193

Les engagements de garantie enregistrent les garanties de remboursement de crédits distribués par des établissements de crédit. Ils sont principalement adossés à des fonds de garantie. Le montant des garanties données à des prêts Bpifrance s'élève à 8 685,8 M€.

Par ailleurs, des contrats de garantie ne sont pas encore réalisés au 31 décembre 2021 pour un montant de 475,6 M€.

25.2 Engagements reçus

Au sein des engagements de financement reçus des établissements de crédit, 435,3 M€ proviennent d'engagements reçus sur titres mis en pension

● Note 26 - Opérations en devises et instruments financiers à terme

	31/12/2021								31/12/2020	
	Couverture				Gestion de positions (*)		TOTAL		TOTAL	
	Micro		Macro		nominal	Valeur de marché	nominal	Valeur de marché	nominal	Valeur de marché
	nominal	Valeur de marché	nominal	Valeur de marché						
(en millions d'euros)										
<u>Opérations effectuées de gré à gré</u>										
. Contrats d'échange de devises	352,6	4,8	0,0	0,0	559,3	11,8	911,9	16,6	386,3	-17,0
. Contrats d'échange de taux	0,0	0,0	50 670,8	144,1	0,0	0,0	50 670,8	144,1	51 815,7	-646,6
. Contrats de taux plafond et plancher	0,0	0,0	1 335,4	-25,4	0,0	0,0	1 335,4	-25,4	1 055,6	-43,6
<u>Opérations effectuées sur marchés organisés</u>										
. Contrats de taux vendus ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Contrats de taux achetés ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	352,6	4,8	52 006,2	118,7	559,3	11,8	52 918,1	135,3	53 257,6	-707,2

(*) Positions ouvertes isolées.

Aucun provisionnement pour risque de contrepartie n'a été effectué sur les instruments financiers à terme.

Ventilation selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Opérations effectuées de gré à gré	11 475,4	25 762,3	15 680,4
Opérations effectuées sur marchés organisés	0,0	0,0	0,0

Le montant notionnel des contrats recensés ci-dessus ne fournit qu'une indication de volume d'activité ; le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme utilisés par Bpifrance est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels européens au 31 décembre. A ce titre, il tient compte de l'effet des contrats de compensation en vigueur à cette date ainsi que des garanties reçues. Il s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
<i>Coût de remplacement positif (1)</i>	99,6	782,3
<i>Exposition potentielle future (2)</i>	16,8	380,4
Exposition totale = 1,4 x ((1) + (2))	163,0	1 627,8
Equivalent risque de crédit pondéré	14,1	7,0

Depuis le 30 juin 2021 et suite à la mise en œuvre de la CRR 2 (Capital Regulation Requirements 2, réglementation prudentielle applicable à Bpifrance), Bpifrance a modifié la méthode de calcul du risque de contrepartie sur les opérations dérivées en appliquant le calcul SA_CCR.

● **Note 27 - Intérêts et produits assimilés**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Opérations avec les établissements de crédit	177,1	104,2
Opérations avec la clientèle (1)	793,8	829,5
- Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0
- Crédits à l'exportation	4,9	3,8
- Crédits de trésorerie	30,5	41,1
- Crédits à moyen et long terme	369,6	408,9
- Crédits divers et créances subordonnées	279,9	274,7
- Opérations de hors-bilan	107,5	101,0
- Divers	1,4	0,0
Obligations et autres titres à revenu fixe	208,0	231,4
Instruments financiers de couverture	29,0	27,4
Total (2)	1 207,9	1 192,5
(1) Dont reprise de dépréciation pour créances douteuses du fait du passage du temps (cf note 1.2)	0,6	0,6
(2) Dont intérêts négatifs sur dettes et émissions de titres	187,5	112,3

● **Note 28 - Intérêts et charges assimilées**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Opérations avec les établissements de crédit	-70,7	-49,8
Opérations avec la clientèle	-113,0	-132,1
Obligations et autres titres à revenu fixe	-326,4	-322,8
- Obligations	-325,6	-319,7
- Titres de créances négociables	-0,5	-3,1
- Résultat des micro couvertures	-0,3	0,0
Autres intérêts et charges assimilées	-0,2	-0,2
Instruments financiers de couverture	-0,2	-0,8
Total (*)	-510,5	-505,7
(*) Dont intérêts négatifs sur créances et portefeuilles titres	-3,7	-2,5

- **Note 29 - Produits sur opérations de crédit-bail et location simple**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Loyers	1 154,8	1 160,8
Autres produits	84,9	99,4
Plus-values	53,5	38,1
Coût du risque	-3,1	-18,5
Total	1 290,1	1 279,8

- **Note 30 - Charges sur opérations de crédit-bail et location simple**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements	-982,9	-981,6
Dotations aux provisions spéciales	-151,8	-146,3
Moins-values	-35,3	-42,7
Autres charges	-77,6	-97,6
Total	-1 247,6	-1 268,2

- **Note 31 - Revenus des titres à revenu variable**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Participations	0,2	0,0
Autres titres détenus à long terme	0,0	0,0
Parts dans les entreprises liées (*)	424,1	302,6
Total	424,3	302,6

(*) dont :

- Dividendes Bpifrance Participations : 350,0 M €(265,2 M €au 31décembre 2020)
- Excess Spread des titrisations auto retenues 1et 2 : 67,4 M €(33,4 M €au 31décembre 2020)

- **Note 32 - Commissions**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Produits		
Commissions sur opérations avec la clientèle	17,3	19,9
Commissions sur prestation de services financiers	0,0	0,0
Total	17,3	19,9
Charges		
Charges sur opérations sur titres	-1,4	-1,8
Total	-1,4	-1,8

- **Note 33 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Titres de transaction	0,0	0,0
Opérations de change	0,4	-0,1
Opérations sur instruments financiers	4,4	5,7
Total	4,8	5,6

- **Note 34 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-28,2	-9,0
Moins-values de cession	-14,6	-99,8
Plus-values de cession	1,1	3,9
Total	-41,7	-104,9

- Note 35 - Autres produits d'exploitation bancaire

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Produits facturés à des sociétés du Groupe	31,8	26,1
Autres charges refacturées	1,7	1,6
Utilisation des ressources partenaires en financement des aides à l'innovation	2,5	0,5
Produits accessoires d'assurance	14,1	13,3
Commissions au titre du PGE	10,5	0,0
Reprise de provisions disponibles	0,8	0,6
Quote-part de subventions d'investissement	2,4	1,1
Produits divers liés à l'activité innovation	23,0	20,9
Produits de gestion sur fonds gérés DROM	1,1	0,5
Autres produits	27,6	16,3
Total	115,5	80,9

- Note 36 - Autres charges d'exploitation bancaire

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements pour immobilisations incorporelles et corporelles hors exploitation	0,0	0,0
Subventions activité Entrepreneuriat et Territoires	-20,6	-49,4
Dotations aux provisions pour risques d'exploitation bancaire divers	-38,0	-8,8
Rétrocession de produits de subventions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement	-1,1	-0,7
Autres charges	-8,6	-4,8
Total	-68,3	-63,7

- **Note 37 - Charges générales d'exploitation**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Frais de personnel		
- Salaires et traitements	-168,4	-153,6
- Charges des régimes à cotisations définies	-19,7	-17,8
- Charges des régimes à prestations définies	-2,0	-3,0
- Autres charges sociales	-61,3	-54,8
- Intéressement et participation	-18,0	-17,4
- Charges fiscales	-19,6	-17,5
- Dotations/reprises provisions pour engagements vis-à-vis du personnel	-5,3	-3,8
Sous-total	-294,3	-267,9
Impôts et taxes	-21,3	-22,5
Autres frais administratifs	-214,9	-210,2
Total	-530,5	-500,6

37.1 Ventilation de la juste valeur des actifs couvrant les engagements de fin de carrière

La ventilation de la juste valeur des actifs du régime entre les différentes catégories est fondée sur la nature des actifs et sur les risques qui s'y rattachent.

	31/12/2021 en %	31/12/2020 en %
OPCVM		
Monétaire	2%	3%
Autres	5%	4%
Action	19%	16%
Obligataire	75%	77%
Total	100%	100%

37.2 Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	TOTAL 31/12/2021		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net			Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations
(en millions d'euros)								
Solde d'ouverture (*)	30,6	30,2	0,4	1,6	1,2	33,3	30,2	3,1
- Coût des services rendus au cours de la période	2,2	0,0	2,2	0,0	0,0	2,2	0,0	2,2
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	3,0	-3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	-3,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-3,9	-3,9	0,0	-0,1	0,2	-3,8	-3,9	0,1
- Ecart actuariels	0,2	0,6	-0,4	0,0	-0,1	0,1	0,6	-0,5
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	1,6	0,0	1,6	0,0	0,0	1,5	0,0	1,5
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,4	0,0	-0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0	-0,4
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	-1,0	0,6	-1,6	0,0	0,0	-1,0	0,6	-1,7
Solde de clôture	29,2	29,9	-0,6	1,4	1,3	31,9	29,9	2,1

(*) Le solde d'ouverture est ajusté de -2,6 M€ sur les indemnités de fin de carrière, suite à l'application de la mise à jour de la Recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. L'impact de ce changement de réglementation comptable a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture, en report à nouveau (cf. note 22).

	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	TOTAL 31/12/2020		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net			Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations
(en millions d'euros)								
Solde d'ouverture	33,2	27,9	5,3	1,8	1,2	36,1	27,9	8,3
- Coût des services rendus au cours de la période	2,1	0,0	2,1	0,0	0,2	2,2	0,0	2,2
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	5,3	-5,3	0,0	0,0	0,0	5,3	-5,3
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-3,0	-3,0	0,0	-0,1	-0,1	-3,2	-3,0	-0,2
- Ecart actuariels	0,7	0,1	0,7	0,0	-0,1	0,6	0,1	0,6
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,5	0,0	0,5	0,0	-0,1	0,4	0,0	0,4
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,4	0,0	-0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0	-0,4
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,6	0,1	0,5	0,0	0,0	0,6	0,1	0,6
Solde de clôture	33,2	30,2	3,0	1,6	1,2	36,0	30,2	5,8

Note 38 - Coût du risque

(en millions d'euros)	31/12/2021			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	TOTAL
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-146,6	98,0	0,6	-48,0
Pertes non provisionnées	-4,7	0,0	-0,3	-5,0
Récupérations sur créances amorties	1,8	0,0	0,0	1,8
Solde	-149,5	98,0	0,3	-51,2

(en millions d'euros)	31/12/2020			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	TOTAL
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-120,4	-257,3	2,1	-375,6
Pertes non provisionnées	-5,7	0,0	-0,2	-5,9
Récupérations sur créances amorties	2,6	0,0	0,0	2,6
Solde	-123,5	-257,3	1,9	-378,9

● Note 39 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en millions d'euros)	31/12/2021				31/12/2020
	Titres d'investissement	Immobilisations incorporelles et corporelles d'exploitation	Participations et autres titres détenus à long terme Parts dans les entreprises liées	TOTAL	TOTAL
Dotations aux dépréciations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprises de dépréciations	0,0	0,0	1,1	1,1	0,0
Moins-values de cession	0,0	-6,6	-1,2	-7,8	0,0
Plus-values de cession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Solde	0,0	-6,6	-0,1	-6,7	0,2

- **Note 40 - Passage entre le résultat social et le résultat financier**

(en millions d'euros)	31/12/2021		
	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobiliers	TOTAL
Dotations aux amortissements comptables	-326,0	-656,8	-982,8
Plus/moins-values comptables	10,1	8,0	18,1
Total	-315,9	-648,8	-964,7
Dotations aux amortissements financiers	-322,8	-572,3	-895,1
Plus/moins-values financières	10,1	0,6	10,7
Dépréciation financière sur éléments d'actif	5,6	-1,6	4,0
Total	-307,1	-573,3	-880,4
Variation de la réserve latente	8,8	75,6	84,4

- **Note 41 - Principaux soldes intermédiaires de gestion financiers**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
PRODUIT NET BANCAIRE	1 277,8	1 045,5
Charges générales d'exploitation	-530,5	-500,6
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-43,9	-38,7
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	703,4	506,2
Coût du risque	-54,3	-392,8
RESULTAT D'EXPLOITATION	649,1	113,4
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-6,7	0,2
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	642,4	113,6
Résultat exceptionnel	0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	-39,2	-80,5
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-24,3	13,6
Résultat Net	578,9	46,7

- **Note 42 - Situation fiscale**

La comptabilisation de l'impôt sur les sociétés s'effectue selon la méthode de l'impôt exigible.

Le résultat fiscal de l'exercice 2021 (provisoire) au taux de droit commun est bénéficiaire de 157,2 M€, compte tenu des principales réintégrations ou déductions nettes suivantes :

(en millions d'euros)

Résultat comptable avant impôt de l'exercice	533,7
Dividendes	-353,2
Étalement enveloppe des prêts bonifiés	47,5
Dotations nettes de la provision collective	-98,0
Frais de dossier et d'instruction à étaler	-2,5
Taxes et contributions diverses non déductibles	14,9
Subvention activité Entrepreneurat et Territoires	20,6
Autres provisions	-5,8
Résultat fiscal	157,2

Le résultat fiscal au taux de droit commun, soit 30,80%, génère une charge d'impôt de 44 M€ après imputation de crédits d'impôts.

Aucune charge d'impôt n'est constatée pour le résultat fiscal au taux réduit de 15%.

● **Note 43 - Information sectorielle**

Bpifrance exerce principalement les métiers suivants :

- les prêts à long et moyen terme : il s'agit de financements à long et moyen terme sous forme de prêts directs, de crédit-bail mobilier et immobilier et de location financière ; ils comprennent également les prêts innovation,
- le financement court terme regroupe notamment les opérations de financement de créances publiques en Métropole et dans les DROM, soit directement, soit par signature,
- les interventions en garantie couvrent les banques et les organismes d'intervention en fonds propres, des risques de défaillance des bénéficiaires de financement,
- les aides au financement de l'innovation sous forme d'avances remboursables ou de subventions,

Dans la rubrique « autres » figurent principalement les produits des participations et, dans une moindre mesure, les produits de placement des fonds propres et les refacturations.

(en millions d'euros)	31/12/2021		31/12/2020	
	P N B financier	Encours moyen	P N B financier	Encours moyen
Prêts à long et moyen terme	661,2	42 070,8	578,0	38 200,1
- dont crédit-bail	97,3	5 991,2	80,9	6 206,9
Financement court terme	76,1	3 107,4	94,5	4 327,4
Garantie	127,5	17 669,0	96,3	17 071,2
- dont commissions	113,7		91,8	
- dont produits financiers	1,5		2,6	
Innovation	35,1		25,4	
Autres	377,9		251,3	

● **Note 44 - Activités pour compte de tiers**

Les opérations gérées par Bpifrance (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la banque.

	31/12/2021							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Activité de financement								
ARI (*)	70,6	0,0	0,0	70,6	0,0	70,6	70,6	19,4
FDES PBAR (*)	185,1	0,0	11,4	196,5	0,0	196,5	196,5	1,9
Fonds de dettes	57,4	0,0	0,0	57,4	0,0	57,4	57,4	0,0
Activité de garantie								
PGE (*)	0,0	0,0	79,7	79,7	0,0	79,7	79,7	96 966,2
FCS (*)	0,0	0,0	94,0	94,0	0,0	94,0	94,0	87,2
FONDS GERES DROM	0,0	0,0	62,7	62,7	0,0	62,7	62,7	0,0
CAMULOR	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,4	4,4	0,0	4,4	4,4	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	50,2	50,2	0,0	50,2	50,2	266,1
Activité d'aides à l'innovation								
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
DEEP TECH GPT	2,6	3,2	4,0	9,8	9,8	0,0	9,8	2,4
FIS	1,8	3,8	6,1	11,7	11,7	0,0	11,7	6,7
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	0,0	676,5	221,8	898,3	898,3	0,0	898,3	218,7
FSN (*)	78,7	0,0	73,2	151,9	36,1	115,8	151,9	26,5
PSIM (*)	28,5	0,0	11,2	39,7	4,4	35,3	39,7	3,9
PSPC (*)	203,8	0,0	94,1	297,9	218,4	79,5	297,9	257,6
SIA (*)	0,0	12,9	-3,0	9,9	9,9	0,0	9,9	0,6
FUI (*)	0,0	23,2	24,2	47,4	47,4	0,0	47,4	1,1
FNI-PRI (*)	11,1	0,0	11,4	22,5	1,1	21,4	22,5	1,2
PIAVE (*)	73,3	0,0	29,9	103,2	26,1	77,1	103,2	47,7
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE (*)	38,2	41,6	17,9	97,7	97,7	0,0	97,7	257,5
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT (*)	45,1	0,0	14,5	59,6	4,3	55,3	59,6	361,7
PIA4 STRUCTUREL (*)	0,5	92,1	14,9	107,5	107,5	0,0	107,5	83,4
PIA4 DIRIGE MATURATION (*)	0,0	0,0	1,6	1,6	0,7	0,9	1,6	35,4
PLAN BATTERIES	0,0	237,4	0,0	237,4	237,4	0,0	237,4	82,6
FRENCH TECH	0,0	0,0	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0
FRENCH TECH TREMPLIN	0,0	2,2	0,1	2,3	2,3	0,0	2,3	0,8
FRI GPT	48,1	0,0	103,9	152,0	35,1	116,9	152,0	26,6
ASSURANCE PROSPECTION	320,4	0,0	-24,2	296,2	0,0	296,2	296,2	246,4
GRANDS DEFIS GPT	0,0	22,8	6,8	29,6	29,6	0,0	29,6	4,3
FGI ATF PIA 3 (*)	51,8	27,9	21,1	100,8	100,8	0,0	100,8	452,3
FGI CONCOURS D'INNOVATION PIA3	53,1	0,0	9,7	62,8	52,1	10,7	62,8	49,5
Total	1 270,1	1 143,6	984,8	3 398,5	1 930,8	1 467,7	3 398,5	99 507,7

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouveau Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FN-PR : Fonds national d'Innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières- Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Sait incubateurs accélérateurs

PA4 : 4e programme d'investissements d'avenir

31/12/2020								
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
(en millions d'euros)								
Activité de financement								
ARI (*)	89,4	0,0	0,0	89,4	0,0	89,4	89,4	20,0
FDES PBAR (*)	58,0	0,0	42,0	100,0	0,0	100,0	100,0	2,1
Fonds de dettes	83,1	0,0	0,0	83,1	0,0	83,1	83,1	0,0
Activité de garantie								
PGE (*)	0,0	0,0	8,6	8,6	0,0	8,6	8,6	99 909,0
FCS (*)	10,2	0,0	60,2	70,4	0,0	70,4	70,4	92,6
Fonds gérés DROM	37,6	0,0	24,5	62,1	0,0	62,1	62,1	0,0
Camulor	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,4	4,4	0,0	4,4	4,4	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	32,6	32,6	0,0	32,6	32,6	171,4
Activité d'aides à l'innovation								
About	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
DEEP TECH GPT	1,9	0,0	8,7	10,6	7,5	3,1	10,6	7,3
ENTREPRENEURIAT	0,0	0,0	40,4	40,4	9,7	30,7	40,4	8,5
FIS	1,6	8,7	7,2	17,5	17,5	0,0	17,5	8,0
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	0,0	62,7	28,5	91,2	91,2	0,0	91,2	228,3
FSN(*)	101,7	0,0	48,5	150,2	68,2	82,0	150,2	29,4
PSIM(*)	30,9	0,0	7,2	38,1	6,3	31,8	38,1	5,8
PSPC(*)	204,9	0,0	54,8	259,7	182,8	76,9	259,7	251,3
SIA(*)	0,0	5,4	-1,2	4,2	4,2	0,0	4,2	0,8
FUI(*)	0,3	81,1	-1,7	79,7	79,7	0,0	79,7	1,6
FNHPR(*)	16,8	0,0	6,2	23,0	1,1	21,9	23,0	1,6
PIAVE(*)	72,7	0,0	12,0	84,7	33,3	51,4	84,7	65,4
PLAN BATTERIES	0,0	237,4	0,0	237,4	237,4	0,0	237,4	82,6
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
French Tech Tremplin	0,0	0,0	0,5	0,5	0,2	0,3	0,5	0,2
FRI GPT	47,0	0,0	116,9	163,9	34,5	129,4	163,9	29,0
Assurance Prospection	196,0	0,0	-8,5	187,5	0,0	187,5	187,5	205,8
GRANDS DEFIS GPT	0,0	0,0	16,2	16,2	2,4	13,8	16,2	11,8
FGI ATF PIA 3(*)	3,8	13,6	36,7	54,1	54,1	0,0	54,1	321,5
FGI Concours d'innovation PIA3	42,1	0,0	6,9	49,0	48,5	0,5	49,0	42,3
Total	998,0	408,9	594,8	2 001,7	878,6	1 123,1	2 001,7	1 01 496,3

- **Note 45 - Effectifs**

L'effectif moyen s'établit à 2 755 salariés en 2021, dont 87 % de cadres.

- **Note 46 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration**

La rémunération au titre de la présence versée aux administrateurs et la rémunération versée aux présidents des comités métiers s'établit à 344,6 milliers d'euros.



KPMG Audit FS I
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Mazars
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Bpifrance S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2021
Bpifrance S.A
27-31, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort

KPMG Audit FS I
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Mazars
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Bpifrance S.A.

Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort
Capital social : €. 5 440 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bpifrance S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 37.2 de l'annexe des comptes annuels concernant *les avantages postérieurs à l'emploi* : « Le solde d'ouverture est ajusté de -2,6 M€ sur les indemnités de fin de carrière, suite à l'application de la mise à jour de la Recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. ».

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciations et provisionnement des risques de crédit

- **Risque identifié :**

Bpifrance comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Les dépréciations et les provisions sont estimées sur base individuelle ou collective en tenant compte de la valeur des garanties détenues. Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes annuels, la direction calcule des dépréciations sur base individuelle par différence entre la valeur comptable de l'actif présentant un risque de crédit avéré et la valeur actualisée au taux d'origine du contrat des flux futurs de trésorerie qu'elle estime recouvrable après prise en compte de la mise en jeu des garanties.

Les provisions pour risques attendus sont calculées sur les encours non douteux en analysant le risque de crédit sur un ensemble homogène de créances, identifié au moyen des notations internes du portefeuille. Les provisions pour risques attendus sont estimées à partir de simulations de scénarii stochastiques qui associent à chaque contrepartie une date éventuelle de défaut et un taux de perte en cas de défaut.

L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions (ou groupes d'expositions homogènes) présentant un risque de

non-recouvrement ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement au 31 décembre 2021. Compte tenu du prolongement du contexte de crise liée à la pandémie Covid-19, la méthodologie au modèle de calcul des pertes attendues de Bpifrance a nécessité un certain nombre d'ajustements tel que précisé dans la note 2.1.1 de l'annexe.

Comme indiqué dans la note 24 de l'annexe aux comptes annuels, le montant des dépréciations et des provisions pour risque de crédit s'élève à 1 016,5 M€ au 31 décembre 2021. Nous avons considéré la détermination des dépréciations et des provisions des créances pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison :

- du risque d'incidence matérielle sur les résultats de la banque,
 - de l'importance relative des encours de prêts dans le bilan et des engagements consentis à la clientèle,
 - de la complexité de l'estimation des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut, y compris la valeur des garanties associées,
 - de la sensibilité des paramètres de calculs aux hypothèses retenues par la direction.
- **Approche d'audit :**

Nous avons pris connaissance des dispositifs de contrôle interne mis en place par la banque dans le contexte de crise de la covid-19 pour identifier les créances concernées et évaluer le montant des dépréciations et provisions sur ces encours à comptabiliser.

Nous avons également testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à ces dispositifs.

- Pour les provisions des encours sains et dégradés, nous avons effectué une revue critique de la documentation mise à disposition pour justifier la méthodologie utilisée, des paramètres économiques projetés y compris la revue des scénarios et du dispositif de gouvernance encadrant leur mise à jour en prenant en compte notamment le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19 et les mesures de soutien à l'économie, de la piste d'audit et des contrôles menés sur les assiettes et nous nous sommes assurés du correct déversement des dépréciations dans le système d'information comptable.
- Pour les dépréciations estimées sur base individuelle, nous avons testé les contrôles automatisés sur le déclassement des crédits sur un échantillon de dossiers de crédit et les contrôles relatifs à l'estimation des montants à déprécier (en particulier l'estimation de la valeur des garanties obtenues) en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la crise sanitaire sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie.

Nous avons mis en œuvre par ailleurs les procédures substantives suivantes :

- Pour les provisions des encours sains et dégradés, nous avons vérifié l'exhaustivité de l'assiette, apprécié le caractère raisonnable des principaux paramètres retenus et effectué un calcul indépendant de la provision au 31 décembre 2021 sur les principaux portefeuilles de crédit.
- Pour les dépréciations sur base individuelle, nous nous sommes assurés, au moyen de sondages sur des dossiers de crédit, de l'adéquation de la dépréciation comptabilisée eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par la banque.

Évaluation des parts dans les entreprises liées

- **Risque identifié :**

Les parts dans les entreprises liées de Bpifrance (essentiellement participations dans Bpifrance Participations, Auxifinances, et Bpifrance Assurance Export) sont enregistrées à leur valeur d'entrée au coût d'acquisition, puis évaluées à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'usage.

La valeur d'utilité peut être déterminée selon différentes approches tenant compte selon la nature des participations, de la valeur de l'actif net réévalué ou des perspectives liées aux trajectoires financières projetées, notamment le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19.

Nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de l'audit au 31 décembre 2021, en raison :

- du risque d'incidence significative sur les résultats de Bpifrance, au regard de l'importance du poste au niveau de l'entité et du risque de variation de valeur des actifs détenus par les principales participations de Bpifrance,
- de l'importance du jugement requis pour la détermination des valeurs d'utilité tant pour l'élaboration de trajectoires projetées ou la valorisation d'actifs sous-jacents non cotés impliquant le recours à des modèles ou données non observables.
- de la sensibilité des valeurs d'utilité à certains paramètres d'évaluation.

Au 31 décembre 2021, la valeur brute des parts dans les entreprises liées s'élève à 21 491,1 M€ et une dépréciation cumulée de 0,2 M€ est constatée dans les comptes. Les participations dans Bpifrance Participations, Auxifinances, et Bpifrance Assurance Export ne sont pas dépréciées, la valeur d'utilité de ces participations étant supérieure à leur prix de revient (cf. note 7 de l'annexe aux comptes sociaux).

- **Approche d'audit :**

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification et le suivi opérationnel des parts dans les entreprises liées.

Nous avons examiné la documentation du test de dépréciation retenu par la Direction sur les principales lignes de participations et effectué une revue critique des méthodologies d'évaluation y compris des actifs sous-jacents du pôle

Participations (particulièrement dans un environnement d'incertitude lié à la crise Covid-19), avec le support de nos experts en évaluation.

Nous avons également procédé à :

- Une vérification arithmétique des résultats des modèles d'évaluation ;
- La revue des principaux paramètres d'évaluation retenus (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme, taux d'impôt, multiples sectoriels, ...).

Nous avons examiné par ailleurs les informations communiquées en annexe aux états financiers.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bpifrance S.A. par l'assemblée générale du 28 mai 2009 pour le cabinet KPMG Audit FS I et du 18 mai 2004 pour le cabinet Mazars, l'historique du mandat Mazars n'ayant pas pu être reconstitué antérieurement lorsque la dénomination juridique de Bpifrance était BDPME.

Au 31 décembre 2021, le cabinet KPMG Audit FS I était dans la 13ème année de sa mission sans interruption.

A la même date, la durée de la mission sans interruption de Mazars était supérieure à 24 années en prenant en compte les années antérieures à 2004.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des

comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 21 mars 2022

Courbevoie, le 21 mars 2022

KPMG Audit FS I

Mazars

DocuSigned by:

7DCE8BF2964846F...

Ulrich Sarfati
Associé

DocuSigned by:

98C1E38F25A741E...

Nicolas Bourhis
Associé

DocuSigned by:

334DFCBBDC1463...

Jean Latorzeff
Associé

DocuSigned by:

C03E4EDE970843B...

Matthew Brown
Associé

Bpifrance

COMPTES INDIVIDUELS PUBLIABLES

AU 31 DECEMBRE 2021

- Bilan publiable
- Hors-bilan publiable
- Compte de résultat publiable

Bilan publiable de Bpifrance

(en millions d'euros)

ACTIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Caisse, banques centrales		8 600,4	7 819,2
Effets publics et valeurs assimilées	6	10 084,7	9 630,8
Créances sur les établissements de crédit	3	840,6	835,1
- A vue		538,9	554,9
- A terme		301,7	280,2
Opérations avec la clientèle	4	39 944,3	40 285,2
- Créances commerciales		88,4	123,4
- Autres concours à la clientèle		33 932,5	34 593,0
- Comptes ordinaires débiteurs		5 923,4	5 568,8
Obligations et autres titres à revenu fixe	6	6 737,2	5 062,0
Actions et autres titres à revenu variable	6	154,4	929,0
Participations et autres titres détenus à long terme	7	46,1	49,5
Parts dans les entreprises liées	7	21 490,9	18 495,4
Crédit-bail et location avec option d'achat	5	5 899,2	5 992,0
Location simple	5	167,7	194,7
Immobilisations incorporelles	9	158,6	128,7
Immobilisations corporelles	9	25,5	26,0
Capital souscrit non versé		0,0	0,0
Actions propres	8	64,1	42,3
Aides au financement de l'innovation	10	551,5	672,2
Autres actifs	11	728,7	794,2
Comptes de régularisation	12	452,8	413,7
TOTAL DE L'ACTIF		95 946,7	91 370,0

Bilan publiable de Bpifrance

(en millions d'euros)

P A S S I F	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales		0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit	13	21 487,2	18 887,0
- <i>A vue</i>		106,8	107,1
- <i>A terme</i>		21 380,4	18 779,9
Opérations avec la clientèle	14	2 441,8	3 012,6
- <i>A vue</i>		244,5	229,5
- <i>A terme</i>		2 197,3	2 783,1
Dettes représentées par un titre	15	36 227,9	36 128,1
- <i>Titres du marché interbanc. & titres de créances négociables</i>		4 963,4	4 486,3
- <i>Emprunts obligataires</i>		31 264,5	31 641,8
Autres passifs	16	3 705,1	1 785,8
Comptes de régularisation	17	2 524,8	2 159,7
Provisions	18	633,9	684,5
Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel	19	18,9	19,7
Fonds de garantie publics	20	5 025,4	4 806,7
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	21	1 266,5	1 365,0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		235,2	235,2
Capitaux propres hors FRBG	22	22 380,0	22 285,7
- <i>Capital souscrit</i>		5 440,0	5 440,0
- <i>Primes d'émission et de fusion</i>		15 674,0	15 674,0
- <i>Réserves</i>		236,0	236,0
- <i>Provisions réglementées, subventions d'investissement</i>		101,6	77,3
- <i>Report à nouveau</i>		861,1	906,3
- <i>Résultat de l'exercice</i>		494,5	-47,9
- <i>Acomptes sur dividendes</i>		-427,2	0,0
TOTAL DU PASSIF		95 946,7	91 370,0

Hors-Bilan publiable de Bpifrance

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2021	31/12/2020
Engagements donnés	25		
- <i>Engagements de financement</i>			
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		20,0	10,0
. Engagements en faveur de la clientèle		8 462,2	7 897,6
- <i>Engagements de garantie</i>			
. Engagements d'ordre d'établissements de crédit		0,0	0,0
. Engagements d'ordre de la clientèle		12 701,2	12 891,2
- <i>Engagements sur titres</i>			
. Titres achetés avec faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements donnés		0,0	0,0
Engagements reçus	25		
- <i>Engagements de financement</i>			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		916,7	4 946,9
- <i>Engagements de garantie</i>			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		786,7	913,3
- <i>Engagements sur titres</i>			
. Titres vendus avec la faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements reçus		0,1	0,1

Compte de résultat publiable de Bpifrance

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	27	1 207,9	1 192,5
Intérêts et charges assimilées	28	-510,5	-505,7
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	29	1 208,1	1 192,7
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	30	-1 165,6	-1 185,1
Produits sur opérations de location simple	29	82,0	87,1
Charges sur opérations de location simple	30	-82,0	-83,1
Revenus des titres à revenu variable	31	424,3	302,6
Commissions (produits)	32	17,3	19,9
Commissions (charges)	32	-1,4	-1,8
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	33	4,8	5,6
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	34	-41,7	-104,9
Autres produits d'exploitation bancaire	35	115,4	80,9
Autres charges d'exploitation bancaire	36	-68,3	-63,7
PRODUIT NET BANCAIRE		1 190,3	937,0
Charges générales d'exploitation	37	-530,5	-500,6
Dotations aux amortis. et aux dépréc. sur immob. incorporelles et corporelles		-43,9	-38,7
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		615,9	397,7
Coût du risque	38	-51,2	-378,9
RESULTAT D'EXPLOITATION		564,7	18,8
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	39	-6,7	0,2
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		558,0	19,0
Résultat exceptionnel		0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	42	-39,2	-80,5
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		-24,3	13,6
RESULTAT NET		494,5	-47,9

Bpifrance

ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS PUBLIABLES

AU 31 DECEMBRE 2021

Annexe Comptable

● Note 1 - Règles de présentation et d'évaluation.....	1
● Note 2 - Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture.....	12
● Note 3 - Créances sur les établissements de crédit	14
● Note 4 - Opérations avec la clientèle - Actif	15
● Note 5 - Opérations de crédit-bail et location simple	17
● Note 6 - Portefeuille titres	18
● Note 7 - Participations et autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées.....	20
● Note 8 - Actions propres	22
● Note 9 - Immobilisations incorporelles et corporelles	23
● Note 10 - Aides au financement de l'innovation	23
● Note 11 - Autres actifs	24
● Note 12 - Comptes de régularisation – Actif.....	24
● Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit.....	25
● Note 14 - Opérations avec la clientèle – Passif	26
● Note 15 - Dettes représentées par un titre	26
● Note 16 - Autres passifs.....	27
● Note 17 - Comptes de régularisation – Passif	27
● Note 18 - Provisions	28
● Note 19 - Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel	28
● Note 20 - Fonds de garantie publics	29
● Note 21 - Ressources nettes d'intervention à l'innovation	39
● Note 22 - Variation des capitaux propres	40
● Note 23 - Contre-valeur en euros des opérations en devises.....	40
● Note 24 - Tableau de flux des dépréciations et des provisions.....	41
● Note 25 - Engagements de hors-bilan.....	42
● Note 26 - Opérations en devises et instruments financiers à terme.....	45
● Note 27 - Intérêts et produits assimilés	47
● Note 28 - Intérêts et charges assimilées	47
● Note 29 - Produits sur opérations de crédit-bail et location simple	48
● Note 30 - Charges sur opérations de crédit-bail et location simple.....	48
● Note 31 - Revenus des titres à revenu variable.....	48
● Note 32 - Commissions.....	49
● Note 33 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	49
● Note 34 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	49
● Note 35 - Autres produits d'exploitation bancaire	50
● Note 36 - Autres charges d'exploitation bancaire	50
● Note 37 - Charges générales d'exploitation	51
● Note 39 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	53
● Note 40 - Passage entre le résultat social et le résultat financier	54
● Note 41 - Principaux soldes intermédiaires de gestion financiers.....	54
● Note 42 - Situation fiscale	55
● Note 43 - Information sectorielle	56
● Note 44 - Activités pour compte de tiers.....	57
● Note 45 - Effectifs	59
● Note 46 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration	59

● Note 1 - Règles de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

1.1 Présentation des comptes

● Bilan

- Les créances et dettes rattachées sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.
- Le portefeuille titres est ventilé en fonction de la nature des titres qui le composent : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable. Sa ventilation par finalité économique (transaction, placement, investissement) fait l'objet de la note 6.2.
- Les actifs subordonnés sont reportés, selon leur nature, soit dans les créances sur les établissements de crédit, soit dans les créances sur la clientèle, soit dans le poste « Obligations et autres titres à revenu fixe ».
- Les créances douteuses sont inscrites selon leur nature dans les postes d'actif auxquels elles se rattachent pour leur montant net de dépréciations.
- Au passif, les dépôts de garantie à caractère mutuel sont intégrés au poste « Dettes subordonnées ».
- La rubrique « Capitaux propres hors FRBG » regroupe les postes « capital souscrit », « primes d'émission et de fusion », « réserves », « provisions réglementées et subventions d'investissement », « report à nouveau », « résultat de l'exercice » et « acomptes sur dividendes ».
- Les subventions d'équipement perçues au titre des opérations de crédit-bail figurent dans la rubrique "Autres passifs".

● Compte de résultat

La présentation du compte de résultat s'appuie sur 5 soldes intermédiaires de gestion: le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

Les composantes significatives du compte de résultat sont décrites dans les notes 27 à 42.

1.2 Principes et méthodes comptables

- **Risque de crédit**

Le classement des opérations de crédit s'appuie sur la notion de risque de crédit avéré. Le risque est avéré dès lors qu'il est probable qu'une partie des sommes dues par une contrepartie ne sera pas perçue et que cette probabilité de perte est associée à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie, laquelle se traduit par un risque de non recouvrement ;
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Une distinction est faite entre les encours sains, restructurés, douteux et douteux compromis.

Encours sains

Les opérations de crédit non génératrices d'un risque avéré sont reconnues comme des encours sains.

Encours restructurés

Les créances dites restructurées sont définies comme étant des créances détenues sur des contreparties qui ont connu des difficultés financières telles que l'établissement a été amené à revoir les caractéristiques initiales de la créance.

Encours douteux

Les opérations de crédit génératrices d'un risque avéré sont des encours douteux. Pour une même contrepartie, la totalité des opérations de crédit sera classée par "contagion" en encours douteux.

Les opérations de crédit deviennent compromises si les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et si le passage en perte à terme est envisagé (cf note 4).

Les événements qui peuvent conduire au déclassement en encours douteux compromis sont notamment :

- la déchéance du terme ;
- la résiliation du contrat ;
- la clôture des relations avec le client.

Un an après la classification en encours douteux, l'encours de crédit est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. L'existence de garanties est prise en compte pour la qualification des encours compromis.

Les encours douteux compromis sont identifiés au sein des encours douteux.

Lorsque le caractère irrécouvrable des encours est confirmé, ces actifs sont passés en perte.

Segmentation des encours

La nature de l'activité de l'établissement conduit à segmenter les encours par :

- durée résiduelle ;
- secteur d'activité ;
- grands types de contrepartie.

Dans le cadre de sa politique commerciale, de sa politique de sélection et de son contrôle des risques, Bpifrance utilise un système de notation interne.

Dépréciations affectées à des créances douteuses de la clientèle

Les dépréciations affectées à des créances douteuses sont portées en déduction des postes d'actif correspondants.

Les provisions que Bpifrance a estimées nécessaires à la couverture des engagements douteux sont inscrites au passif du bilan.

Le montant des dépréciations sur crédits à moyen et long terme et autres créances adossés ou non à des fonds de garantie, est déterminé au fil de l'eau, créance par créance, après analyse de la perte estimée à partir des récupérations probables, garanties incluses, actualisées au taux d'intérêt d'origine du crédit.

A la date d'arrêté, l'encours net de dépréciation est égal au plus bas entre le coût historique et la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie attendus au titre des intérêts, du remboursement du capital et de la valeur des garanties.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque. L'augmentation de la valeur comptable liée au passage du temps est inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciations des engagements de garantie donnés et des aides à l'innovation

Concernant les engagements de garantie donnés, la dépréciation correspond à la perte en capital ainsi qu'aux intérêts contractuels couverts par les fonds de garantie. La perte en capital est évaluée à partir d'une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles. Ces dépréciations n'impactent pas le compte de résultat ; elles sont imputées sur les fonds de garantie.

Concernant les aides à l'innovation, les dépréciations sont estimées individuellement. Ces dépréciations n'impactent pas le compte de résultat ; elles sont imputées sur les fonds de garantie.

Provisionnement collectif dynamique

Depuis 2000, les encours sains des prêts à la clientèle font l'objet d'un provisionnement. La méthodologie d'estimation appliquée a été revue à deux reprises : en 2007 lors du passage aux normes IFRS des comptes consolidés, ainsi qu'en 2018 lors de l'entrée en vigueur d'IFRS 9.

L'existence d'un risque de crédit sur un ensemble homogène de créances donne lieu à l'enregistrement d'une provision, sans attendre que le risque ait individuellement affecté une ou plusieurs créances.

La méthodologie mise en place par Bpifrance repose principalement sur l'analyse des notations internes du portefeuille. Le modèle d'estimation des provisions collectives s'appuie sur des simulations de scénarii stochastiques qui associent à chaque contrepartie une date éventuelle de défaut et un taux de perte en cas de défaut.

La provision collective est comptabilisée au passif du bilan. A mesure que les risques surviennent, des dépréciations pour créances douteuses sont comptabilisées et portées en déduction des encours compromis, la provision collective étant reprise corrélativement.

- **Remboursements anticipés des prêts accordés à la clientèle**

Bpifrance enregistre directement en résultat les indemnités de remboursement anticipé des prêts accordés à la clientèle, à la date de réalisation.

- **Opérations de crédit-bail et assimilées**

Bpifrance exerce une activité de crédit-bail mobilier, de location financière et de crédit-bail immobilier dont une partie résiduelle est soumise au régime SICOMI.

Dans les comptes sociaux, ces opérations apparaissent au bilan dans les rubriques « crédit-bail et location avec option d'achat » et « location simple » et au compte de résultat dans les rubriques « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées », « charges sur opérations de crédit-bail et assimilées » et « produits sur opérations de location simple », « charges sur opérations de location simple ».

Les immobilisations données en crédit-bail ou en location sont portées au bilan social pour leur valeur d'achat, laquelle, pour le crédit-bail immobilier, comprend les frais d'acquisition, le coût de la construction et le prix d'achat du terrain.

L'amortissement comptable, lequel s'inscrit dans la double limite de l'amortissement fiscalement autorisé et de la dotation linéaire minimale, est calculé élément par élément, à l'exception des terrains qui ne font pas l'objet d'amortissement.

Lors du passage en douteux d'un contrat, si la valeur estimée des récupérations probables est inférieure à la valeur comptable de l'immobilisation, la différence fait l'objet d'une dépréciation inscrite dans le Produit Net Bancaire.

Les indemnités de résiliation contractuelles sont comptabilisées en « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées ». Les dépréciations destinées à couvrir les indemnités dues sont également enregistrées dans ce poste.

A cette présentation sociale est associée une présentation financière, laquelle traduit la substance économique des opérations. Les loyers sont ventilés, d'une part en intérêts et d'autre part, en amortissements du capital appelés amortissements financiers.

Au bilan financier apparaît l'encours financier égal à la valeur brute des immobilisations diminuée des amortissements financiers et des dépréciations financières.

Au compte de résultat financier apparaissent :

- dans le Produit Net Bancaire : les intérêts inclus dans les loyers courus de l'exercice et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers sains ;
- dans le coût du risque : les variations des dépréciations financières et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers douteux.

Les données financières sont retracées dans les notes 5, 40 et 41.

• Opérations sur instruments financiers

Opérations de bilan

Le portefeuille est composé de valeurs mobilières, de bons du Trésor, d'autres titres de créances négociables et d'instruments du marché interbancaire.

En fonction de la finalité économique recherchée et des risques qui leur sont attachés, les titres sont classés en quatre portefeuilles qui font l'objet de règles de comptabilisation spécifiques :

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ;
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de teneur de marché ;
- soit acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille ;
- soit l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Ils sont enregistrés à leur date d'acquisition pour leur prix d'achat frais exclus, intérêts courus inclus. A chaque date d'arrêté comptable, ils sont réévalués au prix du marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé dans le Produit Net Bancaire.

Titres de placement

Ce portefeuille est composé de titres qui ne peuvent être inscrits parmi les titres de transaction, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

Les différences entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement sont étalées sur la durée de vie résiduelle de ces titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêté des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe destinés à être détenus durablement, en principe jusqu'à l'échéance.

Ces titres sont financés par des ressources affectées ou sont couverts en taux. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus. L'écart constaté entre ce prix et la valeur de remboursement est étalé actuariellement sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. A la date d'arrêté comptable, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf éventuel risque de contrepartie.

Au cas où certains de ces titres viendraient à être cédés avant leur échéance pour un montant significatif, l'ensemble du portefeuille serait déclassé en titres de placement pour l'exercice en cours et les deux exercices suivants, sauf exceptions prévues par les textes.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les titres acquis de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion. L'activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant à l'établissement une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées. Entrent dans cette catégorie les titres détenus dans le cadre d'une activité de capital-risque ; ces titres sont comptabilisés, selon leur nature, dans les rubriques « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable ».

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Ils font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation qui affecte le Produit Net Bancaire.

Opérations de pension

Les titres reçus en pension livrée sont portés à l'actif dans un compte représentatif de la créance ainsi générée. Les produits correspondants sont enregistrés en Produit Net Bancaire.

Les titres donnés en pension livrée génèrent une dette inscrite au passif. Ils sont maintenus dans leur portefeuille d'origine et continuent d'être évalués selon les règles applicables à ce portefeuille.

Opérations de hors-bilan

Ces opérations sont recensées sur la base du montant notionnel et de la valeur de marché des contrats et sont distinguées selon leur finalité économique (cf. note 25).

Les résultats afférents à ces opérations sont constatés dans le Produit Net Bancaire.

Les opérations de couverture constituent l'essentiel des opérations négociées :

- les produits et les charges relatifs aux instruments financiers à terme destinés à couvrir, de manière identifiée dès l'origine, un élément ou un ensemble d'éléments homogènes (micro couverture¹) sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges constatés sur les éléments couverts ;
- les produits et les charges liés aux instruments permettant d'ajuster les caractéristiques des ressources aux besoins définis dans le cadre de la gestion globale des positions de taux d'intérêt ou de devises (macro couverture²) sont comptabilisés prorata temporis dans le Produit Net Bancaire.

En cas d'annulation de contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises conclus au titre de la gestion globale des positions de taux, les soultes reçues ou versées sont étalées sur la durée de vie résiduelle du contrat annulé.

En ce qui concerne les opérations constitutives de positions ouvertes isolées :

- les opérations négociées sur un marché organisé ou assimilé sont évaluées à chaque date d'arrêté comptable. Les gains ou pertes correspondants affectent directement le Produit Net Bancaire ;
 - les résultats des opérations négociées sur un marché de gré à gré sont enregistrés selon la nature des instruments, soit au dénouement des contrats, soit prorata temporis. Les pertes latentes constatées à la date d'arrêté affectent le Produit Net Bancaire.
- **Titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme**

Ces titres sont inscrits au prix d'acquisition, frais exclus.

Participations, parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont des valeurs donnant des droits dans le capital d'une entreprise. Leur possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise qui les détient, soit parce qu'elle permet d'exercer une influence notable sur la société émettrice, soit parce qu'elle est l'expression d'une relation de partenariat.

Ces titres sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Celle-ci peut notamment être déterminée en fonction de la valeur de marché, de la valeur d'actif net, des perspectives d'activité de la société émettrice, des perspectives de réalisation, de la conjoncture économique. Si cette valeur est inférieure à leur valeur comptable, les titres font l'objet d'une dépréciation constatée en « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

¹ opérations en devises (contrats d'échange de devises et/ou de taux).

² En macro couverture sont recensées les opérations sur instruments fermes ou conditionnels de taux d'intérêts et de devises mises en place dans le cadre de la gestion globale des positions de Bpifrance.

Autres titres détenus à long terme

Il s'agit d'investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence sur la gestion de celle-ci en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus. Ces titres sont évalués selon la méthode retenue pour les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

• Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont des actifs amortissables ou non amortissables desquels l'entreprise attend des avantages économiques futurs.

L'amortissement d'une immobilisation est la répartition systématique de son montant amortissable en fonction de son utilisation.

La dotation aux amortissements se trouve dans le poste "Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles" du compte de résultat.

Les amortissements dérogatoires résultant de l'application du Code Général des Impôts sont enregistrés dans la rubrique "Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées" du compte de résultat.

• Fonds de garantie et ressources nettes d'intervention à l'innovation

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, l'Etat met à la disposition de Bpifrance des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part.

Les ressources accordées par l'Etat figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés par ces activités d'intérêt économique général sont :

- à l'actif, les aides au financement de l'innovation (cf. note 10) et les dotations à recevoir (cf. note 11) ;
- au passif, les fonds de garantie (cf. note 20) et les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 21) ;
- au hors-bilan, les garanties données (cf. note 25).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dette puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le groupe, ils sont classés au passif du bilan dans des rubriques spécifiques intitulées « Fonds de garantie publics » et « Ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

Ils sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 20.2 et 21.2, ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est regroupé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

- **Fonds pour Risques Bancaires Généraux**

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est doté à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des charges et à des risques de nature exceptionnelle relevant de l'activité bancaire.

- **Opérations en devises**

Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au cours en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les différences résultant de la réévaluation des positions de change sont constatées dans le Produit Net Bancaire.

- **Intérêts et Commissions**

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus.

Les commissions et frais de dossier, s'ils sont non significatifs, ne donnent pas lieu à étalement.

- **Charges d'emprunts**

Les frais d'émission et les primes de remboursement ou d'émission sont étalés sur la durée de l'emprunt. La charge en résultant est constatée dans le Produit Net Bancaire.

La charge annuelle d'intérêts des emprunts à taux progressif ou à coupon unique est comptabilisée sur la base du taux de revient actuariel de l'emprunt.

- **Situation fiscale**

Bpifrance est la société mère du groupe d'intégration fiscale comprenant les sociétés Bpifrance Investissement, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Bpifrance Courtage et Auxifinances. Bpifrance est bénéficiaire de l'économie globale d'impôt, produit ou charge, réalisée par le groupe d'intégration fiscale du fait de l'application du régime de l'intégration.

- **Engagements en matière de retraite et autres engagements sociaux**

Avantages postérieurs à l'emploi

Ils recouvrent les indemnités de fin de carrière, les compléments de retraite bancaire et les frais de santé postérieurs à l'emploi.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

- Régime à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations définies (en charge) à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel pendant les périodes considérées.

- Régime à prestations définies

Les obligations, couvertes par un contrat d'assurance, sont évaluées selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation (taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit).

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédit projetées). La comptabilisation des obligations tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des obligations et des éléments actuariels.

Les charges relatives aux régimes à prestations définies sont constituées du coût des services rendus de l'année, des intérêts sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies (au taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit), des cotisations aux régimes de l'employeur et des prestations payées.

Les éventuels écarts actuariels (réévaluations), les rendements des actifs du régime (hors intérêts) et les conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes sont comptabilisés en résultat.

Autres avantages à long terme

- Prime de médaille d'honneur du travail

Les salariés du groupe se voient octroyer des primes pour l'obtention de médailles d'honneur du travail. Ces engagements sont provisionnés sur la base de l'accord signé le 15 décembre 2011.

- Retraite complémentaire

L'accord professionnel AFB du 13 septembre 1993 sur la réforme des régimes de retraite de la profession bancaire s'applique au personnel de Bpifrance. Le paiement d'un complément de pension bancaire et d'abattements non pris en charge par les caisses d'accueil au titre des droits acquis par ce personnel au 31 décembre 1993 est assuré par un fonds de réserve dont le montant est suffisant pour couvrir les besoins.

- Départs anticipés

Au titre des départs anticipés, Bpifrance est engagé vis-à-vis de son personnel. Ces engagements sont provisionnés.

Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles de mortalité se basent sur les tables statistiques de mortalité publiques.

Les modalités de rotation de l'emploi (turnover) évoluent principalement en fonction de l'âge du salarié à partir de données statistiques historiques.

Le taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, a été déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Les hypothèses économiques concernant le taux annuel de progression des salaires et le taux de revalorisation des engagements de médaille du travail font également partie des hypothèses actuarielles.

- **Note 2 - Faits significatifs de l'exercice et évènements postérieurs à la clôture**

2.1 Faits significatifs de l'exercice

2.1.1 Impact de la crise sanitaire

L'exercice 2020 a été marqué par une crise sanitaire sans précédent liée à la Covid-19. Cette pandémie a continué d'affecter les activités économiques et sociales en 2021, même si ses répercussions économiques ont été globalement plus mesurées.

Investi d'une mission d'intérêt général de financement et de développement des entreprises, en appui des politiques publiques, Bpifrance est pleinement engagé dans le soutien des entreprises françaises pendant cette période.

Comme en 2020, le contexte économique impose l'application d'ajustements méthodologiques au modèle de calcul de la provision collective de Bpifrance. Des ajustements sectoriels ont donc été réalisés sur les entreprises du tourisme, de l'industrie et des énergies photovoltaïques. Bpifrance a également comptabilisé un ajustement sur les entreprises ayant bénéficié d'un PGE, afin de tenir compte de la capacité de ces dernières à rembourser leurs dettes.

2.1.2 Souscription à l'augmentation de capital de Bpifrance Participations

Le 17 décembre 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire de Bpifrance Participations décidait et fixait les conditions et modalités d'une augmentation de capital à concurrence de 2 389 770 390 euros, par l'émission de 362 635 871 actions d'une valeur nominale de 6,59 euros et création d'une prime d'émission globale de 610 229 610 euros.

Le 19 mai 2021, Bpifrance a souscrit intégralement aux 362 635 871 actions nouvelles, pour un prix de souscription total de 3 000 000 000 euros, libéré en numéraire à hauteur de 1 207 672 208 euros.

2.2 Evènements postérieurs à la clôture

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a entraîné une instabilité des marchés financiers et de l'économie en général, ainsi que la mise en œuvre de sanctions par la communauté internationale.

Du fait de sa vocation à financer principalement les entreprises françaises, les expositions directes du groupe Bpifrance sur la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont très limitées, de l'ordre de 10 M€. Ces 10 M€ se décomposent environ pour moitié en risque net d'expositions liées à des crédits export finançant des acheteurs ukrainiens dans le cadre du soutien apporté par Bpifrance aux exportateurs français. Le reste concerne des positions en capital prises par une filiale de Bpifrance Participations dans trois entités russes non visées à date par des sanctions européennes ou américaines. Cependant, ces opérations en capital ont été réalisées aux côtés d'un partenaire russe, visé à présent par des sanctions européennes et américaines. Bpifrance a pour objectif de sortir au plus vite de ce partenariat et/ou des actifs russes, dans le respect des sanctions applicables.

L'impact de cette crise sur l'économie, dont nous ne pouvons mesurer à ce jour les effets de façon certaine et définitive, pourra avoir des conséquences sur l'activité, la rentabilité voire la solvabilité des entreprises clientes ou investies. Les entretiens récemment réalisés avec les contreparties significatives de Bpifrance ne font pas ressortir d'enjeux critiques pour elles à ce

stade, susceptibles de générer des provisions et/ou des dépréciations particulières des actifs de Bpifrance au 31/12/2021.

En outre, il convient de rappeler que le groupe Bpifrance comprend l'entité juridique Bpifrance Assurance Export, qui agit au nom, pour le compte et sous le contrôle de l'Etat français au regard du soutien des exportations françaises. A ce titre, cette entité est impliquée dans la négociation, la mise en œuvre et le suivi de ces soutiens publics aux exportations françaises. Ces expositions, directement portées par l'Etat (et non sur le bilan de Bpifrance), représentent un peu plus de 580 M€ sur la Russie et environ 1,1 Md€ sur l'Ukraine.

- **Note 3 - Créances sur les établissements de crédit**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes à vue et prêts au jour le jour	538,9	554,9
Comptes et prêts à terme	301,5	280,0
Prêts subordonnés	0,0	0,0
Titres reçus en pension	0,0	0,0
Créances douteuses		
. <i>Montant brut</i>	0,0	0,0
. <i>Dépréciations</i>	0,0	0,0
Montant net créances douteuses	0,0	0,0
Créances rattachées	0,2	0,2
Total (*)	840,6	835,1
(*) dont prêts de refinancement de filiales ou participations	268,4	242,0

Ventilation des encours sains (hors créances rattachées) selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Encours sains	561,4	22,2	111,2	145,6
	840,4			

● **Note 4 - Opérations avec la clientèle - Actif**

Cette note décrit les opérations de prêt moyen long terme et de financement des créances court terme.

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Créances commerciales	88,4	123,4
Comptes ordinaires débiteurs (hors AFT)	24,6	19,4
Crédits de trésorerie	2 126,2	3 367,4
Crédits à l'équipement	15 613,8	16 065,4
<i>dont crédits restructurés</i>	350,5	212,9
Comptes ouverts auprès de l'Agence France Trésor	5 894,6	5 545,0
Crédit export	584,5	441,1
Autres crédits et prêts subordonnés	14 512,4	13 733,5
<i>dont crédits restructurés</i>	257,8	168,0
Prêts à la clientèle financière	18,8	14,6
Créances douteuses		
. <i>Montant brut (1)</i>	2 035,4	1 692,8
. <i>Dépréciations</i>	-480,8	-367,3
. <i>Fonds de garantie affectés appelables (2)</i>	-514,8	-418,6
Montant net créances douteuses	1 039,8	906,9
Créances rattachées	41,2	68,5
Total (3)(4)	39 944,3	40 285,2
(1) A vant déduction des garanties éventuelles		
(2) Ce poste représente les dépréciations constituées sur les fonds de garantie		
(3) Compte non tenu de la provision collective figurant au passif du bilan		
(4) Dont créances éligibles auprès de l'Euro système (BCE)	9 222,4	7 945,1

Le montant global des créances douteuses est ventilé comme suit :

(en millions d'euros)	Encours douteux	Encours douteux compromis	TOTAL
Encours	412,5	1 622,9	2 035,4
Dépréciations	0,0	-480,8	-480,8
Fonds de garantie affectés appelables	-280,8	-234,0	-514,8
Montant net	131,7	908,1	1 039,8

Ventilation des encours (hors créances rattachées) au 31 décembre 2021

- Selon la durée restant à courir

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Encours sains	7 805,9	5 618,7	16 528,0	8 910,7
	38 863,3			

- Par secteurs d'activité économique

(en millions d'euros)	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	TOTAL
Encours sains	3 536,0	8 522,0	23 695,0 (*)	1 220,0	1 890,3	38 863,3
Encours douteux	213,0	554,0	1 084,0	80,4	104,0	2 035,4
Dépréciations	-70,0	-120,0	-253,0	-16,8	-21,0	-480,8

(*) Dont 5 894,6 millions d'euros auprès de l'Agence France Trésor

- Par grands types de contrepartie

(en millions d'euros)	Administrations centrales	Ets de crédit	Institutions non Ets de crédit	Entreprises	Clientèle de détail	TOTAL
Encours sains	6 481,4	3,6	1 013,8	31 363,3	1,2	38 863,3
Encours douteux	7,0	0,0	54,5	1 973,9	0,0	2 035,4
Dépréciations	0,0	0,0	0,0	-480,8	0,0	-480,8

Titrisation

Au cours de l'exercice 2019, Bpifrance a titrisé 2 001 millions d'euros de prêts moyen long terme à la clientèle (PLMT). En novembre 2021, l'encours titrisé est rechargé à hauteur de 1 461 millions d'euros.

Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du Fonds Commun de Titrisation (FCT) auquel les créances ont été cédées. Cette opération permet de convertir les prêts cédés en titres éligibles aux opérations de refinancement à long terme de la BCE (TLTRO) et de bénéficier ainsi de coûts de refinancement avantageux.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent à l'actif du bilan, au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 3 450 millions d'euros au 31 décembre 2021 (1 988 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Une seconde opération de ce type a été réalisée sur l'exercice 2020 et concerne 2 002 millions d'euros de prêts sans garantie (PSG).

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 2 002 millions d'euros au 31 décembre 2021 (2 002 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Afin d'optimiser le traitement opérationnel de son offre digitale de prêts à destination des TPE et PME, Bpifrance titrise l'ensemble des prêts Rebond distribués via sa plateforme digitale. Ici encore, Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du FCT.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 238 millions d'euros au 31 décembre 2021 (190 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Bpifrance titrise selon le même schéma l'ensemble de son offre digitale de Prêts d'Honneur, lancée à destination des porteurs de projets accompagnés par les réseaux d'accompagnement.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 57 millions d'euros au 31 décembre 2021 (12 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Bpifrance conservant par le biais de ses souscriptions l'ensemble des risques et avantages sur ces crédits, les opérations ne sont pas déconsolidantes comptablement. Les FCT sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Bpifrance.

● Note 5 - Opérations de crédit-bail et location simple

Flux enregistrés au cours de l'exercice 2021

(en millions d'euros)	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobiliers	TOTAL
Montant brut des immobilisations au 31/12/2020	7 572,8	3 648,5	11 221,3
Entrées	648,8	566,7	1 215,5
Sorties	-469,4	-563,1	-1 032,5
Montant brut des immobilisations au 31/12/2021	7 752,2	3 652,1	11 404,3
Amortissements cumulés au 31/12/2021	-2 472,6	-2 253,6	-4 726,2
Dépréciations cumulées au 31/12/2021 (*)	-892,9	-2,4	-895,3
Fonds de garantie affectés cumulés au 31/12/2021	-7,8	-3,1	-10,9
Montant net des immobilisations au 31/12/2021	4 378,9	1 393,0	5 771,9
Créances nettes	181,5	113,5	295,1
Sous Total	4 560,4	1 506,5	6 066,9
Réserve latente	48,7	465,7	514,4
Encours financier net au 31/12/2021	4 609,1	1 972,2	6 581,3
(*) Dont - Provisions Art. 64 du Régime Sicomi	-3,8	0,0	-3,8
- Provisions Art. 57	-861,7	0,0	-861,7

- Note 6 - Portefeuille titres

6.1 Flux enregistrés au cours de l'exercice 2021

(en millions d'euros)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2020	9 630,8	5 077,1	929,8
Entrées	1 139,7	4 875,5	55,1
Sorties	-649,9	-3 194,0	-829,8
Amortissement des surcotes/décotes	0,0	0,0	0,0
Variation des créances rattachées	-12,8	-0,4	0,0
Montant brut au 31/12/2021	10 107,8	6 758,2	155,1
Dépréciations cumulées au 31/12/2021 (*)	-23,1	-21,0	-0,7
Montant net au 31/12/2021	10 084,7	6 737,2	154,4

(*) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Le tableau ci-dessous détaille la partie des titres détenus en emploi des fonds de garantie :

(en millions d'euros)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2021	18,6	27,2	155,1
Créances Rattachées au 31/12/2021	0,0	0,1	0,0
Dépréciations cumulées	0,0	-1,6	-0,7
Montant net au 31/12/2021	18,6	25,7	154,4

Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	TOTAL
Effets publics et valeurs assimilées	0,0	431,4	5 681,9	3 908,0	63,4	10 084,7
Obligations et autres titres à revenu fixe	4,0	1,5	287,6	6 440,4	3,7	6 737,2
	4,0	432,9	5 969,5	10 348,4	67,1	16 821,9
	16 754,8					

6.2 Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(en millions d'euros)	31/12/2021					31/12/2020	
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		TOTAL	TOTAL
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés		
Placement	2 349,0	833,7	5 757,8	154,4	0,0	9 094,9	7 788,2
Investissement	7 735,7	145,7	0,0	0,0	0,0	7 881,4	7 833,6
Total	10 084,7	6 737,2	(*)	154,4		16 976,3	15 621,8

(*) Dont : - Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : 0,0
- Titres émis par d'autres émetteurs : 6 737,2 millions

Au 31 décembre 2021, 13 020,06 M€ de titres sont donnés en pension livrée contre 13 266,78 M€ au 31 décembre 2020 (montants exprimés en valeur nette comptable).

Les titres de placement ne font l'objet d'aucune dépréciation au titre du risque de contrepartie

6.3 Transferts entre portefeuilles et cession de titres d'investissement avant échéance

Au cours de l'exercice, il n'y a eu ni transfert de titres entre portefeuilles, ni cession significative de titres d'investissement avant échéance.

6.4 Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	9 139,7	9 114,4	-25,3	-44,8	19,6
Titres d'investissement (*)	7 881,4	8 242,8	361,4		

(*) Les titres du portefeuille d'investissement, principalement des OAT, participent à la gestion globale des positions de liquidité et de taux d'intérêt de l'Etablissement avec un objectif général de couverture des risques. Ils permettent notamment de satisfaire les besoins de titres résultant du processus de sécurisation des opérations interbancaires et des systèmes d'échange.

- Note 7 - Participations et autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées

7.1 Flux enregistrés au cours de l'exercice 2021

(en millions d'euros)	Participations	Autres titres détenus à long terme	Parts dans les entreprises liées
Montant brut au 31/12/2020	14,1	36,6	18 495,6
Entrées et autres mouvements (1)	0,0	0,0	3 000,0
Sorties et autres mouvements	-3,9	-0,6	0,0
Variation des créances rattachées	0,0	0,0	-4,5
Montant brut au 31/12/2021	10,2	36,0	21 491,1
Dépréciations cumulées au 31/12/2021	0,1	0,0	-0,2
Montant net au 31/12/2021 (2)	10,3	36,0	21 490,9
(1) Cf. Note 2.1.2 faits significatifs			
(2) Dont : - Titres cotés	0,0	0,0	0,0
- Titres non cotés	10,2	35,9	21 490,9

7.2 Participations et filiales

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Informations financières									
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA hors taxes ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A- Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 10% du capital de la société										
1. Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
	SIREN	Adresse								
AUX-FINANCES	352780605	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	57 168	57 168	12 149	-	13 974	2 390	2 500
Bpifrance Régions	319 997 466	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	99,99%	9 797	9 797	2 448	-	6 219	2 970	-
SCI TOPOR MONTAUBAN	340905389	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	270	45	156	-	-	81	-
SCI BPIFRANCE	380974089	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	105	105	12 157	-	24 459	364	-
BPIFRANCE COURTAGE	351596572	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	3 034	3 034	-	-	8 854	1 454	1 198
FCT BPIFRANCE SME 2019-1		27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	58	58	11 150	-	1 256	5 156	-
FCT BPIFRANCE SME 2020-1		27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	95	95	4 200	-	7 208	4 456	-
BPIFRANCE PARTICIPATIONS	509 584 074	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	21 375 378	21 375 378	-	-	9 718	506 044	350 000
BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT	815 276 308	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	100,0%	30 000	30 000	-	-	48 202	3 229	3 000
2. Participations (10 à 50% du capital détenu)										
	SIREN	Adresse								
ALSABAIL	718 504 004	7, place Sébastien Brant, 67000 STRASBOURG	40,7%	5 365	5 365	266 458	-	5 669	1 957	115
CNRS INNOVATION	388 461 154	83, bld Exelmans, 75016 PARIS	30,4%	343	343	-	-	9 074	237	-
IFCIC	327 821 609	46, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS	25,5%	3 160	3 160	-	-	5 939	1 636	-
S.I.A.G.I.	775 691 074	2, rue Jean-Baptiste Pigalle, 75009 PARIS	15,4%	4 165	4 165	-	-	10 894	882	-
SEML CORREZE EQUIPEMENT	502.687.817	9, rue René et Emile Fages 19 000 TUILLE	10,7%	200	123	-	-	410	24	-
SOGAMA	352 086 003	75 Rue Saint-Lazare, 75008 Paris	40,9%	8 630	8 630	-	-	1 369	10	-
B- Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 10% du capital de la société										
1. Filiales non reprises au paragraphe A										
a. Filiales françaises (ensemble)										
b. Filiales étrangères (ensemble)										
2. Participations non reprises au paragraphe A										
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)										
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)										

7.3 Opérations avec les entreprises liées et les participations

(en millions d'euros)

CREANCES	31/12/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit	268,8	245,9
Clientèle	39,8	30,2
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 465,7	4 004,5
DETTES		
Etablissements de crédit	106,8	106,8
Clientèle	0,0	0,0
Dettes représentées par un titre	24,1	20,1
Dettes subordonnées	0,0	0,0
ENGAGEMENTS DONNES		
<i>Engagements de financement</i>		
- Etablissements de crédit	20,0	10,0
- Clientèle	0,0	0,0
<i>Engagements de garantie</i>		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	1 176,3	1 205,8
<i>Engagements sur titres</i>		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	0,0	0,0

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

● Note 8 - Actions propres

(en millions d'euros)

	31/12/2021			31/12/2020		
	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres de placement	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres immobilisés	2 198 615	64,1	64,1	1 450 880	42,3	42,3
Total	2 198 615	64,1	64,1	1 450 880	42,3	42,3

Valeur nominale de l'action : 8 euros

● **Note 9 - Immobilisations incorporelles et corporelles**

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles		
		Terrains et Constructions		Autres
		d'exploitation	hors exploitation	
Montant brut au 31/12/2020	381,4	42,7	0,6	44,9
Acquisitions	163,6	6,0	0,0	5,1
Sorties	-112,4	-15,6	-0,1	-5,1
Montant brut au 31/12/2021	432,6	33,1	0,5	44,9
Amortissements cumulés au 31/12/2021	-274,0	-18,9	-0,4	-33,7
Montant net au 31/12/2021	158,6	14,2	0,1	11,2
Total	158,6	25,5		

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement annuel calculé selon le mode linéaire pour les immeubles et le mobilier et dégressif pour le matériel informatique en fonction de leur durée de vie, soit :

- Logiciels : de 1 à 5 ans
- Immeubles : de 25 à 55 ans
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans
- Matériel informatique : 4 ans

Le montant des amortissements dérogatoires s'élève à 24,3 M€ au 31 décembre 2021.

● **Note 10 - Aides au financement de l'innovation**

(en millions d'euros)

Fonds	Montants bruts sains	Montants bruts douteux	Dépré- ciations	Fonds de garantie affectés	TOTAL 31/12/2021	TOTAL 31/12/2020
Aides à l'innovation - ISI (*)	358,3	225,7	0,0	-223,6	360,4	468,2
PMII - ISI 2008 (*)	14,4	189,4	0,0	-189,1	14,7	80,8
FRGI (*)	19,1	5,0	0,0	0,0	24,1	27,9
DEEP TECH Fonds Innovation Industrie	47,2	0,0	0,0	0,0	47,2	23,0
Aides sur financement partenaires	29,9	39,1	0,0	0,0	69,0	71,6
FNI-FISO (*)	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,7
FGI PIA4 AGI (*)	22,6	0,1	0,0	-0,1	22,6	0,0
FII AI COEFF (*)	13,0	0,0	0,0	0,0	13,0	0,0
Total	505,0	459,3	0,0	-412,8	551,5	672,2

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AII, Agence pour l'Innovation Industrielle

FRGI : Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation

FNI-FISO : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

FGI PIA4 AGI : Aides Guichet à l'Innovation

FII AI COEFF : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie de l'Aide à l'Innovation à coefficient

- **Note 11 - Autres actifs**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Marges de garantie versées sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	126,9	205,5
Primes sur instruments conditionnels achetés	0,0	0,0
Subventions à recevoir sur opérations de crédit-bail	1,1	1,7
Dotations à recevoir sur fonds de garantie	99,7	203,7
Dotations à recevoir sur financement d'aides à l'innovation	66,6	100,0
Dotation à recevoir prêts bonifiés	59,3	95,0
Créances fiscales	175,5	81,0
Autres débiteurs divers	199,2	106,9
Comptes de stocks et emplois divers	0,4	0,4
Total	728,7	794,2

- **Note 12 - Comptes de régularisation – Actif**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs à l'encaissement	1,2	1,6
Comptes d'ajustement d'opérations de hors-bilan en devises (1)	14,6	0,0
Frais d'émission sur emprunts à étaler	19,5	20,4
Primes d'émission sur emprunts à étaler	62,4	74,7
Charges diverses constatées d'avance	179,9	132,3
Produits à recevoir sur instruments financiers à terme (2)	84,7	79,7
Produits à recevoir sur opérations de crédit-bail	3,4	3,5
Prélèvements en instance sur crédits moyen et long terme	7,4	8,2
Commissions de garantie EPIC Bpifrance à étaler	13,5	19,5
Autres	66,2	73,8
Total	452,8	413,7

(1) Dans ce poste sont enregistrés les écarts de réévaluation des opérations de hors-bilan mises en place à des fins de couverture des opérations de bilan

(2) Ces produits représentent essentiellement le cumul du différentiel positif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt

● **Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	106,8	107,1
Emprunts au jour le jour	0,0	0,0
Emprunts à terme	363,3	834,7
. dont ressources Livret Développement Durable (LDD)	300,0	750,0
. dont emprunts KfW et BDCE	35,6	51,1
Refinancement auprès de la BCE (TLTRO III)	20 800,0	14 800,0
Titres donnés en pension livrée (1)	435,3	3 216,3
Dettes rattachées (2)	-218,2	-71,1
Total	21 487,2	18 887,0
(1) Dont - Effets publics - Obligations et autres titres à revenu fixe	435,3 0,0	3 216,3 0,0
(2) La rémunération d'une partie des dettes envers les établissements de crédit est à taux négatif		

Ventilation des dettes (hors dettes rattachées) selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)			
D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
544,4	10 019,7	11 133,8	7,5
21 705,4			

- **Note 14 - Opérations avec la clientèle – Passif**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Emprunt auprès de l'EPIC Bpifrance	841,6	1 346,0
Dépôts de garantie	1 037,3	985,8
Comptes ordinaires créditeurs (*)	244,5	229,5
Avance Actionnaire Etat : Fonds de Garantie à Capital Préservé	202,6	202,6
Fonds reçus en instance d'affectation		
. Financement court terme	65,4	161,0
. Crédits à moyen et à long terme	49,8	73,3
Autres sommes dues	0,6	14,4
Total	2 441,8	3 012,6
(*) Dont EPIC Bpifrance	1,1	27,7

Ventilation des comptes créditeurs de la clientèle selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)			
D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
505,0	326,5	1 308,5	301,8
2 441,8			

- **Note 15 - Dettes représentées par un titre**

Ventilation des encours selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Dettes rattachées	TOTAL
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	3 121,3	1 851,2	0,0	0,0	-9,1	4 963,4
Emprunts Obligataires	200,0	3 257,0	16 365,0	11 311,0	131,5	31 264,5
Total	3 321,3	5 108,2	16 365,0	11 311,0	122,4	36 227,9

● **Note 16 - Autres passifs**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Versements à effectuer sur titres non libérés (*)	1 792,3	0,0
Dettes fiscales et sociales	164,7	114,8
Marges de garantie reçues sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	177,7	150,7
Primes sur instruments conditionnels vendus	42,4	39,0
Avances preneurs	287,7	260,6
Subventions d'équipement sur opérations de crédit-bail	19,0	22,5
Fournisseurs de crédit-bail	57,5	53,0
Autres créditeurs divers opérations de crédit-bail	10,8	0,5
Clients commissions de garantie perçues d'avance	-0,2	-0,5
Contentieux à payer sur fonds de garantie	725,6	790,9
Dotation enveloppe prêts bonifiés	193,9	198,6
Autres créditeurs divers	233,5	152,0
Avances diverses	0,2	3,7
Total	3 705,1	1 785,8

(*) cf. note 2.1.2

● **Note 17 - Comptes de régularisation – Passif**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations Prêt Participatif de Développement à étaler	300,5	253,0
Comptes d'ajustement d'opérations de hors-bilan en devises (1)	0,0	20,4
Soulttes liées à des opérations de négociation ou résiliation de contrats d'échange de taux d'intérêt	4,8	8,9
Autres produits constatés d'avance	292,2	333,7
Charges à payer sur instruments financiers à terme (2)	55,5	53,9
Provisions pour congés payés	42,3	37,4
Loyers de crédit-bail comptabilisés d'avance	73,7	70,9
Subventions à verser sur aides à l'innovation	91,4	75,8
Commissions de garantie constatées d'avance	453,7	442,3
Comptes d'attente Innovation	14,5	14,5
Trésorerie pour compte de tiers	689,0	381,3
Divers	507,2	467,6
Total	2 524,8	2 159,7

(1) Dans ce poste sont enregistrés les écarts de réévaluation des opérations de hors-bilan mises en place à des fins de couverture des opérations de bilan

(2) Ces charges représentent essentiellement le cumul du différentiel négatif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt.

- **Note 18 - Provisions**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Provisions pour risques de crédit	535,7	634,1
Provisions pour engagements sociaux (*)	25,3	25,3
Provisions liées à l'activité innovation	9,5	9,5
Autres	63,4	15,6
Total	633,9	684,5

(*) Les indemnités de fin de carrière sont couvertes par un contrat d'assurance dont l'actif s'élève à 29,9 M€.

- **Note 19 - Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Fonds de réserve (*)	11,7	12,5
Dépôts de garantie à caractère mutuel	7,2	7,2
Dettes rattachées	0,0	0,0
Total	18,9	19,7

(*) Ce fonds de réserve a été constitué par les actionnaires de l'ex OSEO garantie et a pour vocation d'assurer la couverture des prêts garantis qui lui sont adossés. Son remboursement est subordonné à une décision des actionnaires.

● **Note 20 - Fonds de garantie publics**
20.1 Situation comptable des fonds de garantie

(en millions d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotation 2021	Remboursement et re-déploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contentieux et intérêts à payer	Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
Fonds de réserve								
FONDS DE RÉSERVE	617 966	0	-2 653	22 44	617 558	0	0	617 558
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	262 960	0	-1 574	93 8	262 324	0	0	262 324
AFT (Agence France Trésor)								
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	-14 846	0	0	50 9	-14 336	5 855	-41	-8 522
TEXTILE	28	0	0	-1 8	10	0	0	10
CREATION PME ET TPE	535 184	0	-59 464	-5 383	470 337	2 854 83	25 840	7 816 59
PRÊT A LA CREATION D'ENREPRISE (PCE)	5 959	0	0	131	6 090	53	0	6 143
TRANSMISSION PME ET TPE	262 217	0	-21 713	-2 932	237 573	13 03 80	14 426	3 823 79
RENFORCEMENT STRUCT.FIN PME TPE	-2 205	0	0	-33 9	-2 544	127 44	110	10 310
RTCC	10 165	0	0	96 2	11 126	11 809	172	23 10 8
RENFORCEMENT DE LA TRÉSORERIE	90 260	0	-28 46 8	16 8	61 961	2 980 6	2 392	94 15 8
RSF RECONVERSION	12 289	0	0	47	12 336	196	2	12 53 4
INNOVATION DES PME ET TPE	2 891 2	0	157 4	85 4	3 134 0	41 186	1 671	74 19 7
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	24 201	0	-12 680	22 7	11 748	25 70	-2 8	14 29 0
INTERNATIONAL COURT TERME	11 107	0	0	1 208	12 315	9 59	-2 6	13 24 8
AFFACTURAGE	7 051	0	0	21 7	7 268	5 95	41	7 904
FASEP	7 120 1	0	6 667	-2 63 7	75 231	25 56	-3	77 7 83
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	107 2	0	0	4	107 6	0	0	107 6
GARANTIE FONDS PROPRES - FBI 2003/2004	78	0	0	0	79	0	0	79
GARANTIE FONDS PROPRES - FBI 2007/2009	70 11	0	0	51	70 61	251	58 4	7 897
GARANTIE FONDS PROPRES - FBI 2010/2012	93 75	0	0	142	95 17	195	4	9 716
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	105 43	0	0	30 8	108 51	10 13	1 880	13 75 5
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	32 970	0	0	-40	32 930	28 36	-13 6	35 630
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORÇAGE	57 130	0	0	-50 10	52 120	12 004	4 611	68 736
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	277	0	0	1	278	0	0	278
BIO TECHNOLOGIE GARANTIE	18 707	0	0	23 4	18 940	251	-5 6	19 13 6
FINANCEMENTS STRUCTURES	3 163 2	0	0	35 7	3 198 9	0	-4 6	3 194 3
CONTRAT DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (RHG)	56 752 0	0	-22 000	-5 59 6	539 923	12 43 02	27 95 8	692 184
so us-total	1 777 838	0	-13 608 4	-16 535	1 625 219	66 504 4	79 365	2 369 631

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
PPMTR	47562	0	0	-829	46733	8516	138	55387
PRETSVERTS	48911	0	0	1113	50023	1566	-5	51584
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	7741	0	0	48	7790	101	-2	7888
PPD BOIS	7386	0	0	-172	7214	880	0	8095
PRÊT ECOENERGIE (PEE)	23481	0	0	-44	23438	1025	104	24567
PREFINANCEMENT CICE	1038	0	0	4	1042	4	0	1045
PRÊT POUR L'INNOVATION	98173	2500	0	-1459	99214	24584	9542	133340
PRÊT NUMERIQUE	36491	0	0	-490	36001	3642	4	39647
PIPC	1065	0	0	552	1616	81	3	1700
SOFRED	9169	0	0	-336	8833	2092	0	10925
PRÊT ROBOTIQUE	33312	0	0	-475	32837	5239	550	38626
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1619	0	0	1	1619	118	0	1737
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	20995	0	0	1017	22012	4785	174	26971
PRÊT MERTZ	29711	0	0	86	29797	3378	1071	34246
PRÊT D'AMORCEMENT MESSIEMMENT	54024	10730	15420	-4616	75558	11294	15592	102444
PRÊT BENEFICIAIRES ET QUATRIERS	2025	0	0	8	2033	59	0	2092
PRÊT CROISSANCE VEHICULE	4996	0	0	-2778	2218	1098	314	12630
REINFORCEMENT TRESORERIE SECUR ELEVAEE	11308	0	0	705	12013	2327	522	14861
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	59233	0	0	-11545	47688	30486	5753	83927
PRÊT TRIERBOIS	10118	0	0	50	10168	0	54	10222
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	10111	0	0	49	10160	0	69	10229
CREATIK/K2019	28271	0	26871	1885	57027	7295	24085	88407
DEV/K/K2019	297	0	81	554	932	3817	9663	14412
TRANSIK/K2019	21240	0	16621	2145	40006	6743	15864	62612
BNF TRESORIK	1254	0	926	771	2951	3214	2247	8412
INTERDEV/KIK	10	0	4	-165	-150	483	271	604
CREACG	33271	0	27453	3839	64563	15139	42976	122678
CREAENI	4309	0	5140	559	10008	2722	7986	20716
sous-total	607121	13230	92516	-9523	703344	149688	136975	990004

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
TRANSOG	1558	0	1592	164	3345	715	2493	6223
DEVICG	411	0	208	279	898	2647	5615	9460
RTCG	2404	0	455	243	2772	1237	1330	5339
AVANCE+OU TREMER	7450	0	0	101	7550	132	-4	7678
SurgarantieRTTPE-PMECovid19	31771	0	-1066	-3045	27660	3478	19	31658
SurgarantieRTETICovid19	32467	0	-66	280	32381	0	180	32561
SurgarantieLCC TPE-PMECovid19	5910	0	-14	303	6200	0	0	6200
SurgarantieLCCETICovid19	1285	0	19	6	1310	0	1	1311
RTTPE-PMECovid19	7346	0	0	-183	7162	298	22	7483
RTETICovid19	21386	0	51	98	21535	0	27	21562
LCC TPE-PMECovid19	585	0	0	2	587	0	0	587
LCCETICovid19	561	0	-5	-1034	-478	1036	0	558
GarantieAUTOUTPME	111256	0	1426	-6248	106464	14648	1486	122598
GarantieAUTOUTETI	327386	0	-346	-44128	282942	61394	11578	355884
RTAUTOMOBILE	23063	0	0	84	23147	0	0	23147
PRÊT MER TADOME BPIRANCE	10011	0	0	-506	9504	640	805	10949
PRÊT METHANISATION INJECTION	10010	0	0	39	10049	0	44	10093
France NUMERIQUE	25740	0	0	0	25740	0	0	25740
PRÊT EDONOME D'ENERGIE (FD S PEE)	15006	0	10000	33	25039	0	165	25204
PRÊT MER TH	133000	0	0	196	133196	800	1461	148457
PRÊT CROISSANCE RELANCE	45000	0	22000	1060	68060	0	8640	76701
DEVELOPPEMENT RELANCE	0	1806	0	90	1896	183	2390	4469
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	0	616	0	1	616	0	0	616
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT RELANCE	0	213	0	17	230	0	97	327
PRÊT D'HONNEUR RENFORT RELANCE	0	6000	6000	0	12000	0	0	12000
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE RELANCE	0	12500	12500	0	25000	0	0	25000
Création Standant Relance Caspar Cas	0	22491	0	40	22532	0	-1	22530
Création Standant Relance Contrat	0	26924	0	291	27215	67	2017	29299
Transmission Relance	0	24787	0	38	24825	0	-8	24817
Transmission Relance Contrat	0	1554	0	-59	1495	73	81	1649
sous-total	813 006	96 891	52 754	-51 838	910 812	87 348	50 838	1 049 000

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2021	Contenu des intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
CréationEx-NihiloRelanceContrat	0	4477	0	0	4477	8	-1	4484
GARANTE DEFONDS PROPRES RELANCE	0	75000	0	29	75029	0	0	75029
GARANTE MERIE	0	12000	0	2	12002	0	5	12007
CréationEx-NihiloRelanceCasparCas	0	3533	0	1	3534	0	0	3534
BEI-E'RT	9	0	0	0	9	0	0	9
PAYSDEL'EST	17	0	0	0	18	0	0	18
PICPME	240	0	0	331	571	624	0	1195
CAPITALDELPTEPRETSPAR TICL	193	0	0	38	230	144	0	374
INSTITUT DES JEUNES ENTREPRENEURS	89	0	0	0	90	12	0	102
REINFORCEMENT TRESORERIEPME-(RTPME)	41527	0	0	47	41574	11456	-64	52966
SUR GARANTIE REINFORCEMENT TRESORERIEPME-(SRTPME)	4855	0	0	1068	5923	5821	-9	11735
REINFORCEMENT TRESORERIEETI-(RTEI)	9985	0	0	723	10708	7152	-208	17662
SUR GARANTIE REINFORCEMENT TRESORERIEETI-(SRTEI)	4816	0	0	-913	3903	20729	-49	24583
LIGNES CREDIT CONFIRMEPME-(LCCPME)	1663	0	0	263	1925	3312	-4	5233
SUR GARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRMEPME-(SLCCPME)	1450	0	0	335	1785	5366	-85	7066
LIGNES CREDIT CONFIRMEETI-(LCCETI)	95	0	0	52	147	0	-10	137
SUR GARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRMEETI-(SLCCETI)	545	0	0	15	560	417	-71	906
FGKP TRANCHE1	19514	0	0	379	19893	3224	-19	23098
FGKP TRANCHE2	24086	0	0	1887	25972	8157	-76	34053
INTERNATIONAL DEVELOPMENT- I2	3747	0	0	15	3762	1128	-3	4887
FGKP TRANCHE3	60827	0	0	1298	62125	26191	2110	90426
INTERNATIONAL DEVELOPMENT- I3	1800	0	0	-200	1600	3294	49	4943
FGKP TRANCHE4	42660	40	0	1429	44129	44252	16778	105159
INTERNATIONAL DEVELOPMENT- I4	-1623	0	0	769	-854	2474	439	2060
DROM	118773	0	0	2299	121072	37090	-702	157460
sous-total	335268	95050	0	9867	440184	180841	18030	639106

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Solde de s fonds de gara ntie au 31 décembre 20 20	Dotat ion s 20 21	Rembourseme nt s et redéploi ements 202 1	Résultats 202 1	Solde de s fonds de gara ntie au 31 décembre 2021	Conten tie ux et intérêts à payer	Clients Comm issions Perq ues d'avance	Actifs comptab les des fonds de gara ntie
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)								
FRANCEINVESTISEMENTGARANTIE	129 665	0	0	-6 136	123 530	5 123	26	128 678
PRÊT TOURISME	99 877	100 000	0	-6 272	193 605	72 70	6 950	207 825
Autres fonds								
BEI-DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0
GARAN TIE FONDS PROPRES- FEDERIDF	1 785	0	0	1	1 785	14	2	1 801
GARAN TIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	5 774	0	0	0	5 774	0	0	5 774
UIMM	198	0	-1	0	197	0	0	197
PPDUIMM MID-PYRENEES	359	0	0	-202	157	993	0	1150
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	1 267	0	-1	-171	1 096	359	16	1 471
UIMM MEDITERRANEE	881	0	0	-90	791	109	0	899
UIMM LIMPCH	724	0	0	15	739	162	0	902
CC INNOVATION POL	520	0	-9	1	512	230	1	742
BESTIVES TERN	0	0	0	0	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	91	0	-43	20	68	53	0	122
PPDUIMM GRAND NORD EST	303	0	0	-161	142	717	0	858
PPDUIMM NATIONAL	637	0	0	-111	526	111	0	637
PPDUIMM NATIONAL 2	244	0	0	118	361	956	0	1317
UIMM FRENCH FAB	1 412	0	0	81	1 494	94	0	1 587
Autres gestions(*)	148 762	5 000	-17 263	-1 328	135 171	0	0	134 567
FONDS DE GARANTIE	4 806 658	310 171	-12 358	-79 082	5 025 389	1 099 112	292 253	6 416 150

(*) Autres gestions : Fonds National Révitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

20.2 Résultat des fonds de garantie au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
Fonds de réserve							
FONDS DERESERVE	2 244	0	0	0	0	0	2 244
FONDS DEMUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	938	0	0	0	0	0	938
AFT (Agence France Trésor)							
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	26	1	-1	-351	-125	-7	509
TEXTILE	0	0	0	18	0	0	-18
CREATION PME ET TPE	4 724	184	19 793	37 103	-247	-6 772	-5 383
PRÊTA LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	22	184	0	25	0	0	131
TRANSMISSION PME ET TPE	1 873	26	10 289	14 323	-185	982	-2 932
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	135	0	113	610	-53	30	-339
RT CCE	154	12	94	-554	3	-151	962
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	518	0	2 209	3 575	0	-1016	168
RSF RECONVERSION	47	0	1	1	0	0	47
INNOVATION DES PME ET TPE	309	0	1 311	2 787	-1	-2 020	854
FONDS DE MUTUALISATION	0	0	0	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT RM ET TPE	170	57	411	72	0	339	227
INTERNATIONAL COURT TERME	84	18	184	-706	0	-266	1 208
AFFACTURAGE	40	0	250	43	0	30	217
FASEP	264	0	396	3 295	0	0	-2 637
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	4	0	0	0	0	0	4
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	26	24	0	0	0	0	51
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	35	107	0	0	0	0	142
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2016	43	476	0	211	0	0	308
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	129	66	172	407	0	0	-40
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORÇAGE	236	8	1 876	5 521	0	1 608	-5 010
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	1	0	0	0	0	0	1
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	69	0	79	16	0	-101	234
FINANCEMENT STRUCTURES	115	0	242	0	0	0	357
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (RH5)	2 490	38	18 861	3 057	0	23 929	-5 596
sous-total	11 514	1 151	56 230	69 453	-608	16 585	-16 535

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
PPM TR	213	0	41	240	0	843	-829
PRETS VERIS	187	0	3	-779	0	-144	113
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	29	47	3	0	0	27	43
PPD BOIS	29	0	0	134	0	67	-12
PRÊTECO-ENERGIE (PEE)	93	0	75	165	0	47	-44
PRERINANCEMENT OICE	4	0	0	0	0	0	4
PRÊTPOUR L'INNOVATION	448	0	4 090	3 873	0	2 122	-1 459
PRÊTNUMERIQUE	143	0	187	307	0	512	-490
PIPC	6	0	9	0	0	-536	552
SOFRIED	40	0	0	552	0	-176	-336
PRÊTROBOTIQUE	137	0	698	-22	0	1332	-475
PRÊTPOUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	6	0	2	8	0	1	1
PRÊTCROISSANCE INDUSTRIE	94	783	444	781	0	-478	1017
PRÊTVERT2	119	0	999	150	0	882	86
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	244	0	3 796	4 948	0	3 708	-4 616
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTERS	8	0	0	0	0	0	8
PRÊTCROISSANCE AUTOMOBILE	44	0	248	9	0	3 061	-2 778
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVAGE	52	0	212	648	0	-1 089	705
PRÊTCROISSANCE INDUSTRIE 2	371	0	3 498	717	0	11 697	-11 545
PRÊTFLUIERE BOIS	37	0	13	0	0	0	50
PRÊTMETHANISATION AGRICOLE	37	0	12	0	0	0	49
CREATIKK 2019	133	0	6 636	2 996	0	1 888	1 885
DEV KIK 2019	13	0	2 670	553	0	1 576	554
TRANS KIK 2019	105	0	5 235	879	0	2 316	2 145
RENF TRESO KIK	18	0	1 169	414	0	2	771
INTER DEV KIK	1	0	156	0	0	322	-165
CREA CG	174	6	15 056	7 918	0	3 481	3 839
CREA EX NI	25	12	2 778	1 479	0	777	559
sous-total	2 810	848	48 030	25 970	0	35 238	-9 523

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
TRANS CG	8	0	694	116	0	421	164
DEV CG	8	0	2 114	1 010	0	833	279
RT CG	12	0	844	608	0	35	213
AVANCE+OUTREMER	28	0	85	30	0	-18	101
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	15	0	12	1 236	0	1 936	-3 045
Surgarantie RT ETI Covid 19	17	0	163	0	0	0	280
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	22	0	-3	0	0	-284	303
Surgarantie LCC ETI Covid19	5	0	1	0	0	0	6
RT TPE-PME Covid19	27	0	15	0	0	225	-183
RT ETI Covid 19	78	0	20	0	0	0	98
LCC TPE-PME Covid19	2	0	0	0	0	0	2
LCC ETI Covid 19	2	0	0	1 036	0	0	-1 034
Garantie A TOU TPE	435	0	1 097	704	0	7 046	-6 218
Garantie A TOU ETI	1 234	0	7 556	0	0	52 918	-44 128
RT AUTOMOBILE	84	0	0	0	0	0	84
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	37	0	97	0	0	640	-506
PRÊT METHANISATION INJECTION	36	0	3	0	0	0	39
France NUMERIQUE	0	0	0	0	0	0	0
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	18	0	20	0	0	0	33
PRÊT VERT 4	7	0	989	0	0	800	196
PRÊT CROISSANCE RELANCE	9	0	1 052	0	0	0	1 060
DEVELOPPEMENT RELANCE	3	0	270	0	0	183	90
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	1	0	0	0	0	0	1
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT RELANCE	0	0	17	0	0	0	17
PRÊT D'HONNEUR RENFORT RELANCE	0	0	0	0	0	0	0
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE RELANCE	0	0	0	0	0	0	0
Création Standard Relance Cas par Cas	40	0	1	0	0	0	40
Création Standard Relance Contrat	34	0	324	0	0	67	291
Transmission Relance	36	0	2	0	0	0	38
Transmission Relance Contrat	2	0	12	0	0	73	-59
sous-total	2 379	0	12 577	3 614	0	63 621	-52 281

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	7	0	1	0	0	8	0
GARANTIE FONDS PROPRES RELANCE	12	0	18	0	0	0	29
GARANTIE VERTE	2	0	0	0	0	0	2
Création Ex-Nihilo Relance Caspar Cas	1	0	0	0	0	0	1
BEI- ETAT	0	0	0	0	0	0	0
PAYS DE L'EST	0	0	0	0	0	0	0
PIC PME	4	0	0	-316	-11	0	331
CAPITAL DE VLT ET PRETS PARTICI	1	0	0	-28	-8	0	38
INSTAL DES JEUNES ENTREPRENEURS	0	0	0	0	0	0	0
REINFORCEMENT TRESORERIE PME - (RTPME)	317	0	35	287	0	18	47
SURGARANTIE REINFORCEMENT TRESOPME - (SRT PME)	56	0	8	-962	0	-41	1068
REINFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RTETI)	75	0	47	-254	0	-347	723
SURGARANTIE REINFORCEMENT TRESO ETI - (SRT ETI)	105	0	-10	1010	0	-9	-918
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	19	0	0	-244	0	0	263
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (SLCC PME)	26	0	0	-308	0	0	335
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	1	0	0	-1	0	-49	52
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (SLCC ETI)	4	0	1	0	0	-10	15
FGKP TRANCHE 1	0	0	7	-230	-3	-19	379
FGKP TRANCHE 2	204	0	275	-1276	0	-132	1887
INTERNATIONAL DEVELOPPM ENT - T2	28	0	11	-36	0	60	15
FGKP TRANCHE 3	512	0	1398	754	5	-118	1298
INTERNATIONAL DEVELOPPM ENT - T3	41	0	54	520	0	-224	-200
FGKP TRANCHE 4	546	21	7413	6566	1	-15	1429
INTERNATIONAL DEVELOPPM ENT - T4	20	0	288	701	0	-1162	769
DRGM	654	107	151	-1130	0	-256	2299
sous-total	2 616	128	9 678	5 059	-16	-2 454	9 838

(en milliers d'euros)

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)							
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	0	3 94	291	9 66	6	0	-6 136
PRÊT TOURISME	0	0	858	50	0	7 080	-6 272
Autres fonds							
BEI- DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES- FEDER IDF	0	0	1	0	0	0	1
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	0	0	0	0	0	0	0
UIMM	0	0	0	0	0	0	0
PPD UIMM M DI-PYRENEES	0	0	0	89	0	113	-202
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	0	0	9	60	0	41	-171
UIMM M EDITERRANEE	0	0	0	53	0	37	-90
UIMM LM PCH	0	0	0	-8	0	-7	15
CCI INNOVATION PDL	0	0	1	0	0	0	1
BEST WESTERN	0	0	0	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DEL'HABILLEMENT	0	0	1	17	0	-35	20
PPD UIMM GRAND NORD EST	0	0	0	62	0	-1	-61
PPD UIMM NATIONAL	0	0	0	0	0	111	-111
PPD UIMM NATIONAL2	0	0	0	202	0	-320	118
UIMM FRENCH FAB	0	0	0	67	0	-148	81
Autres gestions(*)	0	57	2 252	-3 529	2	0	-1 328
FONDS DE GARANTIE	22 536	5 378	13 276	112 090	- 646	121 123	- 79 082

(*) Autres gestions : Fonds National Révitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hotelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

● **Note 21 - Ressources nettes d'intervention à l'innovation**

21.1 Situation comptable des fonds de garantie d'intervention

(en millions d'euros)

Fonds	Solde au 31/12/2020	Dotations 2021	Remboursements et redéploiements 2021	Résultats 2021	Solde au 31/12/2021	Avances Récupérables Saines	Encours Prêts Innovation Sains
Aides à l'innovation - ISI	915,4	0,0	6,8	-112,9	809,3	358,3	833,3
PMI	105,0	0,0	-20,0	-58,9	26,1	14,4	0,0
FRI2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	19,1	30,0
Transition Agroécologique	0,0	2,4	0,0	-0,1	2,3	0,0	0,0
PIA4 AGI COEF	0,0	121,0	0,0	-31,8	89,2	22,6	289,1
FIIAI	0,0	58,8	0,0	-15,9	42,9	13,0	0,0
Aides sur financement partenaires	242,8	15,2	0,0	-27,3	230,7	29,9	37,8
DEEPTECH Fonds Innovation Industrie	86,2	0,0	-0,1	-36,3	49,8	47,2	0,0
OUTRE-MER	7,0	4,5	0,0	-3,7	7,8	0,0	0,0
FNI-FSO	8,6	0,0	0,0	-0,3	8,3	0,5	1,0
Total	1 365,0	201,9	-13,2	-287,2	1 266,5	505,0	1 191,2

21.2 Résultat des fonds de garantie d'intervention au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)

Fonds	Subventions	Provisions, pertes et constats d'échecs	Expertises et charges diverses	Produits et charges financiers	Produits et charges divers	Résultat au 31/12/2021
Aides à l'innovation - ISI	-15,6	-99,3	-0,2	0,0	2,2	-112,9
PMI	0,0	-58,9	0,0	0,0	1,0	-58,9
Transition Agroécologique	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
PIA4 AGI COEF	-28,4	-3,1	-0,3	0,0	0,0	-31,8
FIIAI SUB	-15,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,9
Aides sur financement partenaires	-24,3	-2,2	-1,8	0,0	1,0	-27,3
DEEPTECH Fonds Innovation Industrie	-35,6	0,0	-0,7	0,0	0,0	-36,3
OUTRE-MER	-3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,7
FISO	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,3
Total	-123,6	-164,8	-3,0	0,0	4,2	-287,2

- **Note 22 - Variation des capitaux propres**

(en millions d'euros)	31/12/2020	Affectation du résultat 2020	Autres mouvements	31/12/2021
Capital souscrit	5 440,0	0,0	0,0	5 440,0
Primes d'émission	15 462,0	0,0	0,0	15 462,0
Primes de fusion	212,0	0,0	0,0	212,0
Réserve légale	71,4	0,0	0,0	71,4
Autres réserves	164,6	0,0	0,0	164,6
Provisions réglementées, subventions d'investissement	77,3	0,0	24,3 (1)	101,6
Report à nouveau	906,4	-47,9	2,6 (2)	861,1
Résultat de l'exercice	-47,9	47,9	494,5	494,5
Acomptes sur dividendes	0,0	0,0	-427,2	-427,2
Total	22 285,8	0,0	94,2	22 380,0

(1) Dotation aux amortissements dérogatoires des logiciels

(2) Cf. Note 37.2

Le capital social est composé de 680 millions d'actions ordinaires nominatives, d'une valeur nominale de 8 euros, entièrement libérées.

La majorité du capital doit rester la propriété de l'Etat, d'un établissement public de l'Etat, d'un organisme public ou d'une entreprise publique.

- **Note 23 - Contre-valeur en euros des opérations en devises**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Actif	2,1	2,0
Passif	927,5	367,2

Ces positions nettes de bilan sont couvertes par des opérations de hors-bilan.

● **Note 24 - Tableau de flux des dépréciations et des provisions**

(en millions d'euros)	Dépréciations et Provisions au 31/12/20	Dotations aux dépréciations et provisions	Reprises des dépréciations et provisions disponibles	Reprises des dépréciations et provisions utilisées (1)	Autres variations (2)	Dépréciations et Provisions au 31/12/21	Créances irrécupérables non couvertes par des provisions	Récupérations sur créances amorties	IMPACT SUR LE RESULTAT (3)
Dépréciations et provisions pour créances douteuses et risques de crédit	1 001,5	258,9	210,9	32,5	0,5	1 016,5	5,0	1,8	-51,2
- <i>Dépréciations pour créances douteuses</i>	367,3	204,9	58,3	32,5	0,5	480,9	4,7	1,8	-149,5
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	367,3	204,9	58,3	32,5	0,5	480,9	4,7	1,8	-149,5
. Opérations sur titres et divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- <i>Provision collective pour risques de crédit</i>	632,9	54,0	152,0	0,0	0,0	534,9	0,0	0,0	98,0
- <i>Autres provisions</i>	1,3	0,0	0,6	0,0	0,0	0,7	0,3	0,0	0,3
Autres provisions d'exploitation	50,4	68,2	14,9	5,5	0,0	98,2			
Fonds pour risques bancaires généraux	235,2	0,0	0,0	0,0	0,0	235,2			

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Variations de périmètre, de change et reclassements de provisions

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

- Créances irrécupérables
- + Récupérations sur créances amorties

- **Note 25 - Engagements de hors-bilan**

25.1 Engagements donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
AFT (Agence France Trésor)		
Création des PME et TPE	2 140 931	2 862 146
Transmission des PME et TPE	1 047 020	1 394 798
Renforcement de la structure financière des PME et TPE	163 799	267 875
Innovation des PME et TPE	152 714	162 349
Financement spécifique court terme des PME et TPE	216 603	216 031
Renforcement Trésorerie PME - ETI	6 158	7 079
Surgarantie Renforcement Trésorerie PME - ETI	199	709
Lignes Crédit Confirmé PME TPE - ETI	44	18
Surgarantie Lignes Crédit Confirmé PME TPE - ETI	8	120
FGKP	932 438	1 234 678
FASEP	92 805	90 409
Garantie de fonds propres (hors FEDER IF)	21 241	26 597
Prêt participatif d'amorçage	40	40
Cautions sur projets innovants	0	147
Biotechnologie garantie	8 031	10 145
Financements Structurés	15 683	23 760
PPMTR	24	31
Innovation Développement Durable	628	859
Préfinancement CICE	0	0
Développement des PME et TPE	96	205
Renforcement Trésorerie Secteur Elevage	21 834	26 126
Prêt méthanisation agricole	1 008 720	701 339
CREAT K/K 2019	267 089	319 480
DEV K/K 2019	947 226	709 563
TRANS K/K 2019	87 810	89 579
RENF TRESO K/K	0	0
INTER DEV K/K	16 110	20 674
CREA CG	1 164 699	783 106
CREA EX NI	192 353	107 503
TRANS CG	86 388	50 982
DEV CG	195 043	145 972
RT CG	51 445	53 149
sous-total	8 837 179	9 305 471

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
PIC PME	0	0
Fonds National de Surgarantie RT TPE-PME Coronavirus	11 386	20 467
Fonds National de Surgarantie RT ETI Coronavirus	12 307	16 207
Fonds National de Surgarantie LCC TPE-PME Coronavirus	0	29 376
Fonds National de Surgarantie LCC ETI Coronavirus	1 350	5 568
Fonds National de Garantie RT TPE-PME Coronavirus	1 985	2 719
Fonds National de Garantie RT ETI Coronavirus	1 275	1 415
Fonds National de Garantie LCC TPE-PME Coronavirus	0	3 950
Fonds National de Garantie LCC ETI Coronavirus	0	4 550
Garantie ATOUT PME	0	0
Garantie ATOUT ETI	0	0
RT AUTOMOBILE	0	0
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	0	0
PRÊT METHANISATION INJECTION	0	0
France NUMERIQUE	21	0
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	0	0
PRÊT VERT 4	0	0
PRÊT CROISSANCE RELANCE	1 600	0
DEVELOPPEMENT RELANCE	229 989	0
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	7 146	0
Création Standard Relance Cas par Cas	60 652	0
Création Standard Relance Contrat	151 347	0
Transmission Relance	41 015	0
Transmission Relance Contrat	9 160	0
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	1 686	0
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	3 968	0
GARANTIE VERTE	4 100	0
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	2 782	0
sous-total	541 769	84 252

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)		
France Investissement Garantie	110 806	113 675
Autres fonds		
Garantie de fonds propres (FEDER IDF)	0	0
UIMM	0	10
Autres gestions	1 533 995	1 568 500
DROM		
DROM	19 431	26 758
Engagements fonds de garantie	11 043 180	11 098 666
Engagements douteux fonds de garantie		
	1 658 044	1 792 527
Total engagements des fonds de garantie	12 701 224	12 891 193

Les engagements de garantie enregistrent les garanties de remboursement de crédits distribués par des établissements de crédit. Ils sont principalement adossés à des fonds de garantie. Le montant des garanties données à des prêts Bpifrance s'élève à 8 685,8 M€.

Par ailleurs, des contrats de garantie ne sont pas encore réalisés au 31 décembre 2021 pour un montant de 475,6 M€.

25.2 Engagements reçus

Au sein des engagements de financement reçus des établissements de crédit, 435,3 M€ proviennent d'engagements reçus sur titres mis en pension

● Note 26 - Opérations en devises et instruments financiers à terme

	31/12/2021								31/12/2020	
	Couverture				Gestion de positions (*)		TOTAL		TOTAL	
	Micro		Macro		nominal	Valeur de marché	nominal	Valeur de marché	nominal	Valeur de marché
	nominal	Valeur de marché	nominal	Valeur de marché						
(en millions d'euros)										
<u>Opérations effectuées de gré à gré</u>										
. Contrats d'échange de devises	352,6	4,8	0,0	0,0	559,3	11,8	911,9	16,6	386,3	-17,0
. Contrats d'échange de taux	0,0	0,0	50 670,8	144,1	0,0	0,0	50 670,8	144,1	51 815,7	-646,6
. Contrats de taux plafond et plancher	0,0	0,0	1 335,4	-25,4	0,0	0,0	1 335,4	-25,4	1 055,6	-43,6
<u>Opérations effectuées sur marchés organisés</u>										
. Contrats de taux vendus ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Contrats de taux achetés ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	352,6	4,8	52 006,2	118,7	559,3	11,8	52 918,1	135,3	53 257,6	-707,2

(*) Positions ouvertes isolées.

Aucun provisionnement pour risque de contrepartie n'a été effectué sur les instruments financiers à terme.

Ventilation selon la durée restant à courir au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Opérations effectuées de gré à gré	11 475,4	25 762,3	15 680,4
Opérations effectuées sur marchés organisés	0,0	0,0	0,0

Le montant notionnel des contrats recensés ci-dessus ne fournit qu'une indication de volume d'activité ; le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme utilisés par Bpifrance est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels européens au 31 décembre. A ce titre, il tient compte de l'effet des contrats de compensation en vigueur à cette date ainsi que des garanties reçues. Il s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
<i>Coût de remplacement positif (1)</i>	99,6	782,3
<i>Exposition potentielle future (2)</i>	16,8	380,4
Exposition totale = 1,4 x ((1) + (2))	163,0	1 627,8
Equivalent risque de crédit pondéré	14,1	7,0

Depuis le 30 juin 2021 et suite à la mise en œuvre de la CRR 2 (Capital Regulation Requirements 2, réglementation prudentielle applicable à Bpifrance), Bpifrance a modifié la méthode de calcul du risque de contrepartie sur les opérations dérivées en appliquant le calcul SA_CCR.

● **Note 27 - Intérêts et produits assimilés**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Opérations avec les établissements de crédit	177,1	104,2
Opérations avec la clientèle (1)	793,8	829,5
- Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0
- Crédits à l'exportation	4,9	3,8
- Crédits de trésorerie	30,5	41,1
- Crédits à moyen et long terme	369,6	408,9
- Crédits divers et créances subordonnées	279,9	274,7
- Opérations de hors-bilan	107,5	101,0
- Divers	1,4	0,0
Obligations et autres titres à revenu fixe	208,0	231,4
Instruments financiers de couverture	29,0	27,4
Total (2)	1 207,9	1 192,5
(1) Dont reprise de dépréciation pour créances douteuses du fait du passage du temps (cf note 1.2)	0,6	0,6
(2) Dont intérêts négatifs sur dettes et émissions de titres	187,5	112,3

● **Note 28 - Intérêts et charges assimilées**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Opérations avec les établissements de crédit	-70,7	-49,8
Opérations avec la clientèle	-113,0	-132,1
Obligations et autres titres à revenu fixe	-326,4	-322,8
- Obligations	-325,6	-319,7
- Titres de créances négociables	-0,5	-3,1
- Résultat des micro couvertures	-0,3	0,0
Autres intérêts et charges assimilées	-0,2	-0,2
Instruments financiers de couverture	-0,2	-0,8
Total (*)	-510,5	-505,7
(*) Dont intérêts négatifs sur créances et portefeuilles titres	-3,7	-2,5

- Note 29 - Produits sur opérations de crédit-bail et location simple

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Loyers	1 154,8	1 160,8
Autres produits	84,9	99,4
Plus-values	53,5	38,1
Coût du risque	-3,1	-18,5
Total	1 290,1	1 279,8

- Note 30 - Charges sur opérations de crédit-bail et location simple

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements	-982,9	-981,6
Dotations aux provisions spéciales	-151,8	-146,3
Moins-values	-35,3	-42,7
Autres charges	-77,6	-97,6
Total	-1 247,6	-1 268,2

- Note 31 - Revenus des titres à revenu variable

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Participations	0,2	0,0
Autres titres détenus à long terme	0,0	0,0
Parts dans les entreprises liées (*)	424,1	302,6
Total	424,3	302,6

(*) dont :

- Dividendes Bpifrance Participations : 350,0 M €(265,2 M €au 31décembre 2020)
- Excess Spread des titrisations auto retenues 1et 2 : 67,4 M €(33,4 M €au 31décembre 2020)

- **Note 32 - Commissions**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Produits		
Commissions sur opérations avec la clientèle	17,3	19,9
Commissions sur prestation de services financiers	0,0	0,0
Total	17,3	19,9
Charges		
Charges sur opérations sur titres	-1,4	-1,8
Total	-1,4	-1,8

- **Note 33 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Titres de transaction	0,0	0,0
Opérations de change	0,4	-0,1
Opérations sur instruments financiers	4,4	5,7
Total	4,8	5,6

- **Note 34 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-28,2	-9,0
Moins-values de cession	-14,6	-99,8
Plus-values de cession	1,1	3,9
Total	-41,7	-104,9

- **Note 35 - Autres produits d'exploitation bancaire**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Produits facturés à des sociétés du Groupe	31,8	26,1
Autres charges refacturées	1,7	1,6
Utilisation des ressources partenaires en financement des aides à l'innovation	2,5	0,5
Produits accessoires d'assurance	14,1	13,3
Commissions au titre du PGE	10,5	0,0
Reprise de provisions disponibles	0,8	0,6
Quote-part de subventions d'investissement	2,4	1,1
Produits divers liés à l'activité innovation	23,0	20,9
Produits de gestion sur fonds gérés DROM	1,1	0,5
Autres produits	27,6	16,3
Total	115,5	80,9

- **Note 36 - Autres charges d'exploitation bancaire**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements pour immobilisations incorporelles et corporelles hors exploitation	0,0	0,0
Subventions activité Entrepreneuriat et Territoires	-20,6	-49,4
Dotations aux provisions pour risques d'exploitation bancaire divers	-38,0	-8,8
Rétrocession de produits de subventions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement	-1,1	-0,7
Autres charges	-8,6	-4,8
Total	-68,3	-63,7

- **Note 37 - Charges générales d'exploitation**

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Frais de personnel		
- Salaires et traitements	-168,4	-153,6
- Charges des régimes à cotisations définies	-19,7	-17,8
- Charges des régimes à prestations définies	-2,0	-3,0
- Autres charges sociales	-61,3	-54,8
- Intéressement et participation	-18,0	-17,4
- Charges fiscales	-19,6	-17,5
- Dotations/reprises provisions pour engagements vis-à-vis du personnel	-5,3	-3,8
Sous-total	-294,3	-267,9
Impôts et taxes	-21,3	-22,5
Autres frais administratifs	-214,9	-210,2
Total	-530,5	-500,6

37.1 Ventilation de la juste valeur des actifs couvrant les engagements de fin de carrière

La ventilation de la juste valeur des actifs du régime entre les différentes catégories est fondée sur la nature des actifs et sur les risques qui s'y rattachent.

	31/12/2021 en %	31/12/2020 en %
OPCVM		
Monétaire	2%	3%
Autres	5%	4%
Action	19%	16%
Obligataire	75%	77%
Total	100%	100%

37.2 Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

(en millions d'euros)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	TOTAL 31/12/2021		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net			Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations
Solde d'ouverture (*)	30,6	30,2	0,4	1,6	1,2	33,3	30,2	3,1
- Coût des services rendus au cours de la période	2,2	0,0	2,2	0,0	0,0	2,2	0,0	2,2
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	3,0	-3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	-3,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-3,9	-3,9	0,0	-0,1	0,2	-3,8	-3,9	0,1
- Ecart actuariels	0,2	0,6	-0,4	0,0	-0,1	0,1	0,6	-0,5
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	1,6	0,0	1,6	0,0	0,0	1,5	0,0	1,5
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,4	0,0	-0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0	-0,4
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	-1,0	0,6	-1,6	0,0	0,0	-1,0	0,6	-1,7
Solde de clôture	29,2	29,9	-0,6	1,4	1,3	31,9	29,9	2,1

(*) Le solde d'ouverture est ajusté de -2,6 M€ sur les indemnités de fin de carrière, suite à l'application de la mise à jour de la Recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. L'impact de ce changement de réglementation comptable a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture, en report à nouveau (cf. note 22).

(en millions d'euros)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	TOTAL 31/12/2020		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net			Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations
Solde d'ouverture	33,2	27,9	5,3	1,8	1,2	36,1	27,9	8,3
- Coût des services rendus au cours de la période	2,1	0,0	2,1	0,0	0,2	2,2	0,0	2,2
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	5,3	-5,3	0,0	0,0	0,0	5,3	-5,3
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-3,0	-3,0	0,0	-0,1	-0,1	-3,2	-3,0	-0,2
- Ecart actuariels	0,7	0,1	0,7	0,0	-0,1	0,6	0,1	0,6
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,5	0,0	0,5	0,0	-0,1	0,4	0,0	0,4
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,4	0,0	-0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0	-0,4
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,6	0,1	0,5	0,0	0,0	0,6	0,1	0,6
Solde de clôture	33,2	30,2	3,0	1,6	1,2	36,0	30,2	5,8

Note 38 - Coût du risque

(en millions d'euros)	31/12/2021			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	TOTAL
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-146,6	98,0	0,6	-48,0
Pertes non provisionnées	-4,7	0,0	-0,3	-5,0
Récupérations sur créances amorties	1,8	0,0	0,0	1,8
Solde	-149,5	98,0	0,3	-51,2

(en millions d'euros)	31/12/2020			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	TOTAL
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-120,4	-257,3	2,1	-375,6
Pertes non provisionnées	-5,7	0,0	-0,2	-5,9
Récupérations sur créances amorties	2,6	0,0	0,0	2,6
Solde	-123,5	-257,3	1,9	-378,9

● Note 39 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en millions d'euros)	31/12/2021				31/12/2020
	Titres d'investissement	Immobilisations incorporelles et corporelles d'exploitation	Participations et autres titres détenus à long terme Parts dans les entreprises liées	TOTAL	TOTAL
Dotations aux dépréciations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprises de dépréciations	0,0	0,0	1,1	1,1	0,0
Moins-values de cession	0,0	-6,6	-1,2	-7,8	0,0
Plus-values de cession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Solde	0,0	-6,6	-0,1	-6,7	0,2

- Note 40 - Passage entre le résultat social et le résultat financier

(en millions d'euros)	31/12/2021		
	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobilier	TOTAL
Dotations aux amortissements comptables	-326,0	-656,8	-982,8
Plus/moins-values comptables	10,1	8,0	18,1
Total	-315,9	-648,8	-964,7
Dotations aux amortissements financiers	-322,8	-572,3	-895,1
Plus/moins-values financières	10,1	0,6	10,7
Dépréciation financière sur éléments d'actif	5,6	-1,6	4,0
Total	-307,1	-573,3	-880,4
Variation de la réserve latente	8,8	75,6	84,4

- Note 41 - Principaux soldes intermédiaires de gestion financiers

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
PRODUIT NET BANCAIRE	1 277,8	1 045,5
Charges générales d'exploitation	-530,5	-500,6
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-43,9	-38,7
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	703,4	506,2
Coût du risque	-54,3	-392,8
RESULTAT D'EXPLOITATION	649,1	113,4
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-6,7	0,2
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	642,4	113,6
Résultat exceptionnel	0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	-39,2	-80,5
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-24,3	13,6
Résultat Net	578,9	46,7

- **Note 42 - Situation fiscale**

La comptabilisation de l'impôt sur les sociétés s'effectue selon la méthode de l'impôt exigible.

Le résultat fiscal de l'exercice 2021 (provisoire) au taux de droit commun est bénéficiaire de 157,2 M€, compte tenu des principales réintégrations ou déductions nettes suivantes :

(en millions d'euros)

Résultat comptable avant impôt de l'exercice	533,7
Dividendes	-353,2
Étalement enveloppe des prêts bonifiés	47,5
Dotations nettes de la provision collective	-98,0
Frais de dossier et d'instruction à étaler	-2,5
Taxes et contributions diverses non déductibles	14,9
Subvention activité Entrepreneurat et Territoires	20,6
Autres provisions	-5,8
Résultat fiscal	157,2

Le résultat fiscal au taux de droit commun, soit 30,80%, génère une charge d'impôt de 44 M€ après imputation de crédits d'impôts.

Aucune charge d'impôt n'est constatée pour le résultat fiscal au taux réduit de 15%.

● **Note 43 - Information sectorielle**

Bpifrance exerce principalement les métiers suivants :

- les prêts à long et moyen terme : il s'agit de financements à long et moyen terme sous forme de prêts directs, de crédit-bail mobilier et immobilier et de location financière ; ils comprennent également les prêts innovation,
- le financement court terme regroupe notamment les opérations de financement de créances publiques en Métropole et dans les DROM, soit directement, soit par signature,
- les interventions en garantie couvrent les banques et les organismes d'intervention en fonds propres, des risques de défaillance des bénéficiaires de financement,
- les aides au financement de l'innovation sous forme d'avances remboursables ou de subventions,

Dans la rubrique « autres » figurent principalement les produits des participations et, dans une moindre mesure, les produits de placement des fonds propres et les refacturations.

(en millions d'euros)	31/12/2021		31/12/2020	
	P N B financier	Encours moyen	P N B financier	Encours moyen
Prêts à long et moyen terme	661,2	42 070,8	578,0	38 200,1
- dont crédit-bail	97,3	5 991,2	80,9	6 206,9
Financement court terme	76,1	3 107,4	94,5	4 327,4
Garantie	127,5	17 669,0	96,3	17 071,2
- dont commissions	113,7		91,8	
- dont produits financiers	1,5		2,6	
Innovation	35,1		25,4	
Autres	377,9		251,3	

● **Note 44 - Activités pour compte de tiers**

Les opérations gérées par Bpifrance (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la banque.

	31/12/2021							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Activité de financement								
ARI (*)	70,6	0,0	0,0	70,6	0,0	70,6	70,6	19,4
FDES PBAR (*)	185,1	0,0	11,4	196,5	0,0	196,5	196,5	1,9
Fonds de dettes	57,4	0,0	0,0	57,4	0,0	57,4	57,4	0,0
Activité de garantie								
PGE (*)	0,0	0,0	79,7	79,7	0,0	79,7	79,7	96 966,2
FCS (*)	0,0	0,0	94,0	94,0	0,0	94,0	94,0	87,2
FONDS GERES DROM	0,0	0,0	62,7	62,7	0,0	62,7	62,7	0,0
CAMULOR	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,4	4,4	0,0	4,4	4,4	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	50,2	50,2	0,0	50,2	50,2	266,1
Activité d'aides à l'innovation								
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
DEEP TECH GPT	2,6	3,2	4,0	9,8	9,8	0,0	9,8	2,4
FIS	1,8	3,8	6,1	11,7	11,7	0,0	11,7	6,7
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	0,0	676,5	221,8	898,3	898,3	0,0	898,3	218,7
FSN (*)	78,7	0,0	73,2	151,9	36,1	115,8	151,9	26,5
PSIM (*)	28,5	0,0	11,2	39,7	4,4	35,3	39,7	3,9
PSPC (*)	203,8	0,0	94,1	297,9	218,4	79,5	297,9	257,6
SIA (*)	0,0	12,9	-3,0	9,9	9,9	0,0	9,9	0,6
FUI (*)	0,0	23,2	24,2	47,4	47,4	0,0	47,4	1,1
FNI-PRI (*)	11,1	0,0	11,4	22,5	1,1	21,4	22,5	1,2
PIAVE (*)	73,3	0,0	29,9	103,2	26,1	77,1	103,2	47,7
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE (*)	38,2	41,6	17,9	97,7	97,7	0,0	97,7	257,5
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT (*)	45,1	0,0	14,5	59,6	4,3	55,3	59,6	361,7
PIA4 STRUCTUREL (*)	0,5	92,1	14,9	107,5	107,5	0,0	107,5	83,4
PIA4 DIRIGE MATURATION (*)	0,0	0,0	1,6	1,6	0,7	0,9	1,6	35,4
PLAN BATTERIES	0,0	237,4	0,0	237,4	237,4	0,0	237,4	82,6
FRENCH TECH	0,0	0,0	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0
FRENCH TECH TREMPIN	0,0	2,2	0,1	2,3	2,3	0,0	2,3	0,8
FRI GPT	48,1	0,0	103,9	152,0	35,1	116,9	152,0	26,6
ASSURANCE PROSPECTION	320,4	0,0	-24,2	296,2	0,0	296,2	296,2	246,4
GRANDS DEFIS GPT	0,0	22,8	6,8	29,6	29,6	0,0	29,6	4,3
FGI ATF PIA 3 (*)	51,8	27,9	21,1	100,8	100,8	0,0	100,8	452,3
FGI CONCOURS D'INNOVATION PIA3	53,1	0,0	9,7	62,8	52,1	10,7	62,8	49,5
Total	1 270,1	1 143,6	984,8	3 398,5	1 930,8	1 467,7	3 398,5	99 507,7

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouveau Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FN-PR : Fonds national d'Innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières- Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Salt incubateurs accélérateurs

PA4 : 4e programme d'investissements d'avenir

	31/12/2020							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
(en millions d'euros)								
Activité de financement								
ARI (*)	89,4	0,0	0,0	89,4	0,0	89,4	89,4	20,0
FDES PBAR (*)	58,0	0,0	42,0	100,0	0,0	100,0	100,0	2,1
Fonds de dettes	83,1	0,0	0,0	83,1	0,0	83,1	83,1	0,0
Activité de garantie								
PGE (*)	0,0	0,0	8,6	8,6	0,0	8,6	8,6	99 909,0
FCS (*)	10,2	0,0	60,2	70,4	0,0	70,4	70,4	92,6
Fonds gérés DROM	37,6	0,0	24,5	62,1	0,0	62,1	62,1	0,0
Camulor	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,4	4,4	0,0	4,4	4,4	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	32,6	32,6	0,0	32,6	32,6	171,4
Activité d'aides à l'innovation								
About	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
DEEP TECH GPT	1,9	0,0	8,7	10,6	7,5	3,1	10,6	7,3
ENTREPRENEURIAT	0,0	0,0	40,4	40,4	9,7	30,7	40,4	8,5
FIS	1,6	8,7	7,2	17,5	17,5	0,0	17,5	8,0
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	0,0	62,7	28,5	91,2	91,2	0,0	91,2	228,3
FSN(*)	101,7	0,0	48,5	150,2	68,2	82,0	150,2	29,4
PSIM(*)	30,9	0,0	7,2	38,1	6,3	31,8	38,1	5,8
PSPC(*)	204,9	0,0	54,8	259,7	182,8	76,9	259,7	251,3
SIA(*)	0,0	5,4	-1,2	4,2	4,2	0,0	4,2	0,8
FUI(*)	0,3	81,1	-1,7	79,7	79,7	0,0	79,7	1,6
FNHPR(*)	16,8	0,0	6,2	23,0	1,1	21,9	23,0	1,6
PIAVE(*)	72,7	0,0	12,0	84,7	33,3	51,4	84,7	65,4
PLAN BATTERIES	0,0	237,4	0,0	237,4	237,4	0,0	237,4	82,6
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
French Tech Tremplin	0,0	0,0	0,5	0,5	0,2	0,3	0,5	0,2
FRI GPT	47,0	0,0	116,9	163,9	34,5	129,4	163,9	29,0
Assurance Prospection	196,0	0,0	-8,5	187,5	0,0	187,5	187,5	205,8
GRANDS DEFIS GPT	0,0	0,0	16,2	16,2	2,4	13,8	16,2	11,8
FGI ATF PIA 3(*)	3,8	13,6	36,7	54,1	54,1	0,0	54,1	321,5
FGI Concours d'innovation PIA3	42,1	0,0	6,9	49,0	48,5	0,5	49,0	42,3
Total	998,0	408,9	594,8	2 001,7	878,6	1 123,1	2 001,7	101 496,3

- **Note 45 - Effectifs**

L'effectif moyen s'établit à 2 755 salariés en 2021, dont 87 % de cadres.

- **Note 46 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration**

La rémunération au titre de la présence versée aux administrateurs et la rémunération versée aux présidents des comités métiers s'établit à 344,6 milliers d'euros.

BPIFRANCE

Société anonyme au capital de 5 440 000 000 euros
Siège social : 27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
RCS Créteil 320 252 489
(la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 11 MAI 2022**

Certifié conforme



• **Deuxième résolution** (approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes sociaux, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2021 tels qu'ils sont présentés et qui se soldent par un bénéfice de 494 531 814,48 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale (672 771 839 voix pour, 0 voix contre).

• **Troisième résolution** (approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2021 tels qu'ils sont présentés et qui se soldent par un bénéfice (résultat net part du groupe) de 1,8 Md€, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

L'Assemblée générale prend acte que les charges non déductibles fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) engagées par la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élèvent à 1 096 271,50 € et correspondent à la fraction des loyers non déductibles des véhicules loués. Le montant de l'impôt correspondant supporté est 329 758,47 €.

L'Assemblée générale donne quitus aux dirigeants et membres du Conseil d'administration pour l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale (672 771 839 voix pour, 0 voix contre).

• **Quatrième résolution** (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition présentée par le Conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé de la manière suivante :

	Euros
Bénéfice de l'exercice à répartir	494 531 814,48
Report à nouveau	861 074 763,87
Soit un solde disponible de	1 355 606 578,35
Dotations à la réserve légale	24 726 590,72
Soit un bénéfice distribuable de	1 330 879 987,63
<i>Distribution d'un acompte sur dividende (0,63 € par action donnant droit au dividende)</i>	427 181 382,18
<i>Distribution du solde du dividende (0,65 € par action donnant droit au dividende)</i>	440 742 695,90
Soit un dividende de (environ 1,28 € par action)	867 924 078,08
Dotations aux autres réserves	-
Dotations au report à nouveau	462 955 909,55
Total du report à nouveau après affectation du résultat	462 955 909,55

1 Hypothèse de 678 065 686 actions donnant droit à dividende à la date de l'assemblée

L'Assemblée générale, constatant que le Conseil d'administration du 17 décembre 2021 a décidé la mise en paiement, au plus tard le 24 décembre 2021, d'un acompte sur dividende global de 427 181 382,18 euros (soit un acompte unitaire de 0,63 euro), approuve la mise en distribution de cet acompte.

L'Assemblée générale décide la mise en distribution du solde du dividende d'un montant global de 440 742 695,90 euros (soit 0,65 euros par action).

L'Assemblée générale décide que, si le jour de la mise en paiement du solde du dividende, la société détient un nombre d'actions propres (actions Bpifrance auto-détenues) différent de 1 934 314, la somme correspondant au solde du dividende non versé ou à verser en raison de la variation du nombre de ces actions sera, suivant le cas, portée au crédit ou au débit du compte « report à nouveau ».

L'Assemblée générale donne acte au Conseil d'administration du rappel du montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Dividende par action
2018	Pas de distribution
2019	Pas de distribution
2020	Pas de distribution

Cette résolution est adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale (672 771 839 voix pour, 0 voix contre).

